

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
CRIME D'INCENDIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 1^{er} février 1913 à 3 heures

PAR

Émile DUCHÉ

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

*Suffragants : { MM. GARÇON, professeur.
PERCEROU, professeur.*



PARIS

M. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

—
1913

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
CRIME D'INCENDIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 1^{er} février 1913 à 3 heures

PAR

Émile DUCHÉ

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

Suffragants : { MM. GARÇON, professeur.
PERCEROU, professeur.



PARIS

M. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552008_0047

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

A TOUS LES MIENS

A MES AMIS

LE CRIME D'INCENDIE

CHAPITRE PREMIER

Histoire de la législation

La législation actuelle relative au crime d'incendie n'est que le résultat d'une longue évolution suscitée par des nécessités pratiques et de nouvelles conceptions théoriques. De 1810 à l'époque présente d'importantes transformations se sont opérées dans le système répressif de la criminalité incendiaire. Le monument élevé par les Assemblées du premier Empire reste debout dans son ensemble ; son ossature subsiste ; mais des parties endommagées ou vermoulues ont été consolidées voire même supprimées. Ces vieux débris disparus, l'édifice restauré de fond en comble a un peu perdu cet air de vétusté qu'accen-
tuait de jour en jour l'essor de la science pénale.

Est-ce à dire que cette nouvelle construction, si laborieusement élevée, réponde strictement à tous les

besoins actuels ? Non. Il en est des dispositions législatives comme de toutes choses humaines. Leur perfection relative peut, à un moment donné, s'accommoder des situations présentes. Puis, dans la course du temps, la législation se fige dans une stérile immobilité ; les situations qu'elle régit, emportées au contraire dans le tourbillon du progrès, se modifient et se transforment. Alors des lacunes apparaissent, d'autant plus profondes que l'évolution aura été plus rapide. Voilà pourquoi, si bien agencé qu'ait été après sa seconde restauration en 1863, le monument répressif du Code, aujourd'hui, malgré les retouches successives de deux générations, des lézardes y creusent d'inquiétants sillons.

Le Code pénal de 1810, à l'exemple de la législation de 1791 dont l'application fut éphémère, ne consacrait au crime d'incendie qu'une seule disposition. L'unité de peine justifiait ce laconisme dans la réglementation : « Quiconque, disait l'article 434, aura volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, forêts, bois, taillis ou récoltes, soit sur pied, soit abattus, soit aussi que les bois soient en tas ou en cordes et les récoltes en tas ou en meules, ou à des matières combustibles placées de manière à communiquer le feu à ces choses ou à l'une d'elles, sera puni de la peine de mort. »

Au lendemain des déclarations humanitaires de certains philosophes du XVIII^e siècle, cette législation

semble un anachronisme. Elle choque en effet le sentiment de justice le plus élémentaire. Le crime d'incendie dans ses multiples manifestations se diversifie à l'infini : gravité de danger, étendue du dommage, diversité du mobile, autant de nuances qui l'individualisent dans chaque cas déterminé. Cette variété des espèces s'accorde mal avec une disposition unique et surtout avec une peine uniforme. Frapper de mort l'incendiaire dont la main criminelle aura porté la ruine dans un village entier et le malheureux qui aura brûlé dans un champ des récoltes abattues, c'est faire montre d'une rigueur égalitaire vraiment excessive. Le législateur de 1810 dans un esprit de généralisation regrettable, n'a cependant pas craint d'aller jusque-là : de ce que l'incendie est dans certains cas un crime atroce, il en a conclu que dans tous les cas il devait être puni comme un crime atroce. Selon la remarque de Chauveau, il n'a vu qu'une face du crime, il n'a puni que son degré le plus élevé (1). Solution d'autant plus draconienne qu'aucun palliatif n'en pouvait modérer les effets. Les circonstances atténuantes étaient encore inconnues. Fussent-elles déjà entrées dans le domaine judiciaire, l'iniquité n'en aurait pas été moins flagrante, car c'eût été « fausser leur système que d'en faire le remède ordinaire de la sévérité de la loi » (2). Le législateur alors man-

1. Chauveau et Hélie. *Théorie du droit pénal*, t. VI, n° 2519.

2. Dunon. Rapport à la Chambre des Députés, *Moniteur*, 1831, 2, 2108.

quait son but : il voulait réprimer l'incendie et c'est à l'impunité qu'il aboutissait. Le jury, en effet, effrayé des conséquences d'un verdict impitoyable, préférait une mesure de faiblesse à un acte d'injustice : il acquittait. Une fois de plus la pratique justifiait Montesquieu : « L'atrocité des lois, dit-il quelque part, en empêche l'exécution : lorsque la peine est sans mesure on est souvent obligé de lui préférer l'impunité (1). » « Et rien n'est plus corrupteur que l'impunité, elle enhardit toutes les passions, elle encourage tous les désordres : un seul crime impuni menace la sécurité de tous, une seule loi bravée fait tomber dans le mépris toutes les lois (2). »

Il est aisé de découvrir les motifs de ce rigorisme du législateur. D'abord la nature toute spéciale du crime d'incendie, caractérisée par l'indétermination du danger, militait en faveur d'une répression sans merci. Plus que dans toute autre hypothèse, l'exemplarité de la peine s'imposait ici comme une nécessité. Faure, dans son exposé au Corps législatif, met en relief ces idées : « Le crime d'incendie, comme celui d'empoisonnement, est l'acte qui caractérise la plus atroce lâcheté. Il n'en est point de plus effrayant, soit par la facilité des moyens, soit à cause de la rapidité des progrès, soit enfin par l'impossibilité de se tenir continuellement en garde contre le monstre ca-

1. Montesquieu. *Esprit des Lois*, l. VI, chapitre 13.

2. Dunon. Rapport à la Chambre, 11 novembre 1831.

pable d'un si grand forfait... Il expose même la vie des personnes qui se trouvent dans le lieu incendié et qui peuvent n'avoir pas le temps d'échapper aux flammes, ou si ce sont des récoltes qu'il incendie, ce feu peut se communiquer d'un champ à l'autre et plonger un canton tout entier dans un état de détresse absolue. Un crime aussi exécrable mérite la mort, et telle est en effet la peine prononcée par le Code (1). Louvet, dans son rapport au nom de la Commission, exprime les mêmes sentiments et arrive à la même conclusion.

Et puis, il faut le reconnaître, les circonstances elles-mêmes incitaient le législateur à faire preuve de sévérité. Le passé se dressait devant lui avec ses souvenirs terribles : villes détruites, contrées ravagées par l'action dévorante du feu. Instruit de ces exemples il semble qu'il ait voulu matérialiser dans une répression rigoureuse bien des malheurs publics et des ruines privées.

Enfin toute cette législation trouvait un fondement rationnel dans les théories pénales en honneur au début du xix^e siècle. La philosophie assignait pour base à la loi pénale l'utilité, pour but, l'intimidation. Les principes de justice étaient sacrifiés à des considérations d'intérêt et à des motifs de crainte. L'esprit du Code se révèle tout entier dans ces paroles de Tar-

1. Faure. Exposé des motifs, *Moniteur*.

get, membre de la Commission chargée de la composition du projet : « C'est la nécessité de la peine qui la rend légitime ; qu'un coupable souffre ce n'est pas le dernier but de la loi, mais que les crimes soient prévenus, voilà ce qui est d'une haute importance... La gravité des crimes se mesure non pas tant sur la perversité qu'ils annoncent que sur les dangers qu'ils entraînent (1). »

Cette critique d'ailleurs n'était pas la seule qu'on pût faire au Code de 1810. A son premier défaut s'en ajoutait un second : il était incomplet. Que l'article 434 réprimât l'incendie par une personne quelconque de choses appartenant à autrui, cela personne ne le contestait, mais s'appliquait-il au propriétaire qui détruit par le feu son propre bien ? Grave problème dont le texte même de la loi ne donnait aucun élément certain de solution ! On pouvait soutenir que l'article 434 par la place qu'il occupe dans le titre consacré aux délits contre la propriété n'entend parler que des atteintes portées à la propriété d'autrui, de même que lorsque la loi traite des crimes et délits contre les personnes elle ne vise que les tierces personnes, les individus autres que celui qui commet le crime. Cette conclusion d'ailleurs n'était-elle pas commandée par un passage de l'exposé des motifs : « Le Code, disait Faure au Corps

1. Locré, XXIX : Observation de M. Target, I.

législatif, après s'être occupé des attentats à la propriété qui ont pour objet de s'enrichir aux dépens d'autrui soit par fraude, soit par violence, s'occupe de ceux qui n'ont pour but que de satisfaire la vengeance ou la haine et qui, dès lors, dérivent uniquement de la méchanceté. Dans cette dernière espèce de crimes ou délits, le coupable ne prend point une chose qui appartient à autrui afin d'en jouir lui-même, mais il détruit cette chose pour qu'un autre n'en jouisse pas. Au premier rang de ces attentats est le crime d'incendie (1). »

Enfin on pouvait invoquer le droit du propriétaire lui-même. En vertu du *jus abutendi* celui qui a sur un objet quelconque le droit de propriété, peut aliéner cet objet, le détériorer, le laisser perdre, et il ne pourrait pas le détruire ? La Cour de cassation, appelée à se prononcer, n'adopta pas cette interprétation restrictive jugée trop absolue. Elle décida que si l'individu, en mettant le feu à sa propre chose, n'avait nui à personne, il ne pouvait être condamné, mais elle ajouta que si l'incendie était préjudiciable à autrui, il était réprimé par l'article 434 (2). Déjà la Cour de Rouen, dans un arrêt du 16 juillet 1822 avait confirmé une ordonnance de la Chambre du

1. Loaré, t. XXXI, p. 157.

2. Cas., 21 nov. 1822, S. 1823.1.84. Dans le même sens : Cas., 11 nov., 1825. D. 1826.1.83. Cas., 16 déc. 1825. D. 1826.1.185. Cas., 23 avril 1829. D. 1829.1.223.

Conseil du Tribunal de Neuchâtel qui mettait « les époux X. en prévention pour avoir, de complicité, méchamment incendié un bâtiment qui faisait partie de leur propriété, lequel bâtiment était assuré »(1).

La question devenait d'autant plus inquiétante, qu'à partir de 1820, favorisés par l'essor prodigieux des compagnies d'assurances, les incendies de leur propre chose par les propriétaires se multiplièrent dans d'effrayantes proportions. Devant le développement soudain de ce genre spécial la criminalité, les pouvoirs publics s'émurent. Une circulaire du Garde les Sceaux en date du 23 janvier 1823, prescrivit aux Chefs de parquet de demander l'application de l'arrêt de 1822. Les Cours d'appel, en général, refusèrent cependant d'adopter la théorie de la Cour de cassation : leurs arrêts furent impitoyablement cassés (2). La Cour suprême, en dépit de ces résistances maintint sa jurisprudence. Celle-ci qui rêvait par voie d'arrêts de relever le niveau de la moralité publique, fut vivement critiquée par la doctrine (3).

Les auteurs, en s'élevant contre cette déviation manifeste des principes, luttèrent pour la bonne cause. L'assimilation de l'incendie d'une maison habitée appartenant à autrui à l'incendie par le propriétaire

1. S. 1823.2.67.

2. S. 1826.1.113.

3. Voir Grün et Joliat. *Assurances terrestres*, n° 173. De Moline. *De l'Humanité dans les lois criminelles*.

d'une chose lui appartenant, alors même que cette chose eût été garantie par une assurance, manquait de fondement rationnel. D'abord, à défaut de stipulation expresse, l'esprit de la loi était contraire à cette extension, puisqu'en 1810 l'usage des assurances terrestres ne s'était pas encore introduit dans nos mœurs. En second lieu, assimiler au point de vue de la répression, l'escroquerie à l'incendie, c'était faire, il faut l'avouer, une interprétation un peu large de la loi pénale. « Et étendre les lois pénales par interprétation et cela sous prétexte d'analogie, c'est la chose la plus funeste et contre laquelle le juge doit se tenir le plus en garde(1). » On aperçoit bien la raison qui avait déterminé la Cour de cassation à adopter cette théorie : elle craignait de laisser impuni un attentat contre la propriété. Préoccupation évidemment respectable qu'allait contrarier l'ironie des choses ! Le jury en effet se refusait à déclarer coupable l'individu accusé d'avoir incendié sa propriété assurée, sachant quelle sanction terrible la jurisprudence attachait à cet acte de basse cupidité. Jolliat met en relief les résultats de cette pratique : dans les procès récents, dit-il, sur 17 accusés, 14 ont été acquittés. Et il ajoute : « Ils auraient dû l'être tous ! parce que la loi dont on a voulu les frapper n'existait pas. »

Ému de ces critiques réitérées, entraînée aussi

4. Dupin. Plaidoyer du 19 mars 1831. S. 1831.1.117.

par l'autorité de son procureur général Dupin, la Cour abandonna enfin sa première jurisprudence pour faire une application plus saine des principes. Elle décida, après un arrêt de partage et un long délibéré, que l'individu déclaré coupable d'avoir incendié volontairement sa maison assurée, ne pouvait être puni de la peine de mort portée dans l'article 434, s'il n'était pas déclaré que cette maison était placée de manière que le feu put s'étendre à la propriété d'autrui (1).

Ainsi sous l'action de l'usage, l'article 434 se désagrégeait peu à peu, faisant ressortir des lacunes, des obscurités...

Survint alors la grande révision de 1832. Celle-ci n'est que la résultante de l'évolution des principes qui forment la base philosophique du droit de punir. Aux conceptions anciennes empreintes d'une dureté surannée succèdent, favorisées par un adoucissement progressif des mœurs, des théories nouvelles étayées sur des principes plus stricts de justice et d'humanité. Combinant ensemble le vieux système de l'expiation rajeuni par Kant et l'idée de défense sociale exprimée par Bentham, une jeune école philosophique en dégage une doctrine éclectique qui allait introduire dans la législation pénale une meilleure conception de la réalité de la vie. Rossi, de Broglie,

1. *Cas.*, 19 mars 1831. S. 1831.1.115.

Guizot champions de ces généreuses idées, assignaient à la peine une double limite : pas plus qu'il n'est juste, pas plus qu'il n'est utile.

Sur cette base s'opéra la revision. Il faut convenir que l'article 434 ne faisait qu'une minime application de ces principes. M. de Bastard rapporteur à la Chambre des Pairs avouait lui-même : « Le crime d'incendie est peut-être celui qui a le plus besoin d'une appréciation nouvelle. »

Tout d'abord le législateur corrigea la rigueur et supprima l'uniformité de la peine : « On ne peut se dissimuler, dit Dunon dans son rapport sur le projet de Code pénal à la Chambre des députés, que dans les cas d'incendie de la chose d'autrui, il y ait, quant au préjudice, quant à l'alarme, quant à la perversité un intervalle immense. Toutes les raisons d'équité exigent donc une différence dans les peines comme dans les crimes et votre commission les a jugées supérieures aux raisons d'utilité qu'on allègue pour maintenir l'uniformité de peine portée par le Code pénal(1). » Au dire de certains esprits rigoristes, en effet, il était prudent de conserver nominalelement la peine de mort pour tous les cas, les circonstances atténuantes pouvant corriger, au besoin quand l'équité l'exigerait, les sévérités de la loi. Mais l'assemblée qui se faisait du système des circonstances atténuantes une concep-

1. Dunon. Rapport, *Moniteur*, 1831, 2.2108.

tion plus élevée négligea ces scrupules. En conséquence, diverses catégories furent établies dans le crime d'incendie : à chacun d'elles correspondit une peine variant avec la gravité du danger et l'importance du dommage. On n'alla pas cependant jusqu'à supprimer la peine de mort. Celle-ci fut maintenue dans trois cas où la vie des personnes se trouvait, du fait de l'incendie, particulièrement menacée.

Une lacune restait à combler. Quelle situation réserver, au point de vue pénal, au propriétaire qui en détruisant son propre bien, porte préjudice à autrui ? Le projet de la Commission de la Chambre des Pairs maintenait pour ce fait la peine de mort. Le Garde des Sceaux s'éleva contre semblable rigueur : « Il me semble, dit-il, qu'il y aurait de l'injustice à assimiler celui qui brûle sa propre maison pour frustrer une compagnie d'assurances et celui qui brûlerait la maison d'autrui. Celui qui brûle sa propre maison est souvent entraîné par l'ignorance qui lui fait croire que brûler sa maison n'est pas un crime aussi grand que celui de brûler la maison du voisin. Il est constant d'ailleurs que la conscience publique ne le confond pas avec les autres incendiaires (1). » Frappé de la justesse de ces critiques, le législateur renonça au châtiment suprême, mais tandis que le projet adopté par la Chambre des Députés réclamait la réclusion,

1. *Moniteur*, 22 mars 1832, 819.

la Commission de la Chambre des Pairs et le Gouvernement proposaient une peine plus élevée, les travaux forcés à perpétuité. L'accord enfin s'établit sur cette base : l'individu qui en détruisant par le feu un objet à lui appartenant, cause un préjudice à autrui est puni soit des travaux forcés à temps, soit de la réclusion, suivant la catégorie des choses incendiées.

Cette réforme de 1832 a incontestablement accéléré la marche de la législation dans la voie du progrès. Par ses multiples distinctions basées sur la nature des biens, la loi a reconnu des différences essentielles dans la perversité de l'agent comme dans le danger public ou privé qui résulte de l'incendie. En dressant une échelle pénale elle a renoncé à ce funeste système de la justice par à peu près et en bloc et sans enlever à la société aucune garantie nécessaire, elle a satisfait dans une plus large mesure aux exigences de l'humanité.

Ce travail de revision accompli, on pouvait penser avoir élevé définitivement et pour un long laps de temps, le monument répressif de la criminalité incendiaire. On avait semble-t-il, tout prévu, tout minutieusement réglé. Le passé avait fourni un vaste champ d'expérience, mis à profit pour régir l'avenir. Celui-ci cependant réservait des surprises. La découverte des chemins de fer, leur rapide extension, leur prodigieuse activité allaient faire naître de nouvelles situations, soulever de nouveaux problèmes. En notre ma-

tière spécialement, une grave question surgissait. Un individu met le feu à un wagon contenant des voyageurs. Quelle peine lui est applicable ? Son fait tombe-t-il sous le coup du paragraphe 1^{er} de l'article 434, en d'autres termes, peut-on assimiler les wagons de chemins de fer destinés au transport des voyageurs aux édifices habités ou servant à l'habitation ? La solution ne faisait guère de doute : le législateur n'avait sûrement pas prévu et d'ailleurs ne pouvait pas prévoir l'hypothèse. Tout au plus pouvait-on prétendre que ce nouveau cas rentrait manifestement dans l'esprit du Code, dont le premier souci était la sauvegarde de la vie humaine. « Ce n'est pas la destruction de la propriété par le feu qu'on veut punir, c'est la vie des hommes qu'on veut protéger (1). » Dès lors une lacune apparaissait : la loi du 13 mai 1863 l'a comblée. L'exposé des motifs s'explique dans les termes suivants : « Le crime d'incendie d'un caractère mixte dans certains cas, n'est pas seulement un crime contre les propriétés, c'est aussi un crime contre les personnes qui met la vie en péril quand il ne l'attaque pas directement. De là un régime pénal également mixte, des dispositions qui protègent la propriété et la vie, d'autres qui ne protègent que la propriété. » L'article 434 fut ainsi complété : « Sera puni de la même peine (peine de mort) quiconque aura vo-

1. Rapport, *Moniteur*, 22 mars 1862, 819.

lontainement mis le feu soit à des voitures ou wagons contenant des personnes, soit à des voitures ou wagons ne contenant pas des personnes, mais faisant partie d'un convoi qui en contient. » Lorsque le feu aura été mis à des wagons chargés ou non chargés de marchandises ou autres objets mobiliers et ne faisant pas partie d'un convoi contenant des personnes, comme la vie humaine n'est pas menacée, que c'est seulement l'attentat contre la propriété que la loi réprime, le coupable n'est passible que des travaux forcés à temps.

La loi de 1863 a encore apporté une modification de détail à l'article 434. D'après ce texte, le propriétaire qui détruit son immeuble pour frauder une compagnie d'assurances est puni, pour ce fait, des travaux forcés à temps. Si c'est un tiers qui incendie l'immeuble d'autrui, la peine est celle des travaux forcés à perpétuité. Or, supposons qu'un tiers brûle un immeuble sur l'ordre du propriétaire? Logiquement, les règles de la complicité exigent que le tiers, auteur principal, soit puni des travaux forcés à perpétuité et que le propriétaire encoure la même peine comme complice. Dans cette hypothèse, le propriétaire est frappé plus sévèrement que s'il avait lui-même incendié son immeuble, puisqu'au lieu d'être condamné aux travaux forcés à temps, il l'est aux travaux forcés à perpétuité. Situation bizarre, profondément injuste pour le propriétaire! Pour faire dis-

paraître cette anomalie, le législateur a ajouté à l'article 434 une nouvelle disposition : « Sera puni de la même peine (travaux forcés à temps) celui qui aura mis le feu sur l'ordre du propriétaire. » Double dérogation aux règles de la complicité, telle qu'elle est régie par les articles 59 et suivants du Code pénal, puisque, d'une part, le tiers qui met le feu, auteur principal, bénéficie d'une réduction de peine et que, d'autre part, la loi n'exige pas dans certains cas que ce tiers ait été provoqué par « dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables » : un simple ordre suffit.

Enfin la loi de 1863 a assimilé, au point de vue de l'incendie, les pailles aux récoltes, mettant ainsi un terme aux hésitations et aux divergences que le lacanisme du texte primitif avait fait naître dans la jurisprudence.

Ainsi amendé et complété, l'article 434 est divisé en huit alinéas :

Le premier vise l'incendie des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, quand ils sont habités ou servent à l'habitation et généralement des lieux habités ou servant à l'habitation, qu'ils appartiennent ou n'appartiennent pas à l'auteur du crime. La peine qu'il prononce est la peine de mort.

Le deuxième punit de la même peine quiconque aura volontairement mis le feu, soit à des voitures ou wagons contenant des personnes, soit à des voitures

ou wagons ne contenant pas de personnes, mais faisant partie d'un convoi qui en contient.

Le troisième prévoit l'incendie des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers lorsqu'ils ne sont ni habités ni servant à l'habitation, ou des forêts bois-taillis ou récoltes sur pied lorsque ces objets n'appartiennent pas à l'incendiaire. Il punit le coupable des travaux forcés à perpétuité.

Dans le quatrième, la loi condamne aux travaux forcés à temps l'individu qui met ou fait mettre le feu aux objets énumérés dans le précédent paragraphe et cause volontairement un préjudice à autrui. La même peine est applicable à celui qui met le feu sur l'ordre du propriétaire.

D'après le cinquième alinéa, quiconque aura volontairement mis le feu soit à des pailles ou récoltes en tas ou en meules, soit à des bois disposés en tas ou en stères, soit à des voitures ou wagons chargés ou non chargés de marchandises et ne faisant pas partie d'un convoi contenant des personnes, si ces objets ne lui appartiennent pas, sera puni des travaux forcés à temps.

Le sixième condamne à la réclusion, celui qui en mettant ou en faisant mettre le feu à l'un des objets énumérés dans le paragraphe précédent et à lui-même appartenant, aura volontairement causé un préjudice quelconque à autrui ; il applique la même

peine à celui qui aura mis le feu sur l'ordre du propriétaire.

Le septième prévoit l'incendie par communication et le huitième l'incendie qui a occasionné la mort d'une ou plusieurs personnes.

A chacun de ces cas va correspondre une étude détaillée, étude de doctrine de la jurisprudence. Mais avant d'aborder le corps même du sujet, il nous a paru intéressant de suivre, dans un chapitre spécial, l'évolution du crime dont nous nous occupons.

CHAPITRE II

Évolution du crime d'Incendie

La criminalité incendiaire, au cours du xix^e siècle, a accompli une curieuse évolution que les statistiques nous permettent de suivre pour ainsi dire pas à pas. De 1826, date des premiers renseignements officiels, à 1855, le nombre des incendies, poursuivis comme crimes, a presque triplé. La période quinquennale comprise entre 1826 et 1830 donne une moyenne annuelle de 87 incendies ; celle qui s'étend entre 1851 et 1855 une moyenne de 244. Puis la criminalité décroît lentement sans retomber cependant au niveau d'où elle était partie. La période quinquennale 1904-1908 fournit encore une moyenne de 128 incendies. Le bilan du siècle accuse donc une notable augmentation de ces manifestations délictuelles.

Les causes de cette augmentation sont multiples. La principale est l'application du principe de l'assurance et la grande extension qu'ont prise, dès 1825, les compagnies qui s'étaient constituées dans ce but. La première en effet qui obtint quelques résultats fut

créée en 1816, à Paris, sous le nom de « Société d'assurance mutuelle immobilière de la ville de Paris ». Puis une ordonnance du 14 février 1819 autorisa la fondation de la « Compagnie d'assurances générales », une autre du 1^{er} septembre, celle du « Phénix ». Et successivement apparurent : la « Compagnie Royale » aujourd'hui la « Nationale » (11 février 1820), l'« Union » (1828), le « Soleil » (1833).

Si, théoriquement, l'assurance ne peut être considérée comme un stimulant du crime, puisque l'assuré n'a jamais intérêt à la destruction de son bien, pratiquement, et l'expérience l'a prouvé, il faut reconnaître que ce principe mal compris et mal appliqué peut contribuer au développement de ce genre spécial de criminalité. Les compagnies une fois fondées, en effet, leur premier souci fut de recruter une clientèle. A cette fin, tous les moyens parurent bons. On vit des assurances, dans un but de réclame et de propagande, allouer, pour des sinistres peu importants surtout, des indemnités dépassant le chiffre véritable des pertes. Cette générosité ne pouvait que tenter la cupidité des propriétaires ignorant le mécanisme d'une combinaison nouvelle. Beaucoup s'imaginaient qu'il suffisait de faire garantir une somme déterminée pour que, en cas de sinistre, cette somme leur fut intégralement payée. Voyant là occasion à spéculation, l'assuré exagérait démesurément la valeur de sa propriété : dans un moment de gêne, après

une mauvaise récolte, l'appât d'un gain fortuit avait facilement raison de ses scrupules. Il incendiait sa chose pour en tirer profit.

La législation elle-même n'était pas à l'abri de toute critique : aucune disposition spéciale ne régissait la matière. Cette absence de réglementation favorisait naturellement ces fâcheuses pratiques. La marée non endiguée montait, montait toujours. Le Garde des Sceaux, dans son rapport au Président pour l'année 1850, le constate mélancoliquement : « On a compté, dit-il, surtout pendant les dernières périodes un bien plus grand nombre d'incendies allumés par les propriétaires eux-mêmes dans le but de recevoir les primes exagérées d'assurances. Ainsi sur 1.000 incendies poursuivis, il y en a eu d'inspirés par ce motif :

De 1826 à 1830	148
De 1831 à 1835	210
De 1836 à 1840	212
De 1841 à 1845	259
De 1846 à 1850	244

Et Toussenel s'écriait plaisamment : « Le diable seul sait le chiffre des incendies produits par l'assurance. »

Cependant, depuis 1860, la situation tend à s'améliorer. Convaincu de ses erreurs d'antan, le grand public a peut-être fini par comprendre les vrais principes de l'assurance ; plus solidement assises, les

compagnies ont sans doute apporté dans la mise en pratique une plus scrupuleuse probité : « Une des causes d'incendie d'édifices ou d'objets mobiliers qui devient moins fréquente, dit le rapport sur l'année 1900, c'est le désir de se procurer les bénéfices d'une assurance exagérée. Le nombre des crimes de cette espèce commis par les propriétaires eux-mêmes, avait été de 50 en 1840, il n'est plus que de 39 en 1881 et de 12 en 1900. »

L'extrême rigueur du Code en matière de répression est une seconde cause de l'augmentation du nombre des incendies. Le législateur dans les dispositions qui nous concernent, s'est montré trop prodigue de la peine de mort. Les autres peines, manifestement excessives, sont des épées pour la plupart fortement suspendues au-dessus de la tête des délinquants, bien peu redoutables par conséquent. Le jury en effet, qui abdique rarement sa personnalité humaine, préfère toujours l'indulgence d'un acquittement à l'injustice d'une condamnation. En matière d'incendie, la proportion des acquittés est effrayante : de 1825 à 1831, sur 100 accusés, 75 ont été acquittés. Après la révision de 1832 l'adoucissement des peines raffermirait la répression : de 1851 à 1855 la proportion des acquittés est de 43 %, en 1902 elle est encore de 40 %. Le rapport précité constate ce fait. « On peut observer dit-il, que la déclaration de circonstances atténuantes est la règle pour ainsi dire absolue en matière

d'incendie d'édifices habités. Ces résultats démontrent une fois de plus que la nature des faits, les conditions particulières aux crimes, le degré de perversité de l'agent ne sont pas les seules circonstances qui guident le jury dans ses déclarations sur l'application de l'article 463 du Code pénal. Une de ses préoccupations les plus grandes est la gravité de la peine édictée pour le fait qu'il déclare constant. Or en matière d'incendie cette peine lui paraît hors la proportion avec le préjudice causé. » Il est de fait qu'en cette même année 1900, en ce qui concerne les incendies d'édifices habités, les circonstances atténuantes ont été accordées dans la proportion de 100 %.

Dans cette détente de la répression l'individu trouve un encouragement au crime. Ses chances de condamnation en effet seront d'autant plus faibles que l'incendie qu'il aura allumé sera plus fortement puni, c'est-à-dire plus dangereux. En escomptant les possibilités d'un égarement de la justice il peut perpétrer son forfait avec l'assurance à peu près certain de l'impunité : « Il ne faut pas mener les hommes par les voies extrêmes, a écrit Montesquieu ; on doit être ménager des moyens que la nature nous donne pour les conduire. Qu'on examine la cause de tous les relâchements ; on verra qu'elle vient de l'impunité des crimes et non pas de la modération des peines (1). »

1. Montesquieu. *Esprit des lois*, l. VI, chapitre XII.

Enfin l'accroissement de la population et le développement de la richesse ont également favorisé le mouvement de la criminalité incendiaire. Sous la Monarchie de Juillet, dans ces années de paix et d'abondance, les branches de l'activité humaine sortant de l'épuisement qui avait paralysé leurs efforts, sont secouées à la fois d'un grand frisson de vie. L'agriculture se développe, le commerce, l'industrie surtout s'épanouissent stimulés par la découverte des chemins de fer. Fouettés par l'insolence des égoïsmes satisfaits, les appétits s'exaspèrent. La jalousie et la haine troublent des cœurs, arment des bras. Dans l'esprit de plus d'un deshérité l'incendie apparaît alors comme un sinistre instrument de nivellement social.

Sous l'influence simultanée de ces faits on s'explique l'ampleur qu'a atteinte ce crime vers 1855. A cette date, nous l'avons vu, les statistiques constatent un fléchissement qui ne fera que s'accroître jusqu'à l'époque actuelle. Faut-il attribuer à un relèvement de la moralité publique cette diminution progressive du nombre des incendies ? Faut-il voir, dans ce recul de la criminalité, un mouvement de la conscience sociale vers un idéal plus élevé ? Les faits ne semblent guère confirmer l'optimisme de cette hypothèse. La criminalité en général, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, eut une marche constamment ascendante : ce point, les documents officiels l'établissent. Or serait-il logique d'admettre que seul, au

milieu de toutes les autres manifestations délictuelles de l'homme, le crime d'incendie n'ait pas suivi cette commune évolution ?

D'un autre côté, il est certain que le système de la correctionnalisation qui s'est introduit dans la pratique judiciaire aux environs de 1850, a laissé notre matière en dehors de son cercle d'application. Comment expliquer, dès lors, ce mouvement rétrograde ? Par cette excellente raison que ce mouvement n'existe pas. Oui, le nombre des incendies poursuivis a diminué depuis 1855, mais suit-il de là que la criminalité incendiaire se soit ralentie ? Evidemment non. Ce sont les poursuites qui ont diminué et non pas les crimes. « Il ne faut pas perdre de vue que les faits d'incendie constituent environ un septième annuellement des crimes laissés sans poursuites par le Ministère public et près du quart des affaires terminées par des ordonnances de non-lieu (1). » Mais à quoi attribuer ce ralentissement des poursuites ? A la facilité qu'ont aujourd'hui les délinquants d'y échapper. Grâce à la rapidité des moyens de communication, l'incendiaire, une fois son crime consommé, a vite quitté le théâtre de ses exploits : enfui à l'étranger ou caché dans une de ces agglomérations grouillantes qui constituent les grandes villes modernes, il dépiste avec succès trop souvent les recherches de la police.

1. Rapport sur l'année 1899.

Celle-ci, débordée par la quantité d'affaires de son ressort, appelée, par-ci, sollicitée par-là, conduit mal ses enquêtes parce qu'elle en dirige trop. « L'insuffisance notoire de la police municipale, l'organisation sommaire de la police rurale, la multiplicité des occupations de la gendarmerie et bien d'autres faits encore sont autant de causes qui contribuent à rendre la surveillance trop souvent illusoire et à laisser les recherches sans effet (1) ». Si, d'aventure, les opérations policières aboutissent à l'arrestation des auteurs présumés de l'incendie, la difficulté n'est qu'à demi vaincue. Il reste en effet à établir la culpabilité de l'accusé. Or, en notre matière, rien n'est plus ardu que la question de preuve. La caractéristique de l'incendie est précisément son extrême facilité d'exécution : il n'exige ni longs préparatifs ni mise en œuvre compliquée. Ourdi en silence, accompli dans l'ombre, il ne laisse la plupart du temps ni trace ni indice qui permettent d'échafauder de sérieuses hypothèses. On erre dans la nuit vers l'inconnu...

Tout ceci explique le nombre sans cesse grossissant des attentats commis par le feu restés impunis. Les chiffres d'ailleurs ont leur éloquence : en 1849, 846 crimes d'incendie demeurent sans sanction, en 1899 1404 échappent à toute répression.

C'est donc un fait certain : loin de décliner, la cri-

1. Rapport pour l'année 1903.

minalité incendiaire, durant la seconde moitié du xix^e siècle, a continué son mouvement ascensionnel mouvement qui se dissimule à un œil non prévenu, mais qui, pour rester caché, n'en existe pas moins.

Et cette constatation peut causer quelque surprise. Un étonnement se manifeste de voir, à notre époque de civilisation raffinée, l'incendie, ce crime archaïque et sauvage, faire encore de si inquiétants progrès. Il est vrai que pour conserver ses positions avancées, il a changé de caractère : il s'est démocratisé. Autrefois prérogative des seigneurs féodaux, prérogative dont ils étaient fiers, « témoin ce margrave de Brandebourg, qui se vantait un jour, d'avoir brûlé dans sa vie 170 villages (1) », il est devenu le crime préféré des basses classes, surtout des classes rurales dont il est l'arme la plus dangereuse. Les statistiques nous révèlent qu'en 1881 par exemple sur 100 incendiaires, 77 habitent les communes rurales, 23 les communes urbaines ; en 1900, 74 vivent à la campagne, 26 à la ville. On comprend d'ailleurs cette prédilection du paysan pour ce genre de crime : l'homme et l'instrument s'harmonisent à merveille ; l'homme dissimulé, patient, ruminant tout bas ses griefs, préparant dans l'ombre sa vengeance ; l'instrument sournois, discret et sûr.

Naturellement c'est dans les régions les plus riches

1. Tarde. *Philosophie pénale*, p. 334.

que l'incendie cause le plus de ravages. Là l'aisance et le luxe s'étalent à côté de la misère. Celle-ci exaspérée par l'envie tente d'effroyables revanches en semant ruines et dévastations. Les départements du Nord sont, de ce fait, les plus éprouvés. Le rapport sur l'année 1880 signale que 23 % des accusations jugées de 1876 à 1880 intéressent cette région ; le Nord-Ouest arrive en seconde ligne avec 21 %, puis le Nord-Est avec 16 %. Les départements montagneux et pauvres, au contraire, où la population vit d'une vie simple et frustre sont plus épargnés : 11 % des accusations d'incendie se rapportent à la région du Centre et 7 % seulement à celle du Sud-Est.

Il est à remarquer qu'à la campagne la plupart des sinistres doivent être imputés à la malveillance ; la cupidité évidemment y joue bien un rôle, mais un rôle secondaire. C'est à la ville surtout qu'elle cause des désastres : incendies d'usines, d'établissements industriels ou commerciaux. Le désordre dans la conduite amène le désordre dans les affaires : une assurance couvre bien au delà la valeur des marchandises qui sont ensuite détournées, puis au moment opportun, l'incendie se déclare...

Avant de clore ce chapitre, il nous a paru intéressant de rechercher sous l'influence de quels mobiles agit le plus généralement la volonté criminelle. Postérieurement nous étudierons cette volonté comme élément d'appréciation juridique du délit ; actuelle-

ment nous ne nous occupons que de phénomènes purement psychologiques : simple esquisse de l'âme humaine avec ses passions et ses vices.

Il est bien peu de crimes où le mobile soit plus varié que dans l'incendie et ceci tient aux multiples intérêts qu'il peut mettre en péril. Presque toujours, d'ailleurs, le coupable agit sous l'impulsion de sentiments bas ou de passions honteuses. Tantôt c'est un ouvrier mécontent, un domestique congédié qui, par vengeance, cherche à porter préjudice à son ancien maître, c'est un vagabond auquel on a refusé le gîte ou qui, peu satisfait de l'aumône qu'on lui a donnée, détruit granges et maisons. Les statistiques pour l'année 1899 rapportent à cette cause 23 % des incendies. Tantôt le sinistre est dû aux ressentiments éprouvés à la suite de querelles de voisinage, de procès perdus (22 %), à la cupidité du propriétaire que tente l'appât d'une grosse prime d'assurance (16 %). Les dissensions de famille fournissent trop souvent de désastreux prétextes : une personne se croit lésée par un partage, elle consume par le crime l'édifice qu'elle n'a pu posséder par un contrat (10 %). L'alcoolisme paye, lui aussi, un lourd tribut à la criminalité (9 %). Ici c'est la misère qui, incapable d'un effort ou brisée par la lutte, cherche par la voie du crime le refuge de la prison (8 %) ; là c'est la folie qui rêve d'éblouir l'imagination en délire par le terrifiant spectacle de l'incendie (4 %).

On ne saurait croire à quels sentiments bizarres obéissent parfois certains délinquants : on a vu des maçons détruire par le feu des édifices pour se procurer de lucratifs travaux ; on a vu des déséquilibrés porter la ruine dans des villages pour participer aux libations offertes par la commune aux sauveteurs. Il n'est pas jusqu'à l'amour qui n'ait, dans deux cas curieux, causé d'irréremédiables désastres. Dans l'un, une jeune fille met le feu à une maison pour attirer sur elle les soupçons et disculper son amant accusé d'un incendie antérieur. Dans l'autre, une fillette de 16 ans, que ses parents empêchaient de voir l'élude de son cœur, met six fois en six semaines le feu dans son village, pour rencontrer celui-ci accouru sur le lieu du sinistre et, à la faveur de l'émoi général, se livrer à lui insouciant et heureuse.

En dehors de ces cas, la médecine légale en a observé d'autres qui relèvent du domaine de la pathologie. Parfois l'incendie est perpétré par des individus atteints de pyromanie. Chez eux, la dégénérescence de l'espèce est telle qu'ils touchent à l'imbécilité : « Ils obéissent alors sans grande lutte à des perversions instinctives ou à des sentiments de haine ou de vengeance qu'éveillent les causes les plus futiles (1). » Hantés constamment par l'idée du feu

1. Magnan. Rapport présenté au 3^e Congrès d'anthropologie criminelle. Bruxelles, 1892, p. 158.

ils sont poussés par une force irrésistible à l'exécution d'actes mêmes qu'ils réprouvent. Dans le naufrage de leur volonté, la brutalité de leurs instincts les domine. Pour eux, bien entendu, il ne peut être question de responsabilité : ce sont des malades que le juge d'instruction doit abandonner au médecin aliéniste.

CHAPITRE III

Élément matériel du crime d'Incendie

Comme tout acte délictueux, le crime d'incendie suppose la réunion de deux éléments : l'un matériel, l'autre intentionnel. Il faut un fait qui constitue une infraction à la loi pénale et une volonté libre qui ait voulu ce fait. L'un de ces deux éléments fait-il défaut ? Le crime disparaît. Si, en effet, l'élément matériel manque, la loi ne punissant pas la pensée coupable, il n'y a pas de délit ; si, d'un autre côté, l'élément intentionnel n'existe pas, on se trouve en présence d'un simple dommage matériel ou d'une imprudence. Le crime d'incendie n'est donc nécessairement constitué que par la réunion de ces deux éléments. Nous les examinerons successivement.

« Quiconque, énonce l'article 434, aura volontairement mis le feu... » L'élément matériel du crime d'incendie consiste donc dans le fait de mettre le feu. Une fois celui-ci allumé, le crime est consommé indépendamment du résultat obtenu. Peu importe que l'objet qu'il était dans l'intention du délinquant d'anéantir

n'ait pas été détruit, peu importe même que l'incendie n'ait pas éclaté : dès l'instant qu'il a accompli l'acte initial l'agent tombe sous l'application de la loi. Il y tomberait encore s'il éteignait le feu aussitôt après l'avoir allumé : son désistement vient trop tard, la définition de la loi étant satisfaite. Il est vrai que cette définition apparaît bien imprécise lorsqu'on la rapproche de la qualification plus stricte donnée à l'incendie par l'article 147 du Code pénal autrichien. « Celui qui entreprend une action dans le dessein d'occasionner un incendie dans les propriétés d'autrui commet le délit d'incendie quand même le feu n'aurait pas éclaté ou lorsqu'il n'en serait résulté aucun dommage. » Ce texte sanctionne expressément la conception qui ressort implicitement de l'interprétation de l'article 434 à savoir la consommation du crime d'incendie par l'exécution de l'acte de l'agent indépendamment du résultat.

Dans cette conception le désistement du délinquant reste inspirant, mais une disposition légale peut prendre en considération une intervention nouvelle de sa part. Si la législation française n'est pas entrée dans cette voie, il en est qui ont prévu ce repentir actif. Après avoir assimilé dans l'article 46 le repentir actif au désistement, le Code pénal allemand exonère en effet de toute poursuite, dans l'article 310, l'auteur de l'incendie s'il a éteint le feu avant qu'il ait été découvert et avant qu'il en soit résulté un dom-

mage autre que la combustion destiné à servir de foyer à l'incendie. Sans pousser jusqu'au bout l'assimilation, le Code autrichien dans l'article 147 et le Code suédois (1) prévoient seulement une atténuation de peine pour le coupable qui a éteint l'incendie avant que tout dommage ait été causé.

On peut justifier l'interprétation que nous donnions de l'article 434 par la raison que l'incendiaire, en allumant le feu, manifeste par des faits suffisamment probants sa pensée criminelle. Il est vrai que les conséquences en sont rigoureuses : un événement fortuit fait échouer les projets du coupable, le vent, par exemple, éteint l'incendie avant qu'il n'ait causé de sérieux dommages. Dès lors n'est-il pas excessif de voir dans cet attentat avorté un crime proprement dit et non pas une simple tentative ? Le fondement de cette assimilation est douteux : la circonstance qui contrarie l'exécution du plan délictueux ne diminue pas la criminalité de l'agent ; celle-ci reste entière et c'est elle que la loi punit (2).

Cette théorie, adoptée par la jurisprudence (3), n'a cependant pas rallié l'unanimité de la doctrine. M. Haus se fondant sur ce que l'article qui punit l'incendie

1. Les Codes suédois traduits par Ravel de la Grasserie. Chapitre XIX, n° 5

2. Dans ce sens : Chauveau et Hélie, t. VI, n° 2524 ; Blanche. *Études sur le Droit pénal*, t. VI, n° 536.

3. Cas., 15 juin. D. 71.1.363.

est placé dans le chapitre qui porte la rubrique « destructions, dégradations, dommages » en conclut que la loi exige qu'un préjudice quelconque ait été causé : en conséquence l'incendie n'est un crime complet que lorsque le feu a fait des progrès tels qu'il n'est plus au pouvoir de son auteur de s'en rendre maître (1). M. Garraud estime que l'incendie n'est consommé que par le résultat obtenu, c'est-à-dire par l'apparition du danger (2). Jusqu'à ce moment le crime n'est pas complet et le désistement de l'agent peut encore porter effet efficace. Il est remarquable d'ailleurs que cette thèse aboutit au même résultat que le Code allemand : celle-là y arrive par la théorie du désistement avant le crime consommé et celui-ci par la théorie du repentir actif après le crime complet.

Le système de ces dissidents, peut-être plus logique en son fond, a un grave défaut : il repose sur un critérium trop chancelant. A quel moment précis l'agent peut-il encore étouffer l'incendie, à quel instant le danger commence-t-il à apparaître ? L'appréciation de ces deux faits laisse le champ ouvert à l'arbitraire et l'arbitraire en matière pénale doit être sé-

1. Haus, *Principes du Droit pénal belge*, II, n° 395. Dans le même sens : Prins, *Science pénale de droit positif*, n° 245 en note. Lainé, *Traité de droit criminel*, n° 176.

2. Garraud, *Traité théorique et pratique de droit pénal français*, n° 6, p. 265. Dans le même sens : Garçon, *Code pénal annoté*, art. 434, n° 24.

vèrement proscrit. D'ailleurs la théorie que nous avons adoptée s'appuie sur un argument de texte très fort, et c'est là sa justification.

L'acte matériel que nous venons de caractériser n'est pas toujours punissable. Pour qu'il constitue le crime d'incendie il faut qu'il s'applique aux objets qui ont été limitativement énumérés par la loi. Restriction très importante exonérant de toute peine l'individu qui incendie une chose non comprise dans l'énumération légale. Le législateur a pensé en effet que sa protection ne devait s'étendre qu'à certains biens dont la destruction serait particulièrement préjudiciable au propriétaire. Parmi ces objets privilégiés il établit même des distinctions, graduant la peine suivant la nature de la chose incendiée, suivant que l'objet appartient ou n'appartient pas à l'auteur du délit, suivant enfin que la catastrophe a mis ou non en danger la vie des personnes. Cette réglementation aboutit ainsi à la distinction de cas multiples d'incendie à l'étude de chacun desquels une section spéciale est consacrée.

SECTION I

Incendie des lieux habités ou servant à l'habitation

Aux termes du premier alinéa de l'article 434 : « Qui-conque aura volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, quand ils sont

habités ou servant à l'habitation, et généralement aux lieux habités ou servant à l'habitation qu'ils appartiennent ou n'appartiennent pas à l'auteur du crime, sera puni de mort. » Cette première hypothèse vise l'incendie des lieux habités ou servant à l'habitation. Le législateur frappe cet attentat de la peine de mort. Le sentiment qui lui inspire cette rigueur n'est pas le désir cependant légitime de protéger la propriété, mais de sauvegarder la vie humaine menacée. Ce devoir impérieux de conservation, le comte de Bastard le faisait ressortir à la Chambre des Pairs (1) et il s'est imposé avec une telle force qu'aucune distinction n'a été établie entre les lieux qui appartiennent à l'incendiaire et ceux qui sont la propriété d'autrui. Dans les deux cas, en effet, le sinistre peut faire des victimes : l'identité de situation entraîne par là même similitude de traitement.

Le Code, dans la nomenclature sus-énoncée, procède par énumération : il cite les édifices, les navires, les bateaux, les magasins, les chantiers. Il ne s'ensuit pas que l'incendie de tout autre lieu habité, non spécifié particulièrement par la loi, échappe à sa sanction ; en d'autres termes, l'énumération légale n'est pas limitative : la simple lecture du texte suffit à le prouver. Celui-ci, après avoir cité, à titre d'exemples, un certain nombre de constructions communes, vise

1. Voir *Moniteur*, 22 mars 1832.

dans une généralité de termes indéniable « tous les lieux habités ou servant à l'habitation ». Le législateur ne pouvait certainement pas énumérer dans une disposition unique tous les lieux que la fantaisie ou l'originalité de quelques individus leur font parfois choisir comme siège d'habitation. Il a donc été amené, par les circonstances mêmes, à procéder par voie de réglementation générale, mais une omission de sa part dans la nomenclature des lieux habités n'entraîne pas une lacune dans la répression.

Il ressort de ce principe que l'incendie d'un lieu qui n'est ni un édifice, ni un navire ou bateau, ni un magasin, ni un chantier sera puni de mort si ce lieu est habité et échappera aux sanctions de l'article 434 si cette circonstance fait défaut. La jurisprudence a corroboré cette opinion à l'occasion de l'incendie d'une tente qui ne peut pas être considérée comme un édifice. La Cour de cassation a en effet décidé que la destruction par le feu d'une tente de campement ne servant pas à l'habitation n'était réprimée que par l'article 254 du Code de justice militaire (1) mais que l'incendie d'une tente habitée tombait sous le coup du paragraphe 1^{er} de l'article 434 (2).

Dès lors quelle est la signification légale de l'expression « lieux habités ou servant à l'habitation » ? La question paraît simple ; sa solution a cependant

1. Cas., 20 nov. 1903. D. 1907.1.52.

2. Cas., 10 mai 1906. *Pandecte* 1906.1.243.

fait naître un très grave conflit entre la doctrine et la jurisprudence. Pour établir le sens de notre formule, la doctrine a puisé ses arguments aux sources mêmes du bon sens, la jurisprudence, séduite par je ne sais quel principe trompeur, s'est embourbée dans des chemins détournés.

Cette difficulté d'interprétation n'est pas aussi vieille que le Code. Primitivement l'article 434 punissant de la même peine l'incendie de tous les édifices quels qu'ils soient, le problème que nous agitions ne se posait pas. Il est né en 1832, lorsque la révision a introduit dans la loi la distinction que nous connaissons.

A proprement parler un lieu habité est celui qui sert actuellement à l'habitation ; c'est le lieu où une personne a son domicile, où elle demeure, où elle couche. Cependant il faut se garder de restreindre la notion du lieu habité au foyer domestique ; nous l'étendons notamment aux locaux dans lesquels une ou plusieurs personnes travaillent pendant la journée sans y passer la nuit : tel est le cas d'un bureau d'employés, d'un atelier d'ouvriers, d'une boutique d'artisan (1). Un lieu servant à l'habitation est celui qui est affecté à cet usage, alors même que ses habitants ne s'y trouveraient pas : une maison de campagne pendant le temps qu'elle reste inoccupée rentre dans la catégorie des édifices de cette sorte.

1. Dans ce sens : Garçon C. p. a., art. 381 à 386, n° 73.

Toute la question alors est de savoir si cette signification est bien celle que la loi a voulu attacher à ces expressions. La doctrine dit oui, la jurisprudence dit non. La doctrine enseigne qu'il faut restreindre dans le cercle indiqué la portée et l'application de la loi ; la jurisprudence au contraire englobe dans l'expression légale, outre les édifices affectés à l'habitation, les dépendances de ces édifices ; elle va même jusqu'à y faire rentrer les bâtiments qui, sans servir encore à l'habitation, sont éventuellement destinés à cet usage.

En ce qui concerne le premier point, assimilation des dépendances à la maison elle-même, la Cour de cassation a affirmé sa jurisprudence dans un arrêt célèbre du 14 août 1839, rendu toutes Chambres réunies (1). Pour établir sa théorie, la Cour se fonde sur l'article 390, du Code pénal, relatif au vol, article qui « répute maison habitée, tout bâtiment, logement, loge, cabane, même mobile, qui sans être actuellement habité, est destiné à l'habitation, et tout ce qui en dépend, comme cours, basses-cours, granges, écuries, édifices qui y sont enfermés, quel qu'en soit l'usage, quand même ils auraient une clôture particulière dans la clôture ou enceinte générale ». « Attendu, dit l'arrêt du 14 août 1839 précité, que, lorsque la loi fixe elle-

1. Cas., 14 août 1839. S. 1839.1.714. Depuis jurisprudence constante. Voir Cas., 18 fév. 1843. S. 43.1.635. Cas., 18 janv. 1847. D. 47.1.12. Cas., 1^{er} août 1851. D. 1851.5.318. Cas., 24 avril 1873. D. 1873.1.319, etc.

même la signification des termes qu'elle emploie, il n'est pas permis au juge de restreindre ni d'étendre cette signification, que l'article 390 du Code pénal détermine d'une manière générale, *sans limitation aux seuls cas de vol*, le sens et l'étendue de l'expression : maison habitée, employée dans ce Code, que d'après cet article on doit réputer maison habitée non seulement tout bâtiment, logement... qui est destiné à l'habitation, mais aussi tout ce qui en dépend, comme cours, basses-cours, granges, écuries, édifices qui y sont internés quel qu'en soit l'usage ; que le législateur en employant dans le paragraphe 1^{er} de l'article 434, lors de la révision du Code en 1832, les expressions « lieux habités ou servant à l'habitation » ne leur a pas attribué un sens moins étendu qu'à celle de « maison habitée » dont la définition se trouve dès 1810 dans l'article 390 du Code pénal qui fait partie du même chapitre que l'article 434 ; que les expressions « lieux habités ou servant à l'habitation » sont même plus générales en ce qu'elles désignent à la fois les bâtiments habités et ceux qui, même sans être habités, sont consacrés aux besoins de l'habitation, ce qui embrasse nécessairement les bâtiments accessoires qui dépendent de l'habitation ».

De même, c'est dans un arrêt de 1840, que la Cour suprême a assimilé à la maison habitée, les lieux qui sont seulement destinés à l'habitation, bien que, en fait, ils ne soient ni habités, ni servant à l'habitation

au moment du crime : « Attendu que l'article 390 a défini d'une manière générale ce qu'il faut entendre par maison habitée, qu'il n'a pas limité aux seuls cas de vol, le sens et l'étendue de sa définition, que le paragraphe 1^{er} de l'article 434 en se servant des expressions « lieux habités ou servant à l'habitation » ne leur a pas attribué un sens moins étendu qu'à celle de maison habitée, définie dans l'article 390, que d'après ces principes, l'arrêt attaqué, en imputant à l'accusé d'avoir volontairement mis le feu à des bâtiments dépendant d'une maison habitée et d'avoir par ce moyen, communiqué le feu à ladite maison, laquelle, quoique non habitée au moment du crime, était destinée à l'habitation, crime prévu par les articles 434, § 1^{er} et 390 du Code pénal, n'a pas fait une fausse application de ces articles (1). »

Que penser de cette jurisprudence et de la double interprétation que la Cour a déduite de la combinaison des articles 434 et 390 ?

Sans regrets il faut la condamner. Tous les criminalistes l'ont combattue, sauf Blanche, qui rapporte sans la critiquer, la décision jurisprudentielle. Mais son silence vaut-il approbation ? Rarement donc accord fut plus unanime. Cependant il est à craindre que cette hostilité de la doctrine n'entame pas la conviction de la Cour de cassation. Son système, éla-

1. Sirey. 1840.1.910.

boré solennellement il y a plus d'un demi-siècle, confirmé maintes fois depuis, subsistera, intangible comme toute chose consacrée par la tradition.

Pour l'édifier, nous l'avons vu, la Cour prend comme base l'article 390 du Code pénal. Or, il faut le remarquer, ce texte ne définit pas du tout les deux termes de : maison habitée et de maison servant à l'habitation. Il assimile par une fiction légale à la maison habitée les lieux qui sans être habités sont destinés à l'habitation et les dépendances des maisons habitées. L'article 390 n'a pas d'autre portée et sa disposition se comprend à merveille. Il se rapporte en effet à un ensemble de textes qui répriment le vol. Et l'on aperçoit immédiatement la pensée qui a inspiré le législateur en cette matière. Il a cherché à imposer le respect pour le domicile privé, il a voulu en faire un sanctuaire fermé et punir dans sa violation l'atteinte portée à la liberté d'autrui. Partant de ce point de vue, il était logique, pour renforcer la protection donnée, d'assimiler à la maison proprement dite tout ce qui s'y rattache. C'est précisément le but de l'article 390 qui répute maison habitée, mais simplement en ce qui concerne le vol et en considération d'intérêts particuliers, tout bâtiment qui, sans être actuellement habité, est destiné à l'habitation et tout ce qui en dépend. Mais peut-on appliquer à l'article 434 cette disposition de l'article 390 ? Nullement, car cette extension serait con-

traire à tous les principes de la législation pénale. Invoquera-t-on l'analogie? Pas le moins du monde car « l'analogie, ce mirage si souvent trompeur même en matière civile, ne doit jamais être admise dans l'application des lois criminelles en vue d'aggraver les peines (1) ». Dira-t-on qu'en se basant sur l'article 390, la jurisprudence ne fait qu'interpréter ce texte? Mais l'interprétation, en droit pénal, ne consiste pas à transporter les règles d'une matière dans une autre. Ce serait véritablement trop commode pour le législateur, trop difficile pour le juge et trop dangereux pour l'individu. D'ailleurs il ne pouvait être dans la pensée du législateur, lorsqu'il rédigeait l'article 390, d'étendre ce texte à l'incendie, puisqu'en 1810, l'article 434 punissait de la même peine l'incendie de tous les édifices sans attacher d'importance au fait de l'habitation. L'article 390 avait donc un domaine d'application bien délimité, et ce domaine, c'était le vol. En 1832, lors de la révision, quand fut introduite dans le Code la distinction des lieux habités et des lieux inhabités, a-t-on eu l'intention d'étendre à l'incendie une fiction légale qui n'avait été faite que pour le vol? On en chercherait vainement la preuve dans les travaux préparatoires et les discussions devant les Chambres. Aussi, quand la Cour de cassation prétend « que le légis-

1. Dupin. *Conclusions sous Cassation*, D. 47.1.12.

lateur en employant dans le paragraphe 1^{er} de l'article 434, lors de la révision du Code en 1832, les expressions lieux habités ou servant à l'habitation, ne leur a pas attribué un sens moins étendu qu'à celle de maison habitée dont la définition se trouve, dès 1810, dans l'article 390 du Code pénal (1) », c'est une affirmation qu'elle fait et rien de plus.

Et s'il restait un doute, celui-ci serait vite dissipé lorsqu'on connaît l'esprit qui a présidé à la revision de la législation pénale. Une haute pensée de justice domine le Code et surtout, les travaux préparatoires en font foi, les dispositions concernant l'incendie. Dans un sentiment d'accord avec la conscience publique, la loi n'a maintenu la peine de mort que pour la répression des crimes qui mettent en danger la vie des personnes. Voilà pourquoi le paragraphe 1^{er} de l'article 434 frappe du châtimeut suprême l'incendie qui menace l'existence humaine, tandis que le paragraphe 3, où cette éventualité n'est pas à craindre, ne prononce que les travaux forcés à perpétuité. Or, quand les dépendances d'une maison habitée sont incendiées, que le feu ne peut se communiquer de ces dépendances à la maison elle-même, que, par conséquent, aucune vie humaine n'est en danger ou qu'aucune présomption de volonté homicide ne peut être établie, il est manifestement contraire à l'esprit de

1. S. 1839.1.714.

la loi de punir l'incendie de ces dépendances comme l'incendie de la maison elle-même. Un système se juge d'après ses conséquences. Il est vrai qu'ici, nous sommes en face d'une théorie que la Cour de cassation considère comme légale et le législateur n'a pas le privilège d'élaborer toujours des systèmes logiques et harmonieux. *Quandoque bonus dormitat Homerus*. Mais, dans notre hypothèse, nous nous refusons à admettre que le législateur ait voulu sanctionner la thèse jurisprudentielle. Comment ! il aurait poussé à ce point l'injustice de réprimer de la peine de mort le fait d'un individu qui incendierait, dans un parc clos de murs, un petit chalet consacré aux besoins du jardinage et situé à une grande distance de la maison d'habitation, circonstance qui écarte toute possibilité de communication de l'incendie ! C'est inadmissible. Et telle est bien cependant la conséquence de la théorie que nous critiquons, théorie qui a reçu, à la légère sans doute, une approbation de la part du rapporteur de la loi du 13 mai 1863 (1). Opinion personnelle ou expression du sentiment unanime de l'Assemblée ? On ne sait. Quoi qu'il en soit, aucune disposition légale n'a expressément sanctionné le système de la jurisprudence.

Pour ce qui est de l'assimilation aux lieux habités des édifices destinés éventuellement à l'habitation,

1. Voir Chauveau et Hélie, t VI, p. 87.

elle repose sur une interprétation à notre avis erronée de l'article 390. Quel est le sens de ce texte ? Il répute maison habitée tout bâtiment qui, par destination, est affecté à l'habitation alors même que les habitants ne s'y trouveraient pas au moment du vol. Les mots « lieux destinés à l'habitation » ont donc la même signification que ceux « servant à l'habitation ». L'emploi identiquement fait de ces expressions dans les articles 381, 386 et 434 le prouve indubitablement.

De tout ceci nous concluons que la Cour de cassation a étendu au delà de ses limites la portée de l'article 390 du Code pénal et que dès lors par ces termes : maison habitée et maison servant à l'habitation on doit entendre les édifices qui sont affectés à l'habitation soit que les habitants les occupent au moment de l'incendie, soit qu'ils ne les occupent pas.

Nous considérons donc que la Cour suprême a fausement jugé lorsqu'elle a cassé l'arrêt d'une Cour d'assises refusant d'appliquer à un individu reconnu coupable d'incendie d'une grange réputée dépendance d'une maison habitée par l'article 390 du Code pénal, la peine de mort prononcée par le paragraphe 1^{er} de l'article 434 du même Code, contre ceux qui auront volontairement mis le feu aux lieux habités ou servant à l'habitation (1).

1. Cas , 14 août 1856. D. 56.1.381. De même : Cas., 11 mars 1858. D. 58.5.208. Cas., 18 mai 1854. D. 54.5.43).

Une objection cependant peut se présenter : il suffit de supposer que la grange, dépendance de la maison habitée, lui soit attenante. Évidemment l'incendie de la grange va mettre en péril la vie des personnes que renferme la maison. Or, pour ces cas d'extrême gravité, la loi a maintenu la peine de mort et voilà que, d'après notre système, la seule peine prononcée sera celle des travaux forcés à perpétuité. Ce système pêche donc par un défaut d'harmonie. Pourtant il n'en est rien, car si le feu se communique à la maison habitée, la situation ne reste plus la même : nous ne sommes plus en présence de l'incendie d'une grange, mais de l'incendie par communication d'une maison habitée, ce n'est plus le paragraphe 3 de l'article 434 qui est applicable, mais le paragraphe 7 qui frappe l'incendiaire de la même peine que celle qu'il encourrait s'il avait directement mis le feu à la maison habitée, c'est-à-dire de la peine de mort. Cette peine serait également prononcée en vertu du paragraphe 8 si une personne se trouvant dans la dépendance périssait du fait de l'incendie.

Après avoir exposé la théorie de la jurisprudence et les critiques qu'elle suscite, examinons maintenant ses applications.

Assimilant aux lieux servant à l'habitation les lieux destinés éventuellement à l'habitation, la Cour de Paris a décidé « qu'une maison en construction est considérée comme maison habitée dès que la toiture

est posée, alors même que les autres travaux ne seraient pas terminés (1)». Cette hypothèse sort manifestement du cercle d'application de l'article 434, car il est évident que si la maison est bien destinée à l'habitation, elle ne sert pas actuellement à cet usage.

La question s'est posée de savoir si l'on devait faire rentrer dans la catégorie des lieux habités, les édifices servant à des réunions de citoyens, tels que les théâtres, les cafés, les salles de réunion, les édifices consacrés aux cultes..., etc... Un doute à ce sujet s'est élevé depuis 1863. Antérieurement à cette date, l'article 434, § 2 frappait de la peine de mort « quiconque aura volontairement mis le feu à tout édifice servant à des réunions de citoyens ». La vie humaine, en l'occurrence, pouvant être gravement menacée, il avait paru équitable de punir sévèrement l'individu qui aurait été tenté d'y porter atteinte. Fait digne de remarque : la peine de mort était encourue, alors même qu'au moment de l'incendie personne ne se trouvait dans l'édifice sinistré ! On comprend très bien qu'un individu qui met le feu à une maison habitée, soit puni de la même peine qu'il y ait ou non des personnes dans l'immeuble quand l'incendie éclate. Car, par sa destination même, il est normal que cette maison soit constamment occupée. Sans doute, par suite d'un heureux hasard, l'édifice peut ne

1. Paris, 19 décembre 1851, D, 52.2.18.

contenir personne au moment du sinistre : mais c'est là un fait extraordinaire sur lequel l'incendiaire pouvait ne pas compter. Quand il s'agit de salles de réunion, la situation change : les assemblées de citoyens s'y font peut-être à certaines heures connues, à certains jours fixés. Ces réunions terminées, la salle reste vide et il est alors logique de la considérer comme telle jusqu'à la plus prochaine assemblée. Le législateur, semble-t-il, aurait dû tenir compte de la différence des deux hypothèses et frapper moins fortement l'individu qui met le feu à un édifice servant à des réunions de citoyens, lorsque cet édifice est inoccupé. Et cependant, dans les deux cas, l'identité de peine est indéniable. Lors de la discussion du projet devant les Chambres, un membre de l'une d'elles avait proposé d'établir une distinction entre les deux situations par l'adjonction de ces mots « pendant le temps de ces réunions ». Quand le local n'est pas habité, disait-il, quand il ne s'y trouve personne, quand l'incendie ne fait pas courir de danger à la vie des hommes, c'est le cas du troisième paragraphe, c'est un attentat à la propriété. C'était logique : la restriction ne fut pas admise.

En 1863, lors de la revision partielle de l'article 434, la disposition du paragraphe 2 de l'ancien texte disparut du nouveau. Inadvertance ou intention ? Cette seconde hypothèse est très peu probable car rien, ni dans les travaux préparatoires, ni dans les discus-

sions ne la fait pressentir. Quoi qu'il en soit la loi est muette et cette lacune a fait naître de nouvelles difficultés d'interprétation. On ne peut pas, ceci est bien certain, assimiler de plein droit aux lieux habités, les édifices servant à des réunions de citoyens. Le caractère le plus essentiellement constitutif de l'habitation, en effet, est sa permanence ; or les lieux où se tiennent ces rassemblements d'hommes ne sont fréquentés qu'à certains moments. L'élément de continuité que suppose le fait de l'habitation fait donc défaut à leur occupation. D'ailleurs s'il avait été dans la pensée du législateur de les assimiler aux maisons habitées, il ne leur aurait certes pas consacré une disposition spéciale. En conséquence l'incendie de tels édifices, à condition bien entendu qu'ils ne soient pas effectivement habités, ne doit pas être réprimé par le paragraphe 1^{er} de l'article 434 mais par le paragraphe 3. Il échappe même à toute sanction légale si l'incendiaire est propriétaire du lieu de réunions et si aucun préjudice n'est résulté pour autrui du fait du sinistre (1).

La Cour de cassation n'a pas admis ce système. Elle a décidé en ce qui concerne le vol, assimilation très critiquable que nous avons repoussée, que les églises devaient être considérées comme des édifices habités (2). Et, comme d'un autre côté, elle étend à l'in-

1. Dans ce sens : Blanche, t. VI, n° 504. Garraud, t. VI, n° 2598.

2. Cas., 29 décembre 1821. S. 1822, 1.186.

cendie les dispositions qui régissent ce crime, il lui faut, sous peine d'illogisme, appliquer à l'incendie des édifices consacrés aux cultes, le paragraphe 1^{er} de l'article 434, c'est-à-dire le punir de la peine de mort. Ceci admis, il n'y a pas de raison pour refuser le caractère de lieu habité à toute salle où se tiennent des réunions de citoyens. Mais alors apparaît une énorme différence dans les conséquences des deux théories. Le système auquel vont nos préférences aboutit à exonérer de toute peine l'incendiaire d'un immeuble servant de lieu de réunion, si cet immeuble est sa propriété, s'il n'est pas effectivement habité et si sa destruction n'a causé à autrui aucun préjudice. Avec la théorie étayée par la Cour de cassation, les conditions restant identiques, l'auteur du sinistre peut être condamné à mort. La controverse on le voit, a bien quelque importance ; elle ne se réduit pas, comme beaucoup, à une simple question de mots.

Une personne est seule dans une maison qui lui appartient ; elle y met le feu. Doit-on la déclarer coupable d'incendie d'une maison habitée ? Appelée à trancher ce point délicat, la jurisprudence l'a résolu différemment. La Cour de Limoges a vu dans ce fait un incendie de maison habitée, réprimé par le paragraphe 1^{er} de l'article 434 (1). La Cour de Bourges au

1. Limoges, 16 fév. 1861. S. 1861.2.385.

contraire a refusé à cet acte de destruction tout caractère délictueux (1). Corroborant cette thèse un arrêt a jugé que la circonstance d'habitation ne saurait être invoquée contre l'incendiaire, qui avant de mettre le feu à sa propre maison, a eu soin de la quitter avec sa famille et a fermé toutes les issues de manière à ce que personne ne puisse y pénétrer (2). Ces deux dernières décisions paraissent logiques : elles s'inspirent dans une large mesure de l'esprit même de la loi, soucieuse avant tout de protéger la vie humaine. Or dans notre hypothèse celle-ci n'est nullement menacée. Pourquoi la loi défendrait-elle le prévenu contre ses propres actes, pourquoi le punirait-elle du dommage qu'il s'est volontairement causé ? Cependant la circonstance aggravante d'habitation étant écartée, le principe que cette circonstance existe alors même que la maison ne serait pas actuellement habitée n'est-il pas mis en échec ? Quoi qu'il en soit, si un préjudice quelconque résultait pour autrui de l'incendie, le paragraphe 4 de l'article 434 deviendrait applicable.

Avant d'englober dans l'expression générale de « lieux habités ou servant à l'habitation » les édifices dont la destruction par le feu constitue le crime prévu par le paragraphe 1^{er}, le texte énumère, sim-

1. Bourges. S. 1855.2.760.

2. Orléans, 29 janv. 1887, *Gazette des Tribunaux* du 3 févr. 1887.

ple liste énonciative, certaines constructions plus particulièrement communes : les édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers.

Le terme d'édifice est vague. Un édifice, en somme n'est qu'une vulgaire construction. Mais la loi a attaché à ce mot un sens plus restrictif ne désignant par lui qu'une construction qui par sa nature est susceptible d'habitation. Il ne viendrait à l'esprit de personne de soutenir par exemple que l'incendie d'une grotte renfermant accidentellement des personnes rentre dans le cercle d'application du paragraphe 1^{er} de l'article 434. Evidemment la grotte était bien habitée au moment où le feu a été mis, mais sa destination n'était pas conforme à cette pratique. On rencontre souvent dans la campagne de petits abris, élevés par des gardiens de troupeaux, pour se garantir contre les intempéries. Ce ne sont pas des édifices servant à l'habitation au sens légal du terme. Ils protègent bien, à certains moments, les individus qui les ont choisis comme gîtes : ils constituent des lieux de refuge temporaire et non pas d'habitation normale. Si, d'aventure, un être humain périssait dans l'incendie de l'un ou l'autre de ces lieux, l'impunité ne serait pas à craindre pour le coupable que frapperait de la peine de mort le paragraphe 8 de l'article 434.

Les navires et bateaux désignent des embarcations quelconques, depuis les grands steamers jusqu'aux barques de la moindre importance. Pas plus que pour

les édifices, la loi ne prend en considération la dimension du bâtiment. Elle ne punit pas la destruction d'un vaisseau, mais l'atteinte portée à l'existence. Et celle-ci peut être aussi menacée sur le chaland le plus misérable qu'au bord du plus luxueux paquebot. Lorsque le bateau abrite d'une façon continue et exclusive son propriétaire ou son exploitant, nul doute qu'on ne doive le considérer comme un lieu habité ; mais devrait-on donner la même qualification, pendant la période d'occupation, au navire embarquant pour un certain temps un équipage et des passagers ? Avant la loi du 13 mai 1863 il n'en pouvait être question. Mais celle-ci a considéré comme lieux habités les voitures ou wagons qui contiennent des personnes. Pourquoi refuser ce caractère à un paquebot par exemple qui transporte des centaines de voyageurs ? L'esprit de la loi n'est certes pas contraire à cette assimilation. Evidemment il ne s'agit pas d'appliquer à l'incendie des navires chargés de passagers l'alinéa 2 de l'article 434 : le principe d'interprétation restrictive des lois pénales s'oppose à cette extension. Mais ce qu'il est logique de faire, c'est de considérer comme habité le navire qui porte des voyageurs. En mer, au cours d'un incendie, les chances de salut sont encore moindres que sur terre. Cette douloureuse situation commande une répression énergique.

Les magasins désignent toute construction qui pro

tège des marchandises et les chantiers tout emplacement affecté à des dépôts de bois ou a certains ateliers.

La loi du 13 mai 1863 a ajouté de nouveaux termes à l'énumération que nous venons d'étudier : « Sera puni de la même peine (peine de mort), dit le paragraphe 2 de l'article 434, quiconque aura volontairement mis le feu soit à des voitures ou wagons contenant des personnes, soit à des voitures ou wagons ne contenant pas des personnes, mais faisant partie d'un convoi qui en contient. » L'exposé des motifs fait ressortir le caractère mixte, dans certains cas, du crime d'incendie qui menace à la fois et la propriété et la vie des personnes ; il préconise une sanction, à caractère également mixte, qui sauvegarde les deux intérêts compromis. L'incrimination nouvelle est d'ailleurs facile à justifier : « c'est l'extension des termes de la loi à un cas nouveau qui est manifestement dans son esprit, mais qui ne pouvait pas se trouver dans sa lettre, parce qu'il est postérieur au Code (1). » En assimilant aux lieux habités les voitures ou wagons contenant des personnes, le législateur affirmait à nouveau cette haute idée de protection sociale qui a inspiré la plupart des dispositions relatives à l'incendie.

Tout d'abord le feu peut être mis à des voitures ou wagons occupés par des voyageurs : de ce fait la

1. Exposé des motifs. D. 63.4.84.

sécurité de ceux-ci est sérieusement compromise. La sévérité de la peine encourue n'est donc pas hors de proportion avec la gravité du danger suscité. Il est bien évident d'ailleurs que l'application du texte qui nous occupe ne se restreint pas au seul cas où le convoi serait en marche. Même si le train stationne l'incendie d'un wagon occupé reste passible de la peine de mort. Mais la loi parle de wagons contenant « des personnes ». Faut-il limiter le sens de ce terme aux seuls voyageurs ou au contraire englober sous cette dénomination générique les voyageurs et les agents de la compagnie préposés à la marche, à la surveillance ou au nettoyage des trains ? L'extension de la protection légale au personnel de la compagnie est rationnelle et logique. Elle concorde avec l'esprit général de l'ensemble des dispositions de l'article 434. Les agents courent les mêmes risques que les voyageurs : l'exercice même de leur profession augmente pour eux les chances d'insécurité. Pourquoi ne pas les placer sous l'égide de la loi ? D'autant plus que l'exposé des motifs corrobore formellement cette opinion : « En matière pénale de cette gravité il ne faut rien laisser à l'induction : les termes de la loi ne sauraient être trop précis ni trop explicites. On les a combinés de manière à comprendre dans la disposition les agents de l'exploitation en même temps que les voyageurs (1). » On devrait donc, croyons-nous,

1. D. 63.4.84.

considérer comme incendiaire punissable, d'après l'alinéa 2 de l'article 434, l'individu qui mettrait le feu à des wagons remisés sur une voie de garage dans lesquels se trouveraient des employés occupés à les nettoyer.

Maintenant il se peut qu'on ait incendié des voitures qui ne contiennent pas de personnes, mais qui font partie d'un convoi qui en contient. Par exemple, sur une ligne secondaire où circulent des trains mixtes, un individu a mis le feu à un wagon affecté au transport des marchandises, ou même a incendié une voiture d'un simple train de marchandises qui contient des agents chargés soit de la direction soit de la surveillance. Dans ces deux hypothèses l'auteur du sinistre encourra la peine de mort. Cependant une partie de la doctrine combat l'extension du deuxième alinéa de l'article 434 au second cas que nous avons cité. Pour certains auteurs (1), en effet, il résulte du rapprochement de cet alinéa et du paragraphe 5 que la première de ces dispositions n'est applicable qu'aux voitures ou wagons faisant partie d'un convoi de voyageurs : par conséquent l'incendie de voitures ou wagons faisant partie d'un train des marchandises n'est passible, malgré la présence des mécaniciens, chauffeurs, conducteurs, que de la peine énoncée dans ledit paragraphe 5. La peine de mort, dans ce sys-

1. Blanche, t. VI, n° 505. Garraud, t. VI, n° 2597.

tème, ne sera prononcée que dans un seul cas : si l'incendie a causé la mort d'une ou plusieurs personnes se trouvant dans les voitures incendiées. Mais quelle hypothèse vise donc le texte dont il s'agit ? Il se rapporte au fait suivant : un individu met le feu à des wagons chargés ou non de marchandises et détournés sur une voie spéciale ou remisés sous un hangar en attendant le moment du départ. Ce sont des voitures stationnant depuis plusieurs jours peut-être dans la gare et qui y séjourneront jusqu'à l'instant où les commodités du service permettront de les faire partir. Évidemment ces wagons peuvent être réunis en convoi ; mais c'est un convoi à l'état de repos, abandonné des agents qui ont mission de le conduire. Si, d'aventure, ceux-ci ont pris possession de leurs postes, si le mécanicien et le chauffeur sont montés sur la machine, l'incendie d'une des voitures de ce train ne relève pas du paragraphe 5, mais du paragraphe 2 (1). Et ceci ressort clairement des paroles du rapporteur du projet de loi au Corps législatif : « Si, dit-il, les voitures ou wagons contiennent des personnes quelles qu'elles soient, agents de l'exploitation ou voyageurs, ils restent dans la classification des lieux habités ou servant à l'habitation et l'incendie est puni de mort (2). »

1. Dans ce sens, Garçon, n° 56.

2. D. 1863.4.94.

S'il arrivait que les wagons incendiés fussent la propriété de l'incendiaire, celui-ci ne pourrait pas exiger de sa qualité pour échapper aux poursuites ou tout au moins pour bénéficier d'une réduction de peine. Les wagons contenant des personnes ou faisant partie d'un convoi qui en contient sont considérés, au point de vue légal, comme des lieux habités ; or, étant donnée la gravité toute spéciale de l'incendie de tels lieux, la loi, pour la fixation de la peine, ne distingue pas le cas où l'incendiaire est propriétaire de celui où il ne l'est pas. Similitude du traitement malgré la différence des situations. Donc devrait être puni de mort l'individu qui, propriétaire de voitures circulant sur les voies ferrées, mettrait le feu à l'une d'elles attachée soit à un train de voyageurs soit même, dans le système que nous avons admis, à un simple train de marchandises.

Nous avons parlé de voitures circulant sur les voies ferrées. La protection de la loi ne s'étend pas, en effet aux voitures quelconques. C'est dans ce sens, du moins, que s'est prononcée la Cour de cassation « attendu que les dispositions dont il s'agit ayant pour but spécial de protéger la sécurité des personnes voyageant sur les chemins de fer, ne sauraient être étendues aux voitures circulant constamment hors de ces voies » (1). Le rédacteur de l'exposé des

1. Cas., 9 juin 1864, D. 64.1.502. Cas., 22 décembre 1898, D. 1899.1.490.

motifs rapporte bien que les termes de la loi ont été combinés de manière à comprendre dans le texte « les voitures particulières en même temps que les wagons (1) ». Cette affirmation n'infirmes pas la théorie jurisprudentielle. L'exposé des motifs vise « les voitures particulières », mais seulement celles qui empruntent les voies ferrées. Aucun indice dans les travaux préparatoires et dans les discussions ne permet d'entendre ce terme « voitures particulières » de voitures quelconques ; aucune preuve ne peut être relevée de la pensée du législateur de comprendre sous la protection de l'alinéa 2 de l'article 434, d'autres véhicules que ceux qui circulent sur les voies ferrées. Au point de vue juridique l'interprétation de la Cour de cassation est donc absolument fondée ; au point de vue pratique elle est infiniment regrettable. La Cour elle-même, dans un considérant final de l'arrêt de 1898, reconnaît à mots couverts l'insuffisance d'un système qui n'est plus en harmonie avec les besoins auxquels il est chargé de pourvoir. De nos jours, en effet, le transport en commun des voyageurs ne s'opère plus seulement par chemin de fer : dans les villes, sous l'influence du progrès, de nouveaux modes de locomotion se sont introduits : métropolitain, tramways, omnibus.

L'incendie de ces véhicules contenant des person-

1. D. 63.4.84.

nes tombe-t-il sous l'application de l'article 2 ? Pour le métropolitain qui est un véritable chemin de fer, la question ne fait pas de doute. Pour les tramways la solution est plus contestable. Il est très vrai que la loi du 11 juin 1880 les a assimilés aux chemins de fer proprements dits ; il est vrai qu'ils circulent sur des voies ferrées, qu'ils constituent souvent par leur réunion de véritables trains. Oui, assurément ; mais il n'en reste pas moins que l'incendie de ces voitures ne rentre pas dans la lettre de la loi, que le grand principe d'interprétation restrictive de la loi pénale ferait peut-être obstacle à l'extension de l'alinéa 2 à l'hypothèse que nous examinons (1). En admettant même que la Cour de cassation étende en l'occurrence, la portée de ce texte, elle ne pourrait cependant pas l'appliquer à l'incendie d'un omnibus, véhicule de même nature que le tramway. Cette interprétation aboutit alors à cette conséquence bizarre et imprévue : l'incendie d'un tramway contenant des personnes constituerait un crime puni de la peine de mort tandis que l'incendie d'un omnibus rempli de voyageurs ne serait qu'une vulgaire contravention de simple police ! Conciliation un peu sommaire il faut l'avouer, des droits de l'équité et de ceux de l'individu !

1. Dans le sens de l'extension : Garraud, t. VI, n° 2597, note 17. Tournier. Sous Cassation, 22 décembre 1898. D. 1899.1.490

Malgré l'opinion que nous avons émise, il peut cependant arriver que l'incendie d'une voiture particulière qui n'est pas destinée à circuler sur les voies ferrées soit sanctionné par le paragraphe 1^{er} de l'article 434. Il suffit de supposer que le feu a été mis à la voiture d'un de ces saltimbanques qui fréquentent les fêtes foraines ou sillonnent les grandes routes à la recherche d'un travail facile et parfois d'aventures lucratives. Si ces éternels Juifs-Errants logent dans leur roulotte, celle-ci devient par ce fait un lieu habité dont l'incendie emporte la peine capitale. Cependant si le saltimbanque habitait seul sa voiture ou si, l'occupant avec sa famille, il avait pris la précaution d'en faire sortir les siens avant d'y mettre le feu, son acte, à condition qu'il ne cause à autrui aucun préjudice, n'aurait pas le caractère délictueux et échapperait par conséquent à toute répression.

L'assimilation des dépendances aux lieux habités ou servant à l'habitation, assimilation réalisée par la Cour de cassation, fait naturellement tomber sous l'application du paragraphe 1^{er} de l'article 434 l'incendie de tels édifices alors même qu'ils ne seraient pas habités ou qu'ils ne serviraient pas à l'habitation (1). Dans cette théorie le caractère de dépendance d'une maison habitée acquiert une importance considérable du fait qu'il est, par lui seul, un motif

1. Cas., 14 août 1856 D. 56.1.389 ; Cas., 18 mai 1854. D. 54.5.430,

d'aggravation de la peine. Aussi la Cour en a-t-elle rationnellement conclu que ce caractère devait être formellement constaté, qu'il ne suffisait pas de déclarer, par exemple, que l'accusé était coupable d'incendie d'un bâtiment attenant à une maison habitée, car la contiguïté n'est pas la dépendance. « Être attenant à une maison habitée n'est pas la même chose qu'en dépendre. Au premier cas, les deux bâtiments se touchent mais sans corrélation nécessaire et peut-être même sans communication entre eux, tandis qu'au second cas les édifices, renfermés dans la même enceinte, constituent en réalité deux parties de la même habitation (1). »

Nous avons dit quel sens la doctrine et la jurisprudence attachaient aux expressions « lieux habités ou servant à l'habitation ». Mais est-il nécessaire, pour la perpétration du crime d'incendie, que les lieux fussent réellement habités au moment de l'éclatement du sinistre ? La Cour suprême n'exige pas cette condition « attendu, en droit, dit-elle, que l'article 434, en déterminant les divers degrés de gravité du crime d'incendie, assimile à la maison habitée, celle qui sert à l'habitation, qu'il n'exige point comme condition de cette assimilation que la maison serve actuellement à l'habitation, pas plus que ne l'exige, pour le

1. Cas., 25 mai 1848. *Bul. crim*, n° 159; Cas., 17 décembre 1846. D. 47.4.125.

cas qu'il prévoit, l'article 390 du même Code dont les termes doivent servir à interpréter ledit article 434 (1). » Cette jurisprudence a reçu l'approbation de la doctrine. C'est en effet « à la chance plus grande de la présence de quelque personne exposée au danger de l'incendie et non au fait que les objets atteints par le délit se trouvaient ou non compris dans une clôture ou enceinte générale, dépendant d'une habitation, que la loi s'est attachée pour déterminer l'élément aggravant de l'incendie (2). » Quand un individu met le feu à une maison qui sert d'ordinaire à l'habitation, il ne peut pas être certain qu'aucune personne ne se trouve dans le lieu que son geste criminel va anéantir : il ignore donc si son acte ne fera pas des victimes. L'incendiaire d'ailleurs, le plus souvent, ne rêve que la destruction de l'édifice : c'est un attentat contre la propriété qu'il projette, mais étant donné le risque qui menace la sécurité des personnes, la loi, en considération de cet intérêt, porte la peine à son maximum. Naturellement si l'entreprise délictueuse était spécialement dirigée contre la vie humaine, si l'incendie apparaissait comme l'instrument de réalisation d'un but homicide nous nous trouverions en présence de deux crimes : un incendie

1. Cas., 18 fév. 1843. S. 43.1.665 ; Cas., 13 fév. 1840 ; S. 1840.1.910 ; Cas., 24 avril 1873. *Bul. crim.*, n° 225.

2. Garraud, t. VI, n° 2594. De même : Blanche, t. VI, n° 496. Chauveau, Hélie et Villey, t. VI, n° 2525. Garçon : *C. p. annoté*, art. 434, n° 40.

et un assassinat. La Cour de cassation a sanctionné ce système en cassant un arrêt qui avait annulé une ordonnance de mise en prévention et de prise de corps, en ce que cette ordonnance avait mis en prévention un individu du crime de tentative d'homicide volontaire commis avec préméditation envers une autre personne, crime qui, suivant l'arrêt attaqué, devait se confondre avec le crime d'incendie (1).

La loi, ceci est digne de remarque, frappe avec la même rigueur l'auteur de l'incendie d'un lieu habité qu'il en soit ou non propriétaire. Pourquoi donc infliger la même peine, en l'espèce la peine de mort, à deux coupables dont les actes semblent, au premier abord, ne pas refléter la même criminalité? Cependant l'identité de peine est logique. Souvenons-nous qu'en réprimant dans l'article 434, § 1^{er} l'incendie d'un lieu habité, le législateur a été moins animé du désir de protéger la propriété que de sauvegarder la vie humaine menacée. Or dans l'hypothèse d'un incendie allumé par le propriétaire lui-même, le caractère dominant du crime est justement ce mépris brutal de l'existence d'autrui. Dans la propre maison du coupable le sinistre peut causer des victimes : c'est à ce danger éventuel que la loi s'attache pour punir sévèrement l'acte qui l'a fait naître.

La question de propriété de l'édifice est donc abso-

1. Cas., 17 décembre 1842. S. 1844.1.92.

lument indifférente en ce qui concerne l'application de la peine. Mais il n'en est pas de même au point de vue de la position des questions au jury. Quand en effet l'édifice incendié appartient au délinquant, la circonstance d'habitation est constitutive du crime puisque, si la maison détruite n'était pas habitée ou ne servait pas à l'habitation, l'incendie en serait impuni à moins, bien entendu, qu'un préjudice quelconque, résultant de ce fait, ait été causé à autrui. La circonstance d'habitation étant constitutive du crime doit donc être englobée avec le fait principal dans une seule question et non pas soumise au jury séparément. Ce point a été affirmé à plusieurs reprises par la Cour de cassation « attendu, dit-elle notamment, que le fait par un individu d'avoir mis volontairement le feu à sa propre maison ou à tout autre édifice à lui appartenant, ne constitue le crime prévu et puni par le paragraphe 1^{er} de l'article 434 qu'autant que la maison ou l'édifice est habité ou sert à l'habitation, que dans ce cas la circonstance que l'édifice est habité ou sert à l'habitation est constitutive et non aggravante, qu'en effet, si elle était écartée il n'y aurait plus ni crime ni délit, que dès lors il n'y a pas lieu de diviser la question posée au jury... (1) ». Dans la théorie juris-

1. Cas., 24 avril 1845, *Bul. crim.*, n° 148, Cas., 14 janv. 1847. S. 47.1.392. Cas., 23 fév. 1848. S. 48.1.592. Dans le même sens : Blanche, t. VI, n° 50). Chauveau, Hélie et Villey, t. VI, n° 2530.

prudentielle qui assimile les dépendances aux lieux habités, la circonstance de dépendance de maison habitée est également constitutive du crime d'incendie, si l'édifice est la propriété du coupable (1).

Supposons au contraire que le lieu détruit par le feu appartienne à autrui : si ce lieu n'est pas habité, l'incendiaire n'en sera pas moins puni ; il ne sera cependant pas frappé par le paragraphe 1^{er} de l'article 434, mais par le paragraphe 3, il encourra non pas la peine de mort mais les travaux forcés à perpétuité. Dans cette hypothèse la circonstance d'habitation n'est plus constitutive du crime, mais simplement aggravante, puisqu'à son défaut le crime n'en subsiste pas moins. La Cour de cassation en a alors conclu que cette circonstance devait faire l'objet d'une question spéciale au jury. Il y aurait vice de complexité, et par conséquent nullité, si elle se trouvait réunie avec le fait principal d'incendie dans une seule question. « Attendu que cette circonstance de l'habitation dont l'importance se mesure sur le danger de l'atteinte portée à la sûreté des personnes, est surtout à la fois aggravante du crime et de la peine, et attendu que des dispositions rappelées il suit que le jury doit être interrogé séparément tant sur le fait principal que sur chacune des circonstances qui l'aggravent, en fait attendu que dans l'espèce, une seule

1. Cas., 16 juillet 1857. *Bul. crim.*, n° 246.

question résolue par une seule affirmation comprend en même temps le fait principal d'incendie volontaire d'un édifice appartenant à autrui et la circonstance aggravante que cet édifice était habité. En quoi ont été violées les dispositions des lois susénoncées de 1835 et 1836... (1). »

Ainsi la question de propriété domine toute la matière : la circonstance d'habitation est-elle constitutive ou aggravante, doit-elle faire l'objet d'une question distincte au jury ; la question principale n'est-elle pas entachée de complexité, tous ces points s'y rattachent plus ou moins directement. De la son importance capitale, de là la nécessité de la soumettre au jury. C'est à celui-ci qu'il appartient de dire si l'édifice incendié était la propriété de l'accusé ou d'un tiers, et cette prérogative lui échoit à peine de nullité (2).

SECTION II

Incendie des lieux non habités ni servant à l'habitation, des forêts, bois-taillis et récoltes sur pied appartenant à autrui.

Le paragraphe 3 de l'article 434 est ainsi conçu :
« Quiconque aura volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, lors-

1. Cas., 27 mars 1840. D. 1840.1.407. De même : Cas., 29 mai 1840. *Bull. crim.*, n° 149. Cas., 19 juin 1840. *Bull. crim.*, n° 180.

2. Cas., 11 décemb. 1846. P. 1847.1.711. Cas., 13 janv. 1860. D. 1860.5.99.

qu'ils ne sont ni habités, ni servant à l'habitation ou à des forêts, bois-taillis ou récoltes sur pied, lorsque ces objets ne lui appartiennent pas, sera puni des travaux forcés à perpétuité. » Dégagé du souci de sauvegarder la vie humaine, le législateur se départit de son intransigeante rigueur. Il proscriit la peine de mort, absolument inique comme sanction d'un attentat contre la propriété. Car c'est sous ce dernier aspect qu'apparaît l'incendie dans la nouvelle hypothèse que nous examinons. La propriété, par les convoitises qu'elle excite, est particulièrement exposée aux entreprises criminelles. La loi, pour en imposer le respect, s'est attachée à réprimer énergiquement les atteintes portées à son intégrité. Le but est louable, mais la protection légale nous semble empreinte d'une archaïque sévérité. L'efficacité en est par là même diminuée. Il est aisé d'ailleurs de découvrir les causes de ce rigorisme. Le législateur a surtout été frappé de la force brutale de propagation du feu, comme instrument de destruction. Il est de fait, que, secondé par certains phénomènes physiques, ce fléau, souvent, peut occasionner d'effrayants ravages. Soit qu'il dessèche de son souffle brûlant les jeunes pousses des forêts, soit qu'il roule ses nappes de flammes sur la mer onduleuse des moissons, il sème parfois sur son passage la misère et la ruine. Car, il faut le remarquer, les objets qui sont spécialement visés par la loi ont généralement

une grande valeur économique. Leur dévastation est par là même plus préjudiciable. Et puis, pourquoi ne pas le reconnaître, dans cette répression sévère vient se matérialiser en quelque sorte toute la haine de la conscience sociale contre un instrument de destruction qui dénote chez l'agent qui l'emploie de lâches sentiments de perversité.

Le crime d'incendie visé par le paragraphe 3 de l'article 434 n'est constitué que par la réunion de certaines conditions. Il est nécessaire que le feu ait été mis aux objets spécialement désignés dans le texte et de plus ces objets ne doivent pas appartenir à l'auteur du sinistre. La première condition est donc relative à la nature des choses incendiées, la seconde à la question de propriété.

1° Objets dont l'incendie constitue le crime puni par le paragraphe 3 de l'article 434.— La loi, pour dresser la nomenclature de ces objets, procède par voie d'énumération. Nous avons déjà relevé cette manière de faire dans le paragraphe 1^{er} du même article. Mais tandis que l'énumération contenue dans le paragraphe 1^{er} est énonciative celle du paragraphe 3 est limitative, car elle ne se termine pas comme la précédente par une formule générale. Ce caractère est indiscutable. Il a d'ailleurs été affirmé par la Cour de cassation dans l'espèce suivante : un individu avait été condamné aux travaux forcés à perpétuité pour avoir volontairement mis le feu à la couverture

en chaume d'un mur qui ne lui appartenait pas. Il se pourvut contre cette condamnation qui fut annulée : « Attendu que les peines dont la loi punit le crime d'incendie ne peuvent être appliquées que dans les cas prévus par l'article 434 du Code pénal, selon les distinctions établies, et lorsque le moyen de destruction a été employé contre les choses qu'il désigne... qu'un mur, ouvrage de maçonnerie pris isolément ne rentre pas dans l'énumération contenue dans l'article 434 et ne peut être considéré comme un édifice dans le sens que cet article attribue à ladite expression (1). »

La première partie de l'énumération vise les édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers. Elle reproduit, en ce qui concerne la nomenclature des objets dont l'incendie est punissable, la disposition du paragraphe 1^{er}. Bien entendu ces constructions ne doivent être ni habitées ni servant à l'habitation, car alors l'incendie de tels lieux, loin de tomber sous l'application du paragraphe 3, serait réprimé par le paragraphe 1^{er}. Nous avons précédemment examiné cette hypothèse.

Par le terme d'édifice la loi désigne une construction quelconque. C'est ainsi que la Cour de cassation a rangé sous cette dénomination un hangar (2), une

1. Cas., 20 septembre 1839. S. 1840.1.95.

2. Cas., 29 décembre 1854. D. 1854.5.428.

grange (1), une case dans les colonies (2). Elle a même décidé qu'on devait considérer comme tel « une construction composée de murs en pierre surmontée d'une couverture en chaume supportée par une charpente en bois et qui sert accidentellement soit à engranger des récoltes soit à abriter des travailleurs » (3). Cependant si générale que soit l'expression légale, elle ne saurait englober « un mur surmonté d'une couverture en chaume (4) » pas plus d'ailleurs « qu'une cabane consistant en quatre pieux fixés en terre qui servent de soutien à des traverses couvertes de broussailles » (5). L'incendie de cette construction ne pourrait donc être puni que des peines portées par l'article 451 du Code pénal c'est-à-dire d'un emprisonnement d'un mois au moins à un an au plus.

Les navires et bateaux comprennent les embarcations de toutes espèces. La loi ne s'attache pas, pour déterminer la nature de ces bâtiments, à leurs plus ou moins grandes dimensions : elle les englobe tous sous la même protection. Une seule circonstance, celle d'habitation, aggrave la criminalité de l'acte incendiaire. Si le navire est habité — nous avons vu plus haut dans quels cas on doit le considérer comme tel — le fait d'y mettre le feu constitue alors le crime

1. Cas., 22 mars 1888. *Bul. crim.*, n 117.

2. Cas., 23 janv. 1868. S. 1868.1.319.

3. Cas., 6 août 1869. D. 1871.1.75.

4. Cas., 20 septembre 1839. S. 1840.1.95.

5. Cas., 15 août 1869. S. 1870.1.140.

prévu par le paragraphe 1^{er} de l'article 434. Dans toutes les autres hypothèses l'incendie d'une embarcation quelconque est régi par le paragraphe 3 du même article.

Dans le terme de magasins sont compris tous les dépôts de marchandises qu'ils soient pleins ou qu'ils soient vides. La législation intermédiaire avait spécialement désigné les granges à côté des magasins : la loi du 23 floréal an X, dans son article 4, attribuait à une juridiction spéciale le crime d'incendie des granges et autres dépôts de grains. Le Code n'a pas maintenu la distinction : ces dépôts sont compris dans l'expression générique de magasins.

Enfin les chantiers sont les constructions destinées soit à abriter des ouvriers et leur matériel, soit à servir à l'exécution de certains travaux.

Ainsi, si bizarre que le fait puisse paraître, la loi attache la même sanction à l'incendie de tous ces objets, abstraction faite de leur valeur respective. Elle place sur la même ligne les monuments les plus somptueux et les constructions les plus rudimentaires, les navires les plus vastes et les embarcations les plus exigües, les magasins qui regorgent de marchandises et ceux qui n'en contiennent pas. Soucieux avant tout de protéger la propriété, elle s'est soigneusement gardée des classifications arbitraires, système simpliste qui ne répond certes pas à un principe de stricte justice.

La seconde partie de l'énumération a trait aux forêts, bois-taillis ou récoltes sur pied. Le rapporteur à la Chambre des Pairs expliquait ainsi l'assimilation, au point de vue répressif, de ces plantations aux édifices : « Tout le monde sait que, quand on met le feu à une forêt ou à des récoltes sur pied, l'incendie peut se propager et s'étendre au loin, il est raisonnable de punir sévèrement un crime qui peut occasionner de si grands dommages à une contrée entière (1). » D'ailleurs la valeur économique de ces biens est souvent considérable, leur destruction peut donc être aussi préjudiciable au propriétaire que la perte d'une construction quelconque.

Dans le langage ordinaire le mot « forêt » désigne une très grande étendue de bois mais, dans l'acception légale, on doit l'entendre de tout terrain boisé, à l'exception des groupes d'arbres ou des arbres isolés. L'incendie de ces derniers n'offre qu'un minime danger : la propagation du fléau en effet n'est pas à craindre. Aussi le fait d'y mettre le feu n'est-il réprimé que des peines portées par l'article 445 du Code pénal relatif aux destructions et mutilations d'arbres.

Les bois-taillis sont des forêts mises ou destinées à être mises en coupes réglées et qui renaissent de leurs souches.

1. Rapport à la Chambre des Pairs. V.D. *Répertoire-Dommage*, n° 65.

Quant aux récoltes, elles désignent les fruits et productions utiles de la terre. Mais pour que l'incendie en soit punissable, il faut qu'elles soient arrivées à un degré de maturité tel que la propagation du feu soit rendue inévitable : « C'est le dommage en effet ou la possibilité de ce dommage qui constitue ici la matérialité du crime (1). » L'esprit de la loi est absolument conforme à cette manière de voir qui trouve d'ailleurs sa justification dans les paroles citées plus haut du rapporteur à la Chambre des Pairs. On ne conçoit pas évidemment qu'un individu puisse être puni des travaux forcés à perpétuité pour avoir mis le feu à un champ de blé, par exemple, alors que la germination du grain fait à peine sortir de terre les jeunes pousses. Le feu pourra détruire, sur une petite surface, cette moisson en herbe, mais il ne trouvera pas là un aliment suffisant pour soutenir sa marche envahissante. Le problème se ramène alors à la solution d'une simple question de fait : la récolte, lors de l'entreprise criminelle, était-elle susceptible de propager l'incendie ? Si sa maturité était suffisamment avancée pour que le feu dût fatalement s'étendre, l'incendie relèverait du paragraphe 3 de l'article 434 ; dans le cas contraire il ne constituerait qu'un délit de destruction prévu par les articles 444 à 449 du Code pénal.

1. Chauveau, Hélie et Villey, t. VI, n° 2539.

2° *Propriété de l'objet.* — Les objets sinistrés, avons-nous dit, ne doivent pas appartenir au délinquant. Le but de l'incendie en effet, c'est la destruction de la propriété d'autrui : car une personne peut toujours, en vertu même de son droit, anéantir une chose qui lui appartient. Elle peut donc la brûler impunément : son acte ne devient criminel que si, en ce faisant, elle cause volontairement préjudice à un tiers (1).

Nous rechercherons plus loin quels droits il est nécessaire qu'un individu possède sur une chose pour qu'il puisse s'en prétendre propriétaire. Nous verrons alors dans quels cas il doit être considéré comme ayant incendié le bien d'autrui, dans quels cas, par conséquent, il est passible des peines dont la loi réprime cet attentat.

La non propriété de l'objet incendié apparaît donc comme un élément constitutif du crime. Il s'en suit que la question de propriété doit, à peine de nullité, être posée au jury et que c'est à lui qu'il appartient de la résoudre (2). Elle peut d'ailleurs être comprise dans la question principale.

1. Cas., 8 janv. 1835. *Bull. crim.*, n° 5. Cas., 11 nov. 1846. *Bul. crim.*, n° 312. Cas., 13 septembre, 1850. *Bul. crim.*, n° 305.

2. Cas., 23 janv. 1841. S., 1842.1.63. Cas., 20 avril 1838. S. 1838. 1.561.

SECTION III

Incendie des bois et récoltes abattus, des voitures ou wagons ne faisant pas partie d'un convoi contenant des personnes.

« Quiconque, énonce l'article 434, § 5, aura volontairement mis le feu, soit à des pailles ou récoltes en tas ou en meules, soit à des bois disposés en tas ou en stères, soit à des voitures ou wagons chargés ou non chargés de marchandises ou autres objets mobiliers et ne faisant point partie d'un convoi contenant des personnes, si ces objets ne lui appartiennent pas sera puni des travaux forcés à temps. » Aucune des considérations qui ont été invoquées pour justifier la rigoureuse répression de l'incendie dans les diverses hypothèses que nous avons déjà passées en revue ne militent, dans ce cas spécial, en faveur d'une excessive sévérité. La vie des personnes reste en dehors des atteintes du fléau, la propagation du feu est une éventualité difficilement réalisable, la valeur même des objets sinistrés n'est pas considérable. Il semble donc que la loi, dans son perpétuel souci de proportionner la peine à la criminalité de l'acte délictueux, doive user de mansuétude à l'égard de l'incendiaire des objets visés plus haut. Et cependant c'est une peine grave que le Code prononce contre lui, les travaux forcés à temps. Pourquoi cette ri-

gueur ? C'est que les choses sur lesquelles la loi étend son égide se trouvent dans une situation spéciale, dont peuvent abuser certains individus malintentionnés. Soustraites à la surveillance de leur propriétaire, elles sont placées, par l'effet d'une confiance nécessaire, sous la protection de la loi publique. Cet abandon forcé augmente pour elles les chances de destruction. Aussi la loi, dans la disposition qui nous occupe, sanctionne-t-elle bien plus l'abus de confiance qui a été commis que la perte matérielle qui a pu être éprouvée.

L'incendie, bien entendu, ne constitue le crime prévu par le paragraphe 5 que si le feu a été mis aux objets limitativement énumérés au texte et par une personne autre que leur propriétaire.

1^o *Pailles ou récoltes en tas ou en meules.* — La protection des pailles contre l'incendie date de la loi du 16 mai 1863. Antérieurement à cette date le Code ne mentionnait pas expressément ce genre spécial de produits. Et tout naturellement une question surgissait : devait-on considérer comme des récoltes les pailles battues en tas ou en meules de façon à les faire bénéficier de la protection légale. La Cour de cassation, appelée à se prononcer, leur avait reconnu ce caractère « considérant, disait-elle, que la paille est une production de la terre qui forme récoltes (1). »

1. Cas., 27 septembre 1827, D. 1827.1.502.

Étant donnée la définition très large du mot « récoltes », définition formulée par la Cour elle-même et que nous citerons plus loin, il n'était pas téméraire de considérer comme telles les pailles qui, somme toute, sont « des produits utiles de la terre, laissés momentanément dans les champs. » Cependant à l'occasion de l'examen d'une nouvelle espèce, la Cour, toutes Chambres réunies, répudia son opinion première et finit par admettre « que la paille n'avait pas été considérée comme récolte, mais comme matière combustible » (1). Cet arrêt fixa définitivement la jurisprudence qui décida postérieurement que « l'incendie des récoltes sur pied ou abattues en tas ou en meules, n'était puni par l'article 434, qu'autant qu'elles conservent leur caractère de récoltes ou sont placées de manière à communiquer le feu à l'un des objets énumérés audit article » (2).

Pour mettre un terme à ces hésitations et pour combler la lacune qu'avait creusée la dernière jurisprudence, la loi du 13 mai 1863 englobe expressément les pailles dans la protection légale. L'exposé des motifs justifie ainsi cette assimilation des pailles aux récoltes : « Quand les pailles sont engrangées, la protection ne leur fait pas défaut : celle qui couvre l'édifice les couvre aussi. Mais les lieux ne suffisent pas

1. Cas., Chambres réunies, 8 août 1828. D. 1828.1.375.

2. Cas., 3 mars 1853. S., 1853.1.450.

toujours pour les engranger : on peut être contraint de les laisser plus ou moins longtemps en tas ou en meules, livrées à la foi publique et facilement accessibles à toutes les tentations d'incendie ; elles sont d'une valeur trop grande et l'incendie est un moyen de destruction trop redoutable pour trouver suffisante une protection qui ne consisterait que dans des peines de simple police (art. 489, 1^o) et des réparations civiles éventuelles (1). »

Quant aux récoltes, la Cour de cassation les a définies, au point de vue de l'application de l'article 388 « tous les fruits ou produits utiles de la terre qui, séparées de leurs racines ou de leurs tiges par le fait du propriétaire ou de celui qui le représente, sont laissés momentanément dans les champs jusqu'à ce qu'ils soient enlevés et renfermés dans un lieu où ils peuvent être particulièrement surveillés » (2). Cette définition conserve un grand caractère de généralité quant aux objets auxquels elle s'applique — produits destinés à la nourriture de l'homme, à celle des animaux, à l'industrie — elle est empreinte au contraire d'un esprit assez restrictif quand aux conditions qu'elle exige : il est nécessaire en effet que ces productions détachées de leurs tiges ou de leurs racines, restent sur le sol, pour qu'elles soient, en qua-

1. D., 1863.4.84, n° 52.

2. Cas., 17 avril 1812. S., col. nouvelle, t. IV, 1.78.

lité de récoltes, protégées spécialement par la loi. Remisées dans un grenier, enfermées dans un magasin, elles perdent leur caractère pour n'être plus que des marchandises ordinaires auxquelles d'ailleurs, la protection ne manque pas.

L'incendie des pailles et récoltes est punissable en vertu de l'article 434 dans deux cas certains : A : quand ces pailles et récoltes se trouvent en tas ou en meules dans les champs ; B : quand elles sont engrangées.

A. — Pourquoi la loi exige-t-elle pour la qualification du crime que les pailles ou récoltes soient en tas ou en meules ? C'est que, placées de cette manière, elles offrent au feu un aliment plus substantiel ; de plus l'importance du foyer d'incendie peut faciliter la propagation du fléau ou tout au moins occasionner des pertes plus sérieuses. Mais alors, cette condition admise, les récoltes éparses dans les champs, celles qui tombent sous la faux du moissonneur, restent en dehors des prévisions de la loi, et comme telles le paragraphe 5 ne leur est pas applicable ? C'est, en effet, la conséquence qui découle logiquement de la saine interprétation du texte. Blanche a cependant contesté la légalité de ce système, en soutenant que les récoltes qui viennent d'être coupées ne sont pas exclues de la protection légale (1). Pour étayer sa thèse, cet auteur s'appuie sur un ancien arrêt de Cassation

1. Blanche, t. VI, n° 524. Dans le même sens : Garçon (n° 74).

où il est dit « qu'en rangeant les forêts et les bois-taillis parmi les choses énumérées dans l'article, le législateur a voulu protéger contre le plus facile et le plus menaçant des moyens de destruction, une nature de propriété dont la conservation importe à l'intérêt public et à l'intérêt privé..., qu'il résulte des propres expressions de l'article que l'incendie volontaire de bois abattus mis en tas ou en cordes, ne constitue un crime emportant la peine capitale, qu'autant que ces bois sont encore en nature de récoltes et placés, par l'effet d'une confiance nécessaire, sous la protection de la loi publique (1) ». « Si je comprends bien cet arrêt, écrit Blanche, il reconnaît que le crime existe, non seulement lorsque les bois abattus sont en tas ou en cordes, mais aussi, lorsque n'étant ni en tas ni en cordes, ils sont encore en nature de récoltes. » L'interprétation de cette décision nous semble absolument erronée : oui, l'incendie volontaire de bois abattus ne constitue un crime qu'autant que ces bois sont encore en nature de récoltes, c'est-à-dire abandonnés dans les champs à la protection de la foi publique ; mais, étant donné ce fait, une nouvelle condition est nécessaire, il faut que ces bois soient en tas ou en cordes. L'arrêt d'ailleurs le dit péremptoirement. Et cette condition, la Cour de cassation l'a récemment mise en relief, en infirmant totalement la théorie que

1. Cas., 15 septembre 1826. S. Col. nouvelle, t. VIII, 1.430.

nous réfutons (1). Du reste si le système de Blanche était juste, à quoi bon spécifier l'état dans lequel doivent se trouver les récoltes, à moins d'admettre naturellement que les mots sont privés de sens et que des produits dispersés dans un champ sont précisément en tas ou en meules ! Par conséquent l'incendie de récoltes éparses constituera tantôt une simple contravention punie par l'article 479, n° 1, tantôt un incendie par communication si celles-ci se trouvaient placées de manière à communiquer le feu à l'un des objets énumérés dans l'article 434.

La loi réprime l'incendie des pailles et récoltes en tas ou en meules à condition qu'elles soient encore à l'état de récoltes, c'est-à-dire qu'elles soient détachées du sol et laissées à la garde de la foi publique dans les champs, alors même qu'elles auraient été transportées hors du lieu où elles ont été coupées, alors même qu'elles auraient fait l'objet d'une vente de la part du propriétaire. Lorsque ce caractère leur manque elles restent en dehors de la protection légale. Quel est en effet le but de la loi ? C'est de renforcer, par une garantie effective, la surveillance forcément incomplète du propriétaire. Or dès que celui-ci a pris possession de ses produits pour les transporter dans le lieu où ils doivent être remisés, ceux-ci trouvent dans cette situation la sécurité qui

1. Cas., 22 décembre 1898, D. 1898, 1. 488.

leur faisait défaut lorsqu'ils étaient exposés dans les champs. Ils rentrent alors sous l'égide des lois protectrices de la propriété mobilière. La Cour de cassation a affirmé ce principe dans l'hypothèse suivante : une voiture de paille vendue par un cultivateur à un marchand de fourrages avait été incendiée volontairement par un individu ; celui-ci était-il passible de la peine portée par le paragraphe 5 ? Non, a répondu la Cour (1) ; et son arrêt est irréprochable car les pailles ayant été vendues étaient, par suite de ce fait, passées à l'état de marchandises.

Mais supposons que la voiture de paille soit restée la propriété du cultivateur et qu'elle ait été brûlée au moment où elle stationnait devant la porte de sa demeure, comme dans le cas précédent. Le paragraphe 5 serait-il applicable ? On l'a soutenu en s'appuyant sur le passage suivant de l'exposé des motifs de la loi de 1863 (2) : « Des modifications sont proposées aussi sur le paragraphe 5 de l'article 434. C'est d'abord l'introduction du mot « pailles » pour étendre aux pailles en tas ou en meules la protection qui n'est accordée qu'aux récoltes, Quand les pailles sont engrangées la protection ne leur fait pas défaut (3). » On doit donc admettre, d'après ce texte, que jusqu'à leur mise en grange ces produits restent dans le champ

1. Cas., 22 décembre 1898. D. 1899.1.483.

2. Tournier. Note sous Cassation, 22 décembre 1898. D. 1899.1.488.

3. D. 1863.4.84, n° 52.

d'application de l'article 434, 5° On invoque aussi l'autorité de Chauveau et Hélie qui écrivent : « La loi exige que les récoltes soient en tas ou en meules. Mais elle n'exige point que les récoltes soient exposées à la foi publique dans les champs où elles ont été recueillies ; elle les protège dans tous les lieux où elles sont momentanément déposées jusqu'à ce qu'elles aient perdu leur caractère de récoltes (1). » Nous n'admettons pas ce système et nous pensons que la thèse contraire est plus conforme au véritable esprit de la loi. Le texte sur lequel on s'appuie ne prouve absolument rien, car il est facile de lui en opposer un autre, tout aussi formel, extrait du rapport de la Commission au Corps législatif : « Le projet introduit le mot « pailles » pour accorder à ces dernières la même protection qu'aux récoltes, lorsque les pailles sont en tas ou en meules *dans les champs* (2) ». Quant aux auteurs dont on rapporte l'opinion, ils ne disent pas ce qu'on veut leur faire dire. Ils enseignent que la loi protège les récoltes dans tous les lieux où elles sont momentanément disposées *jusqu'à ce qu'elles aient perdu leur caractère de récoltes*. Or il est bien évident qu'elles ont perdu ce caractère lorsque le propriétaire est venu les charger sur sa voiture et qu'il les a emmenées chez lui

1. Chauvrau, Hélie et Villey, t. VI, n° 2541.

2. D. 1863.4.94, n° 124.

pour les engranger. Ce fait de l'enlèvement constitue un acte de prise de possession qui place les produits dans une situation nouvelle qui n'est pas sans doute exempte de risques, mais qui permet au propriétaire d'exercer une surveillance plus effective. Si donc les pailles contenues dans la voiture sont incendiées durant le trajet qui sépare le champ de la grange, comme elles ne sont plus placées sous la protection de la foi publique, par conséquent comme elles ont perdu leur caractère de récoltes, cet acte échappe à la sanction du paragraphe 5. Dans notre hypothèse, l'application de l'article 479 du Code pénal conduit alors à une conséquence bizarre : l'individu qui aura volontairement mis le feu aux pailles sera moins sévèrement puni que celui qui les aura incendiées par imprudence ; le premier en effet n'encourra qu'une peine de simple police tandis que le second sera passible de peines correctionnelles. Il y a là évidemment une inharmonie choquante, mais est-ce le rôle du législateur ou celui du juge de la faire disparaître ?

B. — Ainsi la loi soumet à un régime exceptionnel l'incendie des pailles ou récoltes lorsqu'elles sont en tas ou en meules dans les champs. Dans un second cas elles bénéficient encore d'un traitement de faveur : après leur engrangement le fait d'y mettre le feu est frappé de pénalités très sévères. Et pourquoi cela ? C'est qu'une fois engrangés ces produits perdent leur carac-

rière de récoltes pour n'être plus que des marchandises ordinaires dont la destruction par le feu est sanctionnée, en vertu du paragraphe 7 de l'article 434, des peines qui frappent l'incendie du lieu qui les abrite. En dehors de ces deux hypothèses la protection légale, sans cependant disparaître, se fait moins effective. Ce n'est plus de la part du législateur cette sollicitude spéciale dont il entoure les pailles ou récoltes placées dans l'une ou l'autre des situations que nous avons décrites, mais simplement l'application faite par lui à ces produits de la protection banale qu'il accorde à la propriété mobilière.

2° *Bois disposés en tas ou en stères.* — Jusqu'à la loi du 13 mai 1863, l'article 434 ne contenait qu'une seule disposition sur les récoltes et les bois. Il résultait de cette unité de réglementation que l'incendie des bois n'était punissable, en vertu du paragraphe 5, qu'à deux conditions : α) Il était nécessaire que les bois fussent encore sur les lieux où ils avaient été coupés ; β) qu'ils eussent conservé leur caractère de récoltes. La Cour de cassation avait affirmé ce principe : « Attendu que, du rapprochement des paragraphes 3 et 5 de l'article 434, comme des termes de leur rédaction, il résulte que ce sont les récoltes, de quelque nature qu'elles soient, bois ou autres, que ces deux dispositions ont eu pour but de protéger, qu'ainsi le 5^e dudit article 434 ne peut recevoir d'application qu'au cas où il s'agit de bois abattus et encore à l'état

de récoltes (1). » Le seul fait du déplacement, sans même supposer l'emmagasinement, faisait donc perdre aux bois la protection particulière que leur accordait la loi et les rangeait au point de vue spécial qui nous occupe, dans la catégorie moins privilégiée des effets mobiliers. Ce système, en somme, aboutissait à punir l'incendie des bois, non pas comme bois, mais comme récoltes. Il y avait là, évidemment une lacune. Quant au caractère de récoltes que ces produits devaient conserver pour bénéficier de la protection légale, la Cour de Metz avait décidé qu'ils perdent ce caractère lorsqu'ils ont subi une transformation dans leur nature ou lorsqu'ils sont remisés dans les magasins ou chantiers de celui qui les avait recueillis (2).

La loi du 13 mai 1863 a perfectionné ce système répressif en réparant l'omission que nous avons signalée. L'exposé des motifs fait remarquer « que l'interprétation de la jurisprudence laissait sans protection suffisante les bois abattus qui ne sont plus à l'état de récoltes, sans être encore emmagasinés ; ceux par exemple que l'on dépose en quantité considérable quelquefois dans les lieux d'embarquement ou de formation des trains (3) ». Le nouveau texte ne subordonne la répression par le paragraphe 5 de l'incendie des

1. Cas., 7 avril 1853, D. 53.5,255. Cas., 27 mars 1863, D. 64.5.210.

2. D. 1856.2.226.

3. D. 1863.4.84, n° 53.

bois abattus qu'à une seule condition : ceux-ci doivent être disposés en tas ou en stères. Peu importe d'ailleurs l'endroit où ils ont été entassés pourvu toutefois que ce ne soit pas dans un édifice. Par conséquent, si les bois sont encore dispersés dans la forêt où ils ont été coupés, le fait d'y mettre le feu ne constituera, suivant le cas, qu'une simple contravention ou un incendie par communication.

3° *Wagons ne faisant pas partie d'un convoi contenant des personnes.* — Nous avons vu plus haut, en étudiant l'incendie des voitures ou wagons contenant des personnes ou faisant partie d'un convoi qui en contient, quelle hypothèse le législateur a envisagée dans le paragraphe que nous examinons maintenant. Nous avons exposé la controverse qui s'est élevée sur le point de savoir si les trains de marchandises, malgré la présence des mécaniciens, chauffeurs, conducteurs rentraient dans le cercle d'application du paragraphe 2 de l'article 434 ou au contraire dans celui du paragraphe 5. Nous avons admis, en basant notre opinion sur les affirmations du rapporteur au Corps législatif, que ces trains devaient être considérés comme des lieux habités ou servant à l'habitation. A quel cas se rapporte alors le texte qui fait l'objet de ces commentaires ? A celui où un individu met le feu à des voitures ou wagons chargés ou non de marchandises qui, isolés ou réunis en convoi, stationnent dans une gare en atten-

dant le moment du départ. Ce point a d'ailleurs été suffisamment expliqué précédemment.

Quant aux mots « voitures ou wagons » de l'expression légale ils désignent non pas des véhicules quelconques, comme pourrait le laisser supposer la généralité du terme, mais seulement des véhicules circulant sur les voies ferrées (1).

L'incendie prévu par le paragraphe 5 suppose pour sa qualification la qualité chez son auteur de non propriétaire des objets sinistrés. La non propriété des choses incendiées étant dès lors un élément constitutif du crime, la question de propriété doit, à peine de nullité, être soumise au jury. La Cour de cassation a également décidé que, dans les incendies de récoltes, c'était au jury à déclarer si la chose incendiée était une récolte (2). En effet la nature de l'objet détruit, qui constitue la criminalité même de l'acte, est une question de fait dont la solution ne peut appartenir qu'à lui.

SECTION IV

§ — 1. INCENDIE DE SA PROPRE CHOSE

Acte de folie ou abus de propriété, tel apparaît, à l'époque de la rédaction du Code pénal, l'incendie par un propriétaire d'un objet lui appartenant. Nul mobile

1. Cas., 22 décemb. 1898. D. 1899.1.488.

2. Cas., 22 mars 1832. D. Dom. P., 483 en note (1).

intéressé en effet ne pouvait inciter à l'emploi d'un semblable procédé de destruction. Aussi la perte sèche résultant pour une personne de la disparition de sa propriété explique-t-elle, à n'en pas douter, la rareté de ces moyens sauvages d'anéantissement. Les chances de gain étaient nulles et, par conséquent, les tentatives faites pour réaliser un bénéfice excessivement rares. Mais bientôt des compagnies d'assurances sont fondées : l'appât de la prime excite la cupidité d'individus besoigneux qui voient dans l'assurance le remède efficace à une situation compromise. Le grand développement pris par ces sociétés favorise ces calculs malhonnêtes : de là la multiplicité toujours croissante des cas d'incendie de sa chose par le propriétaire lui-même.

Avant l'apparition de ce genre spécial de criminalité, le fait pour un propriétaire de détruire par le feu un objet lui appartenant, devait, au point de vue strictement légal, être considéré comme un acte de libre disposition. En vertu du *jus abutendi*, le propriétaire peut faire de sa chose un usage qui ne se renouvellera pas ; la destruction de celle-ci est donc une prérogative attachée à son droit. Le feu n'est, en l'espèce, qu'un instrument spécial employé par lui pour arriver à son but d'anéantissement. Pourquoi la loi réprimerait-elle un acte qui n'est que l'exercice d'un droit non contesté ? Mais la situation change dès que le propriétaire n'est plus le maître absolu de sa chose, dès que la con-

somation de celle-ci par le feu est de nature à causer un préjudice à autrui : préjudice qui, peut être double soit qu'il atteigne autrui dans sa fortune soit qu'il l'atteigne dans sa sécurité. Dans le premier cas l'incendien n'est qu'un moyen de commettre une escroquerie ou de causer un dommage : ce fait devrait donc logiquement rentrer dans la catégorie de ces délits spéciaux. Le but de la loi ne doit pas être de sanctionner la destruction par le feu d'un objet quelconque, mais de protéger la propriété contre une appropriation frauduleuse ou un dommage pécuniaire. Par suite l'individu qui brûle sa propriété assurée devrait être puni non pas des peines qui frappent l'incendie mais de celles qui répriment l'escroquerie.

L'article 150 du Code pénal autrichien en stipulant que « celui qui incendie sa propre chose sans danger pour celle d'autrui ne se rend pas coupable du délit d'incendie mais seulement de fraude, soit qu'il cherche à préjudicier les droits d'un tiers ou à faire peser les soupçons sur d'autres » fait une saine application de cette conception. Cependant par un oubli regrettable de ce principe de bon sens, le Code assimile ces cas d'appropriation et d'anéantissement à l'incendie véritable ; il englobe tous ces faits, pourtant dissemblables, sous la même qualification et les châtie de la même peine. Dans le second cas, le droit pour le propriétaire d'incendier sa chose est primé par un droit supérieur au sien : c'est le droit à la vie, à la sécurité

que possède chacun de nous. Si cette vie, si cette sécurité sont menacées, la loi, dans une haute pensée de protection sociale, n'abdique rien de sa rigueur pour punir l'auteur d'un si grave danger. Voilà pourquoi, d'après le Code, la circonstance de propriété est indifférente pour la qualification du crime. L'acte délictueux ne constitue plus alors qu'un incendie ordinaire qui rentre dans l'une des catégories prévues par le texte.

Le Code de 1810 ne prévoyait pas expressément l'hypothèse que nous examinons. L'article 434 la régissait-elle? Nous avons vu plus haut les controverses qu'avait fait naître le silence de la loi et la solution que la jurisprudence avait admise. La Cour de cassation, dans une première espèce, avait décidé que si l'individu, en mettant le feu à sa propre chose, n'avait nui à personne, il ne pouvait être condamné; mais que si l'incendie était préjudiciable à autrui, il était réprimé par l'article 434 (1). Nous avons signalé les résistances des Cours d'appel à l'adoption d'un si étrange système, les critiques réitérées de la doctrine et enfin le revirement de la Cour elle-même consacrant, dans un arrêt célèbre, une théorie fondée sur des principes plus stricts de justice (2). La nouvelle jurisprudence proclamait le droit pour le propriétaire

1. Cas., 21 nov. 1822. S. 1823.1.84.

2. Cas., 19 mars 1831. S. 1831.1.115.

d'incendier impunément sa chose assurée à moins que celle-ci ne fût placée de manière que le feu pût s'étendre à la propriété d'autrui. Si, au point de vue légal, cette solution était irréprochable, au double point de vue moral et pratique, elle était absolument désastreuse. L'impunité constituait un encouragement au crime, une prime à l'incendie. La nécessité s'imposait donc d'élaborer un système répressif dans lequel des peines appropriées contre-balançassent, en de justes proportions, le désir de lucre suscité par l'appât d'un gain illicite. Survint alors la revision de 1832 qui soumit au crible d'une critique scientifique les plus imparfaites des dispositions du Code pénal. L'article 434, plus que tout autre, offrait à l'esprit de réforme du législateur un objet d'étude étendu. Spécialement la lacune que nous venons de signaler demandait à être comblée. Elle le fut. La répression instaurée sauvegarde tous les intérêts, concilie tous les droits hormis ceux de la logique. Que voulait-on réprimer en réalité ? Est-ce l'incendie d'une chose assurée ou l'appropriation frauduleuse de la propriété d'autrui ? Cette dernière sans aucun doute. Dès lors un étonnement se manifeste de voir punir l'individu qui brûle son bien assuré des peines qui sanctionnent l'incendie et non pas de celles qui frappent l'escroquerie. Il y a dans ce fait, sur le terrain théorique, une inélégance regrettable dont les conséquences pratiques sont heureusement nulles. Quoi

qu'il en soit, la loi du 28 avril 1832, en ce qui concerne l'incendie de sa propre chose par le propriétaire, établit une distinction entre les lieux habités ou servant à l'habitation et ceux qui ne sont ni habités ni servant à l'habitation. L'incendie par le propriétaire d'un lieu de la première catégorie, étant donnée la gravité toute particulière de cet attentat et le danger qui peut en résulter pour la sécurité des personnes, tombe sous l'application du paragraphe 1^{er} de l'article 434, c'est-à-dire qu'il emporte la peine de mort. Nous avons examiné ce cas précédemment. Au contraire le fait pour un propriétaire de mettre le feu à un lieu de la seconde espèce ne devient délicueux et par conséquent punissable par l'article 434 qu'à certaines conditions qui dépendent : 1° de la propriété de l'objet incendié ; 2° de sa nature ; 3° du préjudice volontaire causé à autrui.

1° *Propriété de l'objet.* — L'incendiaire doit être propriétaire de la chose à laquelle il met le feu : cette qualité d'ailleurs ne doit être reconnue qu'à celui qui jouit définitivement et exclusivement des prérogatives attachées au droit de propriété (1). Par conséquent ne pourrait être considéré comme propriétaire, l'individu qui n'aurait sur l'objet incendié qu'un droit partiel, indivis ou éventuel. Ainsi la Cour de cassa-

1. Garraud, t. VI, n° 2604. Chauveau et Hélie, t. VI, n° 2550. Blanché, t. VI, n° 514.

tion a jugé que l'incendie par l'un des copropriétaires d'un édifice assuré dans le but d'obtenir le capital de l'assurance, constitue à la fois, de la part du coupable, le crime d'incendie d'une chose qui ne lui appartient pas et l'incendie dommageable pour autrui d'un objet qui lui appartient conjointement avec d'autres (1). La jurisprudence a adopté la même solution pour l'usufruitier (2), solution qui serait également juste pour l'emphytéote, et l'usager. La question est plus délicate dans l'hypothèse de l'incendie par le nu-propriétaire de l'immeuble qu'il a donné en usufruit : y a-t-il, dans ce cas, incendie de la chose d'autrui ? Une partie imposante de la doctrine l'admet (3). Blanche dit : « L'usufruit est un démembrement de la propriété, par conséquent celui qui incendie un édifice dont il n'a que la nue-propriété, met le feu à un objet qui ne lui appartient pas exclusivement et qui, pour partie, est le bien d'autrui. » Cette théorie nous semble contraire à l'article 578 du Code civil. « L'usufruit est le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété. » En effet, malgré la constitution d'un usufruit, le nu-propriétaire conserve, sur sa chose, un pouvoir absolu de disposition : il peut l'aliéner, il doit donc pouvoir la détruire. En ce faisant, il lésa

1. Cas., 20 avril 1839, *Dal. Répert. Dom.*, n° 89 en note.

2. Cas., 4 février 1843, *Dal. Répert. Dom.*, n° 89.

3. Chauveau, t. VI, n° 2551. Blanche, t. VI, n° 514. *Dalloz. Répert. Dom.*, n° 88.

gravement l'usufruitier, ce n'est pas douteux. Aussi son acte ne restera-t-il pas impuni : mais loin de relever du paragraphe 3 de l'article 434, il tombera sous l'application du paragraphe 4 qui vise l'hypothèse du préjudice causé à autrui par l'incendie de son propre bien (1).

Cette disposition réprimerait également, à l'exclusion de la précédente, le fait du propriétaire qui détruirait par le feu la chose qu'il a donnée à ferme ou à loyer et qui, de la sorte, porterait préjudice à son locataire. Ce système, très logique en lui-même, trouve un fondement sérieux dans la discussion ouverte à ce sujet à la Chambre des Pairs. Un membre de cette haute Assemblée ayant demandé que le propriétaire qui brûlait sa maison louée fut traité comme si cet immeuble ne lui appartenait pas, sa proposition, bien qu'appuyée par le Garde des Sceaux, ne fut pas accueillie (2).

Il existe dans le Code pénal un texte, l'article 380, qui, dans la section du vol, exonère des rigueurs de la législation pénale, pour ne les astreindre qu'à des réparations civiles facultatives, certaines personnes coupables d'avoir commis des soustractions au détriment de certaines autres qui leur sont rattachées par des liens de parenté ou d'alliance. La question

1. Garraud, t. VI, n° 2604. Garçon, n° 85.

2. Chauveau et Hélie, t. VI, n° 2550.

s'est posée de savoir si l'incendiaire ne pourrait pas invoquer en sa faveur cette disposition. D'abord, et les travaux préparatoires le prouvent (1), les soustractions proprement dites ne bénéficient pas seules de l'immunité pénale ; en profitent également toutes les atteintes à la propriété comprises dans la section des vols. Mais l'application de ce traitement de choix suppose que le délit a pour objet direct et principal une atteinte à la propriété ; ou, l'incendie peut bien avoir ce résultat, mais ce n'est pas son but immédiat. D'ailleurs une considération d'intérêt général s'oppose au triomphe d'une telle solution : l'incendie peut causer un préjudice énorme à des personnes étrangères à la famille ; le législateur eut méconnu gravement les devoirs que lui impose sa fonction sociale en le privant, en l'espèce, de toute sanction. Au surplus la Cour de cassation a tranché le débat : elle a rejeté le pourvoi d'un individu reconnu coupable d'incendie, au préjudice de ses père et mère et qui prétendait que l'article 380 lui faisait remise de la peine attachée au crime qu'il avait commis « attendu que les dispositions de l'article 380 du Code pénal spécialement applicables aux soustractions commises par les enfants au préjudice de leur père et mère ne sauraient être étendues au cas d'incendie volontaire dont un fils s'est rendu coupable ».

1. Exposé des motifs, Loqué, t. XXXI, p. 141.

ble au préjudice de ses parents (1). » Par conséquent est considéré comme incendiaire de la chose d'autrui, le mari qui brûle un immeuble propre à sa femme quoiqu'il en ait la jouissance et l'administration (2). Il en serait de même, d'ailleurs et à plus forte raison, si une séparation de corps ou de bien était intervenue entre les deux époux (3). Un doute peut planer, au contraire, lorsqu'après adoption du régime de communauté, le mari incendie un bien commun. En sa qualité de seigneur et maître de la communauté, le mari n'a-t-il pas sur les biens qui la composent un *jus abutendi* absolu ? En mettant le feu à l'un d'eux, n'incendie-t-il pas sa propre chose, sauf à répondre civilement du préjudice causé à sa femme ? On aurait pu le soutenir au temps de Dumoulin *Uxor propria non est socia, sed speratur fore*. Mais depuis, la législation a progressivement réduit les droits et prérogatives du chef de l'association conjugale. Sans doute, aujourd'hui encore, le mari administre les biens communs, mais il n'en a ni la propriété absolue ni la propriété définitive : les articles 1422 et 1474 du Code civil sont formels sur ces points. Étant donnée la limitation qu'ils imposent au pouvoir du mari, il nous paraît plus rationnel d'admettre qu'en détruisant par le feu un immeuble de la

1. Cas., 2 juin 1853, *Bull. crim.*, n° 197.

2. Cas., 9 juillet 1868, D. 69.5.105.

3. Cas., 2 mars 1820, S. 1820.1.348.

communauté, celui-ci incendie la chose d'autrui (1). D'ailleurs si ce bien commun était anéanti par le mari et la femme agissant de concert, toute circonstance d'habitation et de préjudice mise à part, aucune poursuite ne pourrait, de ce chef, être exercée contre eux (2).

Le cas du propriétaire qui incendierait un lieu qu'il possède sous condition est plus complexe. Il semble cependant que ce fait tomberait sous le coup des dispositions relatives à l'incendie de la chose d'autrui. Car, en l'espèce, le même droit, la propriété, a deux titulaires, l'un actuel, l'autre possible, qui en raison de cette dualité, ne jouissent pas d'une façon exclusive et définitive des prérogatives attachées à leur titre.

La non propriété de l'objet sinistré étant un élément constitutif du crime, il s'ensuit que la question de propriété doit, à peine de nullité, être posée au jury et que c'est à lui qu'il appartient de la résoudre. La Cour de cassation a posé ce principe dans une espèce où la règle avait été violée « attendu que le jury n'avait pas été interrogé sur la question de savoir si l'édifice incendié appartenait ou n'appartenait pas aux accusés, et que, pourtant, il était nécessaire qu'il fût explicitement déclaré qu'il ne lui appartenait pas, pour que la peine des travaux forcés à perpéuité pro-

1. Dans ce sens : Blanche, t. VI, n° 514. Chauveau et Hélie, t. VI, n° 2542. Rolland de Villargue sur l'article 434, n° 60. Garçon, n° 86. En sens contraire : Grenier. *Thèse*, p. 87.

2. Cas., 6 juill. 1854. D. 54,5.429.

noncée par le paragraphe 3 de l'article 434 du Code pénal pût-être légalement prononcée contre les demandeurs en Cassation (1) ».

2° *Nature de l'objet incendié.*— L'incendie par le propriétaire d'un bien lui appartenant n'est punissable qu'autant qu'il a été mis aux choses énumérées dans les paragraphes 3 et 5 étudiés plus haut. Ces deux textes étant formellement limitatifs, leur extension à une espèce non prévue par eux ferait échec au principe d'interprétation stricte qui prévaut en matière pénale. C'est là une restriction importante en faveur de l'incendiaire de sa propre chose, qui, en dehors de ces hypothèses, échappe aux rigoureuses sanctions de la loi, pour ne plus encourir, à titre de simple contravention et dans certains cas seulement que les peines portées par l'article 479, 1°.

3° *Préjudice volontaire causé à autrui*— C'est le troisième élément constitutif du crime que nous examinons, et c'en est le plus important. Sans lui en effet la criminalité disparaît : un simple fait matériel subsiste, dommageable évidemment, mais non pas délictueux. L'intention de nuire, au contraire, alliée à ce fait matériel, lui donne immédiatement ce caractère qui lui manquait pour que la loi pénale ait empire sur lui. La criminalité réside donc dans l'intention frauduleuse qui consiste ici en ce que l'in-

1. Cas., 28 janvier 1841. S. 1842. 1 63. Cas., 20 avril 1838. S. 1838. 1.561.

cendiaire a été déterminé à brûler sa chose par la perspective de procurer à lui ou à d'autres un bénéfice illégitime, et par conséquent de causer un préjudice à autrui.

La loi dit « un préjudice quelconque ». La généralité du terme exclut toute restriction soit en ce qui touche la nature du dommage, soit en ce qui concerne son étendue. Cette idée de mesure étant écartée, l'appréciation souveraine des tribunaux trouve en cette matière un vaste champ d'exercice. Il ne faudrait pas cependant exagérer la portée du texte : si celui-ci n'exige pas que le préjudice soit actuel et immédiat, il suppose évidemment qu'il est une conséquence directe de l'incendie : imputer à l'incendiaire la responsabilité d'un dommage plus ou moins éloigné serait le fait d'une législation par trop draconienne. C'est en se basant sur cette règle que la Cour de cassation a décidé « qu'il n'était pas nécessaire de demander aux jurés si l'accusé avait eu l'intention de se faire payer le prix de l'assurance puisqu'il ne pouvait ignorer que la conséquence immédiate de son action était de faire peser cette obligation sur les assureurs » (1). L'agent n'est d'ailleurs responsable de son fait que s'il a voulu le préjudice qui en est résulté : l'intention en effet est la condition primordiale du délit. Mais peu importe que le dommage causé soit préci-

1. Cas., 23 avril 1829. *D. Report. Dom.*, n° 93 en note.

sément celui que le délinquant ait eu en vue : un dommage existe, quel qu'il soit ; l'intention frauduleuse s'est manifestée : elle tombe sous le coup de la loi pénale.

Nous avons signalé la généralité des termes des paragraphes 4 et 6 de l'article 434 : les expressions légales pourraient-elles s'appliquer à un dommage moral ? La doctrine l'admet, et cette interprétation est conforme à la lettre même de la loi. L'hypothèse au surplus se confine dans le champ des conceptions théoriques, sa réalisation pratique nécessitant un concours de circonstances quelque peu complexe. Il faudrait supposer, par exemple, qu'après l'incendie de sa chose par un propriétaire, un tiers est poursuivi et condamné. La justice reconnaissant son erreur découvre le coupable et réhabilite l'innocent. Et ce n'est pas tout : il faudrait encore que l'incendiaire en détruisant son bien ait voulu faire peser la culpabilité sur le tiers malheureux. Il y a loin, on le voit, de l'imagination à la réalité.

Au contraire les exemples de préjudice matériel ou pécuniaire abondent : tantôt c'est un vendeur non payé qui par le fait de l'anéantissement de l'immeuble se trouve privé de son privilège (1) ; tantôt c'est un tiers qui perd sa récolte enfermée dans l'édifice incendié (2) ; ici un propriétaire en brûlant son im-

1. Cas., 7 janvier 1826. D. 26.1.177.

2. Cas., Arrêt précité de 1826.

meuble frustre un créancier de son gage hypothécaire ou de l'antichrèse qui lui avait été conférée ; là un individu incendie son édifice assuré dans le but de toucher le montant de l'assurance (1). Cette dernière hypothèse est la plus fréquente : c'est celle surtout qui a préoccupé le législateur lorsqu'il a rédigé le texte dont nous nous occupons.

De ce que le crime résulte de la volonté de causer un préjudice à autrui, il s'ensuit que le jury doit, à peine de nullité, être interrogé sur l'existence de ce préjudice (2). Cette dernière éventualité étant une circonstance constitutive de l'acte délictueux, la question y relative n'a pas besoin d'être posée distinctement : elle doit être comprise dans la question principale (3). Enfin, si généralement pour reconnaître ce préjudice, il est préférable d'employer les termes mêmes de la loi, la jurisprudence admet cependant l'emploi d'équipollents. La Cour de cassation décide notamment que le dommage est suffisamment constaté, lorsqu'il est déclaré que les bâtiments incendiés étaient assurés par une compagnie. Il résulte en effet de cette déclaration que l'auteur du crime n'a pu les incendier sans avoir la pensée d'en faire payer la valeur à la

1. Cas., 23 avril 1829. D. 1829.1.223.

2. Cas., 8 janvier 1835. D. 1835.1.154. Cas., 3 septembre 1863. D. 64.1.52.

3. Cas., 6 juillet 1854. D. 54.5.429. Cas., 24 septembre 1857. D. 57.1.453.

compagnie par laquelle ils étaient assurés, et par conséquent, de lui porter un véritable préjudice (1).

§ 2. — INCENDIE PAR ORDRE DU PROPRIÉTAIRE

Le propriétaire d'une chose, au lieu de l'incendier lui-même, incite un tiers à la détruire par le feu. Le tiers exécute l'ordre. Quelle est, au point de vue pénal, la situation de ces deux personnages ? Le Code de 1810 n'avait pas prévu l'hypothèse et son silence avait fait naître un doute. Le tiers devait-il être considéré comme auteur principal, le propriétaire jouant le rôle de complice, ou bien inversement, le propriétaire ne pouvait-il pas passer pour auteur intellectuel, le tiers n'étant que complice ? Le débat ne se ramène pas d'ailleurs à une simple question de mots, car suivant que l'on adopte l'un ou l'autre système la situation des délinquants change du tout au tout.

Admettons la première théorie, le tiers est auteur principal : incendiaire de la chose d'autrui il est puni des peines portées aux paragraphes 3 et 5 de l'article 434 c'est-à-dire, suivant les cas, soit des travaux forcés à perpétuité, soit des travaux forcés à temps.

Le propriétaire s'il est réputé complice, tombe, en vertu de l'article 59 du Code pénal, sous le coup des

1. Cas., 6 juillet 1854, D. 54.5. 429.

mêmes pénalités. En toute évidence ce système est fatal au propriétaire qui perd, de ce fait, la double prérogative attachée à sa qualité même, prérogative tenant soit à l'exonération de peine à défaut de préjudice causé à autrui, soit à la diminution de la peine applicable à la personne qui incendie sa propre chose au préjudice d'autrui. Tout au plus, comme palliatif, pourrait-on admettre en faveur du complice une exception personnelle tenant à sa qualité de propriétaire. Dans la seconde théorie au contraire, le propriétaire bénéficie du double privilège que nous venons de rappeler et le tiers par voie de conséquence, en profite également.

Au point de vue logique, celui-là apparaît bien comme l'auteur principal. Il est évident que le fait ne change pas de nature parce que le maître, au lieu de mettre lui-même le feu, a chargé de ce soin son domestique par exemple. Le crime en effet suppose une résolution et une action. Or la résolution est la cause unique de la criminalité et de la peine. Au point de vue légal, il n'en va pas de même : le Code pénal, dans l'article 60, a pris comme critérium de la complicité non pas la notion psychologique du crime, mais la matérialité du fait. C'est en se basant sur cette règle que la Cour de cassation a admis que le tiers devait être considéré comme auteur principal et le propriétaire comme complice, mais que celui-ci pouvait faire valoir une exception personnelle tenant

à sa qualité (1). Cette jurisprudence a été consacré définitivement par la loi du 13 mai 1863, qui, dans les paragraphes 4 et 6 de l'article 434, punit de la même peine que le propriétaire le tiers qui aura mis le feu sur l'ordre de celui-ci. « Le paragraphe 4, dit le rapporteur, punit des travaux forcés à temps le propriétaire des objets qui y sont désignés, lorsqu'il y met le feu lui-même. S'il se fait aider dans l'accomplissement de ce crime et si le feu est mis par un tiers, celui-ci ayant alors brûlé des objets qui ne lui appartiennent pas, est puni des travaux forcés à perpétuité et le propriétaire instigateur de l'incendie encourt la même peine comme complice. On arrive à un résultat analogue dans le cas prévu par le paragraphe 6. Ce résultat est à la fois anormal et injuste. Il est anormal, car les règles de la complicité appellent sur le propriétaire une peine plus grave que celle qu'il aurait encourue s'il avait été l'auteur du crime. Il est injuste car celui qui met le feu sur l'ordre du propriétaire n'est pas plus coupable que s'il l'avait mis à un objet à lui appartenant et le propriétaire qui provoque l'incendie ne doit pas être plus puni que s'il l'avait commis lui-même. »

Il résulte des principes rappelés plus haut qu'aucune peine n'est encourue, ni par le tiers ni par le propriétaire, sauf au cas d'incendie d'édifice habité ou

1. Cas., 18 nov. 1862. D. 63,1.51.

servant à l'habitation, si le sinistre n'a occasionné aucun dommage à autrui. La Cour de cassation a, en conséquence, fort justement décidé « que X. s'étant rendu complice par provocation et s'étant substitué sa femme pour arriver à l'incendie d'une maison non habitée lui appartenant, n'avait pas à répondre du préjudice apporté à sa propriété propre, mais uniquement du préjudice volontaire que l'incendie devait apporter à autrui (1) ».

Si au contraire l'acte criminel du tiers et de son complice a causé un préjudice quelconque à autrui, la justice pénale reprend ses droits ; elle les frappe tous deux d'une peine qui varie selon les distinctions établies par la loi, d'après la nature de l'objet incendié. Dans cette échelle de pénalité apparaît une disproportion marquée entre la peine qui frappe le propriétaire qui, en vue de réaliser un profit illégitime, met le feu à sa chose et celle qui est prononcée contre l'individu usant de manœuvres frauduleuses pour s'approprier le bien d'autrui et employant dans ce but d'autres moyens que l'incendie.

La loi vise, comme fait de provocation, l'ordre du propriétaire en employant le mot « ordre » dans son sens le plus large. Elle fonde, dans le paragraphe 4 et 6, la culpabilité de celui-ci sur des bases différentes de celles qui sont établies par l'article 60 du Code pénal.

1. Cas., 3 septembre 1863. D. 64.1.52.

Aussi la simple provocation du propriétaire à l'incendie de sa chose alors même qu'elle n'aurait pas été suivie de dons, de promesses ou de menaces suffirait-elle à la rendre passible des peines portées auxdits paragraphes. Mais l'incrimination légale est restreinte à ces deux textes, elle laisse le paragraphe 1^{er} en dehors de sa portée. Il semble dès lors que le propriétaire qui aurait fait mettre le feu à sa maison habitée ne devrait encourir la peine de mort que si l'on relevait à sa charge un fait de complicité prévu par l'article 60 (1).

SECTION V

Incendie par communication

L'incendie par communication est le fait d'incendier l'une des choses énumérées dans les cinq premiers paragraphes de l'article 434 en mettant volontairement le feu à un objet quelconque placé de manière à leur communiquer effectivement l'incendie. L'hypothèse à laquelle nous arrivons diffère donc essentiellement de celles qui, jusqu'à présent, ont retenu notre attention. Antérieurement nous supposions toujours que le feu était mis directement aux objets classés par la loi ; maintenant un intermédiaire intervient, premier foyer d'incendie, d'où le feu s'étendra pour atteindre l'une des choses spécialement visées dans les énumérations légales.

1. Garçon, n° 60.

Le Code de 1791 ne prévoyait pas l'incendie par communication comme une hypothèse distincte de l'incendie direct. Un même article englobait les deux cas : « quiconque sera convaincu d'avoir, par malice ou vengeance et à dessein de nuire à autrui, mis le feu à des maisons, bâtiments, édifices, navires, magasins, chantiers, forêts, bois-taillis, récoltes en meules ou sur pied, ou à des matières combustibles disposées pour communiquer le feu aux dites maisons... sera puni de mort (1). »

Trois conditions, d'après ce texte, étaient nécessaires pour l'application de la peine : d'abord le fait matériel de la mise du feu à des matières combustibles quelconques, ensuite l'intention de les incendier, enfin la volonté de communiquer le fléau aux objets protégés par la loi. La communication effective n'était pas exigée ; la seule éventualité de cette communication suffisait.

Le Code de 1810 semble toujours supposer la dualité d'intentions. Ainsi il a été jugé que ne pouvait être considéré comme coupable d'incendie, celui qui, en mettant volontairement le feu à des bruyères, a communiqué ce feu à une forêt, s'il a agi sans intention d'incendier cette forêt (2). La législation d'ailleurs ne se montre pas plus exigeante que sa devancière en ce qui concerne la communication effective du feu.

1. Art. 32, section 2, titre 2.

2. Toulouse, 10 nov. 1824. *Journal du Palais*.

Arrive la révision de 1832. Le projet maintenait, pour la qualification du crime, la nécessité de l'existence de la volonté de communiquer le feu mais la Commission de la Chambre modifia le système, comme nous le verrons plus loin. Deux tempéraments furent encore apportés à la disposition primitive : la loi nouvelle fait, au point de vue de la peine, les mêmes distinctions que pour l'incendie direct, distinctions basées sur la nature de l'objet et le droit de l'agent sur cet objet ; elle a de plus exigé la communication effective du feu.

L'incendie par communication suppose donc, dans le dernier état de la législation, la réunion de trois conditions, expressément indiquées dans un arrêt du 1^{er} juillet 1852 « pour constituer le crime, il faut : 1° que la communication ait été possible ; 2° qu'elle ait eu lieu réellement ; 3° que le feu ait été mis volontairement aux objets qui l'ont communiqué » (1).

1° *Communication possible*. — Les objets incendiés doivent être placés de manière à communiquer l'incendie : c'est dans ce fait que réside toute la moralité de l'action. Le geste de l'agent est criminel pour cette seule raison que le feu peut se transmettre aux choses situées à proximité du premier foyer de combustion. La situation des objets qui ont servi de véhicule à l'incendie fait en effet suffisamment présu-

1. S., 1852, 1, 479.

mer l'intention coupable. Evidemment cette première condition comporte de l'élasticité: quand peut-on dire qu'une chose est placée de manière à communiquer l'incendie à un autre? Pure question d'espèce. Un élément atmosphérique quelconque, parfois des conditions de fait spéciales peuvent avoir une influence sur le résultat effectif. Quoi qu'il en soit, il est certain que la loi n'exige pas le contact direct, mais la communicabilité. Il est donc nécessaire de constater avec soin la position des objets incendiés et leur rapport de proximité ou d'éloignement avec les choses auxquelles le feu s'est communiqué. C'est ainsi que la Cour suprême a cassé un arrêt « parce qu'il n'était pas dit que la maison qui avait communiqué l'incendie fût placée de façon à le communiquer et qu'ainsi l'élément constitutif du crime n'était pas établi » (1). Mais tandis qu'il est suffisant, pour que le premier élément du délit existe, que le feu ait été mis à des choses quelconques, il est indispensable, en ce qui concerne le second que la communication ait été faite à l'un des objets énumérés dans les précédents paragraphes de l'article 434.

2° *Communication effective de l'incendie.* — Cet élément constitue le fait matériel du crime. Un arrêt de Cassation l'indique nettement: « Il est certain, y est-il dit, que le caractère du crime d'incendie par

1. Cas , 25 juillet 1882. *Bul., crim.*, 1882, n° 230.

communication n'est pas seulement d'avoir mis volontairement le feu à des objets quelconques placés de manière à communiquer l'incendie à l'un des objets énumérés dans les paragraphes 1, 2, 3 et 5, mais principalement et surtout d'avoir communiqué ledit incendie (1) ». Le texte d'ailleurs est formel : « celui qui aura communiqué ». Donc, tant que le feu ne s'est pas communiqué, le crime d'incendie par communication n'est pas caractérisé ; mais une fois qu'il l'est, le crime existe alors même qu'aucun dommage n'aurait été commis. Nous nous trouvons ici en présence d'un délit puni d'après le résultat obtenu, et ce résultat c'est la communication du feu. Mais s'il en est ainsi, la première condition n'était-elle pas inutile à formuler ? Puisque la communication est effective, elle était donc possible. Oui, et c'est là précisément qu'apparaît la raison d'être de cette première condition. Elle détermine dans l'échelle de la possibilité le degré au delà duquel il devient irrationnel de voir un fait normal de communication. La loi, en effet, ne dit pas textuellement que la communication doit être possible ; elle exige simplement que les objets soient placés de manière à communiquer l'incendie, excluant ainsi toute transmission accidentelle. Il est bien évident, par exemple, que ne constituera pas le crime prévu

1. Cas., 3 janvier 1846. D. 46.4.140. Cas., 5 avril 1855. *Bul. crim.*, n° 119.

par le paragraphe 7, le fait du cultivateur qui, brûlant dans un champ des résidus de récolte, communique le feu, à la suite d'un coup de vent violent, à une maison d'habitation située à cent mètres du foyer d'incendie. La seconde condition est bien réalisée, la première ne l'est pas. Celle-ci restreint notablement le champ d'application de celle-là.

3° *Le feu doit avoir été mis volontairement aux objets qui l'ont communiqué.* — Ici reparait l'importance attachée à la volonté comme base de la culpabilité. Si l'acte de l'agent n'était pas volontaire, il resterait en dehors des dispositions légales qui rentrent dans le cadre de cette étude. Mais à quel fait doit s'attacher la volonté criminelle ? La loi dit : « celui qui aura communiqué l'incendie à l'un des objets énumérés dans les précédents paragraphes en mettant volontairement le feu à des objets quelconques. » Le feu doit donc avoir été mis volontairement aux choses qui le communiquent ; mais l'incendiaire doit-il aussi avoir voulu la communication ? Question extrêmement délicate qui a servi de base à de nombreuses controverses et dont nous renvoyons l'étude au chapitre suivant.

Le Code de 1810 exigeait que le feu ait été mis à des matières combustibles. Le législateur, en 1832, craignant que des difficultés ne s'élevassent sur le caractère de combustibilité de ces matières, substitua aux expressions « matières combustibles » le terme

« d'objets quelconques ». Dès lors il n'importe pas que les objets qui doivent communiquer l'incendie appartiennent à l'une des catégories énumérées dans les cinq premiers alinéas de l'article 434, qu'ils soient plus ou moins inflammables ou plus ou moins aptes à transmettre le feu. La question de propriété elle-même est absolument indifférente, le crime existe quoique les choses qui servent de véhicule à l'incendie appartiennent au délinquant qui les détruit dans l'exercice de son droit.

Mais il est nécessaire que le feu ait été communiqué à l'un des objets énumérés dans les dispositions qui viennent d'être rappelées : s'il a été transmis à une chose qui ne rentre pas dans l'une des catégories prévues, le paragraphe 7 reste inapplicable.

Celui-ci dispose, au cas où les conditions légales d'existence du crime d'incendie par communication sont réunies, que le coupable « sera puni de la même peine que s'il avait directement mis le feu » aux objets auxquels l'incendie a été communiqué. Il en résulte que les règles relatives à l'incendie direct des objets énumérés par la loi régiront également l'incendie de ces objets mis par communication. Par conséquent les paragraphes 3 et 5 de l'article 434 ne recevront d'effet que dans le cas où les édifices, navires..., etc., auxquels le feu a été communiqué appartiendront à autrui ; de même si l'édifice, propriété de l'incendiaire était détruit à la suite d'un incendie par com-

munication, un préjudice causé à autrui pourrait seul légitimer les sanctions pénales indiquées aux paragraphes 4 et 6. Se basant sur ce principe la Cour de cassation a déclaré que la peine de mort ne pouvait pas être prononcée contre un individu reconnu coupable par le jury d'une tentative de communication d'incendie à un édifice appartenant à autrui sans qu'il soit dit que cet édifice fut habité ou servit à l'habitation(1).

Étant donnée la nature de l'incendie par communication, il peut arriver souvent qu'on se trouve en présence de deux crimes distincts : d'abord l'incendie des objets qui ont communiqué le feu, ensuite l'incendie des objets auxquels le feu a été communiqué. En vertu du principe de non cumul (art. 365 C. I. C), la plus forte peine seule sera applicable. Mais est-ce là une raison pour ne pas soumettre au jury les deux incriminations distinctes, et pour ne pas lui poser deux questions ? Evidemment non. Il y a même un très gros intérêt à le faire, car il se peut que le jury réponde négativement sur la question d'incendie par communication. La réunion des deux faits constituerait le vice de complexité (2).

La position des objets qui ont communiqué l'incendie et la communication du feu sont des éléments

1. Cass., 22 sep. 1836, S. 1837.1.500.

2. Cas., 30 nov. 1848. *Bul. crim.*, n° 296.

constitutifs du crime qui doivent être reconnus par le jury à peine de nullité (1).

D'autre part, la nature de l'objet auquel le feu a été communiqué faisant varier la peine, si la nature de cet objet est, non pas constitutive, mais seulement aggravante du crime, il y a lieu de poser sur elle une question spéciale au jury. Ainsi, si le feu a été communiqué à un édifice habité, cette circonstance d'habitation, aggravante de la culpabilité, doit faire l'objet d'une question séparée. La jurisprudence est constante sur ce point (2).

SECTION VI

Incendie ayant occasionné la mort

Sous l'empire du Code de 1810, l'incendie ayant occasionné la mort d'une personne n'apparaissait pas comme un fait délictueux distinct de l'incendie ordinaire. L'uniformité de peine érigée en principe par l'article 434 enlevait à ce crime sa physionomie propre. Comment punir en effet d'une aggravation de peine l'incendie qui occasionne la mort d'une personne, puisque, abstraction faite de cette malheureuse conséquence, ce fait se trouve déjà comporter comme

1. Cas., 3 janv. 1846. D. 46. 4. 140.

2. Cas., 16 janv. 1845. *Journal du Palais*, 1846. 2. 45. Cass., 11 avril 1845. *Journal du Palais*, p.158. Cas., 3 janvier 1846. D. 1846. 4. 140, etc.

sanction la peine de mort ? Curieuse constatation : cette législation, inspirée avant tout d'une haute pensée de protection sociale, restait impuissante quand la sécurité de la vie humaine était le plus sérieusement compromise ! La loi de 1832 ayant substitué à cette conception simpliste de la pénalité un système rationnel graduant la peine suivant la gravité de l'acte, l'hypothèse de la mort, comme conséquence de l'incendie, devait fatalement retenir l'attention du législateur. Pour rendre plus efficace ce principe de protection, celui-là a ajouté un dernier paragraphe à l'article 434. « Dans tous les cas, si l'incendie a occasionné la mort d'une ou de plusieurs personnes se trouvant dans les lieux incendiés au moment où il a éclaté, la peine de mort sera prononcée. »

Il résulte de ce texte même que son application est subordonnée à l'existence de trois conditions. Il faut 1° qu'il s'agisse de l'un des crimes d'incendie prévus par l'article 434 et non déjà punis de mort ; 2° que ce crime ait occasionné la mort d'une ou plusieurs personnes ; 3° que ces personnes se soient trouvées dans les lieux incendiés au moment où le feu a éclaté.

Première condition. — A lire superficiellement le texte, il semble que nous ajoutions quelque chose à sa lettre en exigeant la première condition. « Dans tous les cas » dit-il ; or il est de fait qu'en bon français cette expression ne signifie pas dans certains

cas. Il paraît donc logique d'admettre que la loi n'a pas restreint la protection de la vie humaine aux seules hypothèses dans lesquelles elle punit le crime d'incendie. Cette solution est en parfaite concordance avec son esprit. Dès l'instant qu'un incendie quelconque a coûté la vie à une personne, les deux autres conditions étant réunies, la nouvelle disposition devrait se trouver immédiatement applicable. Aucun doute semble-t-il, n'est possible. Et cependant, après réflexion, est-il si logique de donner aux expressions légales ce caractère de généralité et, indépendamment de toute logique, la justice la plus élémentaire ne s'élève-t-elle pas contre cette extension arbitraire du sens d'un mot ?

Et d'abord il n'est pas logique d'étendre à tous les cas possibles d'incendie la portée d'application du paragraphe 8 : il est bien certain en effet que celui-ci ne se réfère pas aux deux premiers paragraphes de l'article 434, puisque ces textes punissent l'incendiaire de la peine de mort, abstraction faite de tout accident mortel causé par le feu. De plus la mort, conséquence de l'incendie, joue ici le rôle de circonstance aggravante de la criminalité du fait. Il faut donc que ce fait, en l'espèce l'incendie, soit punissable. Or il ne l'est pas toujours ; il ne l'est que dans les seules hypothèses visées par l'article 434. Dès lors la disposition ne peut s'appliquer qu'aux seuls cas où l'incendie qui a occasionné la mort a déjà en lui-

même, et indépendamment de cet homicide les caractères du crime prévu par l'article dont il s'agit et non puni de mort. Il est vrai que le paragraphe 7 de ce texte relatif à l'incendie par communication envisage l'incendie d'objets quelconques ; seulement il ne le considère pas comme fait punissable mais comme moyen d'exécution d'autres incendies réprimés différemment suivant les cas et la nature des objets auxquels le feu a été communiqué.

Nous avons aussi invoqué plus haut une raison d'équité. Serait-il juste en effet que le législateur frappât d'une pénalité aussi forte que la peine de mort l'individu qui, ayant mis le feu à une chose à lui appartenant sans qu'il en résulte pour autrui le moindre préjudice, aurait causé la mort d'une personne dissimulée à son insu dans l'objet détruit ? Un tel acte a tous les caractères d'un homicide par imprudence : pourquoi substituer à la peine correctionnelle que la loi attache à ce délit, une peine criminelle, et la plus grave de toutes, la peine de mort ? Est-ce parce que l'instrument employé a été le feu ? Qu'on ne prétende pas d'ailleurs que cette interprétation favorisera l'impunité d'un homicide causé de telle façon ! De deux choses l'une en effet : ou bien l'agent a connu la présence d'une personne au milieu des objets incendiés et alors nous nous trouvons en face d'un meurtre ou d'un assassinat commis par le feu, ou bien cet agent a, sans intention criminelle, occasionné par

son acte la mort d'un tiers et alors un homicide par imprudence doit lui être imputé.

Le paragraphe 8 suppose bien entendu que l'homicide, résultat de l'incendie, est accidentel, car s'il était volontaire son auteur se serait rendu coupable de deux crimes : un incendie et un assassinat.

Deuxième condition. — Le texte est strict : des blessures même très graves n'entraîneraient pas l'application de notre disposition. On peut se demander si cette exigence de la loi ne constitue pas une lacune. Nous admettons que la peine de mort soit réservée pour une éventualité fatale, mais, en dehors de ce cas, il serait logique, semble-t-il, de sanctionner toute atteinte portée à l'intégrité corporelle d'une aggravation de peine variant avec l'importance du dommage (1).

Si la mort doit être la conséquence de l'incendie, le texte ne stipule pas qu'elle en doive être la conséquence immédiate, nous voulons dire qu'il n'exige pas que la victime soit ramassée inerte sur le lieu du sinistre. Le décès peut survenir dans un certain délai dès l'instant qu'il est le résultat direct de l'incendie. Les articles 231 et 316 du Code pénal, relatifs aux

1. Voir Code pénal suédois, chapitre XIX, n° 1 : «... Si quelqu'une des personnes présentes a subi par suite de l'incendie une grave lésion corporelle, l'incendiaire sera puni des travaux forcés à perpétuité ou de huit à dix ans. Si la mort en est résultée, l'incendiaire sera puni de mort ou de travaux forcés à perpétuité. »

violences exercées contre les fonctionnaires et agents de l'autorité, subordonnent l'aggravation de la peine à la survenance de la mort dans les quarante jours. Par analogie, on a voulu exiger ce délai de quarante jours dans notre hypothèse, sans se rendre compte que la loi dans les articles susvisés établit une présomption légale dont l'extension au cas que nous examinons serait vraiment trop arbitraire. Le plus sage est de laisser cette question, simple question de fait d'ailleurs, à la souveraine appréciation du jury qui la tranchera en basant son avis sur des déclarations d'experts compétents.

Troisième condition. — L'expression « au moment où le feu a éclaté » employée ici par le législateur est-elle bien exacte? N'est-ce pas plutôt les termes « au moment où le feu a été mis » dont il aurait dû se servir? Nous avons vu antérieurement que le crime d'incendie est consommé dès que le feu a été mis aux objets qu'il est dans la pensée de l'agent de détruire. Logiquement donc c'est à partir de cet instant que l'incendiaire doit être rendu responsable de la présence de personnes dans les lieux sinistrés. Car il peut s'écouler un temps assez long entre le moment où le feu a été mis et celui où il a éclaté. D'après M. Garraud, au contraire, les expressions dont se sert la loi indiquent bien que l'incendiaire est responsable de la mort des personnes qui surviennent après qu'il a mis le feu et jusqu'à l'instant où celui-ci a

pris un développement tel qu'on peut dire que l'incendie est consommé. Pour cet auteur ces termes confirment l'opinion qu'il a exposée sur la phase de consommation de l'incendie (1).

Quoi qu'il en soit, étant donné ce texte restrictif, on ne pourrait pas imputer à l'incendiaire la mort de personnes accourues pour apporter des secours ; aucune aggravation de peine ne devrait résulter de ce chef à son détriment : c'est ainsi, par exemple, que si un pompier trouvait la mort en combattant l'incendie d'un édifice non habité, le coupable n'encourrait que les travaux forcés à perpétuité.

Il est évident, bien entendu, que si le délinquant n'avait eu d'autre but que de ravir la vie de sa victime, son geste homicide donnerait naissance à deux crimes : un assassinat et un incendie. Deux crimes punis de peines identiques, mais dont les caractères comme les conditions d'existence, diffèrent essentiellement. L'assassinat par le feu en effet entraîne la peine capitale alors même que l'incendie n'aurait pas été mis aux objets spécifiés dans les classifications légales ; cette exigence s'impose pour la qualification de l'incendie ayant occasionné la mort d'une ou plusieurs personnes. De plus s'il n'est pas obligatoire que la victime d'un homicide volontaire par le feu se trouve dans les lieux incendiés au moment où le

1. Garraud, t. VI, n° 2634 en note.

feu a été mis, sa présence y serait nécessaire pour l'application du paragraphe 8 de l'article 434.

La circonstance qu'une ou plusieurs personnes ont trouvé la mort dans l'incendie est aggravante de la culpabilité : elle doit donc être détachée de la question principale et soumise au jury séparément (1).

1. Cas., 4 janv. 1872. *B. crim.*, n° 1.

CHAPITRE IV

Élément intentionnel du crime d'Incendie

Jusqu'ici, au cours de cette étude, nous n'avons envisagé le crime d'incendie qu'au point de vue objectif, c'est-à-dire au point de vue de sa réalisation matérielle. Mais une fois l'acte incriminé par la loi accompli, dans notre hypothèse, une fois le feu allumé, à quelles conditions la justice pénale peut-elle se saisir du coupable et lui infliger la peine qu'elle attache au fait dont il est l'auteur ?

Deux éléments constituent la base de l'imputabilité : l'intelligence et la liberté. L'intelligence ou la raison morale, la conscience du bien et du mal ; la liberté ou la faculté de choisir librement entre le bien et le mal. Privé de l'une ou de l'autre, l'auteur d'un fait matériel relevant de la loi pénale n'en supporte pas la responsabilité : il en est exonéré par suite de l'absence de faute. Mais supposons ces conditions réunies. L'agent excipe de sa bonne foi pour se soustraire aux conséquences répressives de son acte : il a commis un fait délictueux, c'est vrai, mais il n'avait pas l'intention de le perpétrer. On pourrait

être tenté de rejeter cette justification par la raison bien simple que le fait incriminé est intentionnel puisqu'il est volontaire. Ce serait un très mauvais argument. La volonté et l'intention sont en effet deux choses absolument différentes. La volonté se manifeste comme la faculté pour un individu d'accomplir un certain acte sans y être contraint. Il est possible que l'exécution de cet acte lèse un intérêt dont l'atteinte est réprimée par la loi. L'agent cependant ne sera pas nécessairement punissable : pour encourir une sanction pénale il faudrait qu'il eût voulu le résultat dommageable, qu'il eût agi avec intention. L'intention c'est donc la conscience chez l'agent de perpétrer un acte contraire à la loi, d'enfreindre les dispositions légales. L'intention apparaît ainsi comme une manière d'être de la volonté, c'est le but immédiat vers lequel elle tend. Voici, par exemple, un promeneur qui, en forêt, jette encore enflammée l'allumette à laquelle il a allumé un cigare ; le bois est sec, un incendie se déclare. Ce touriste imprudent est-il coupable du crime prévu par l'article 434 ? Evidemment non. Le jet de l'allumette est bien volontaire, mais l'incendie ne l'est pas : l'élément intentionnel de l'infraction fait ici défaut.

De même qu'il faut bien distinguer l'intention de la volonté, de même il faut se garder d'une confusion entre le mobile et l'intention. Le mobile est le motif qui détermine la volonté de l'agent. Un individu met

le feu à un édifice avec l'intention de l'incendier. Pourquoi veut-il détruire cet édifice ? Ce peut-être par vengeance, par cupidité, par aberration même d'un sentiment généreux. La vengeance, la cupidité sont les mobiles qui ont poussé l'incendiaire à son action criminelle. D'ailleurs une fois réalisée, cette action, souvent n'aura été qu'un moyen employé pour atteindre le véritable but poursuivi par le coupable. Le but immédiat, l'incendie, disparaît devant le but médiateur, le mobile qui a inspiré le délit. Cette distinction de l'intention et du mobile est de la plus haute importance. Au point de vue juridique en effet les mobiles sont indifférents : la loi n'en tient pas compte pour l'appréciation de la culpabilité et la fixation de la peine. Rarement d'ailleurs les motifs qui auront déterminé l'agent au fait incriminé seront honorables. Le plus souvent ils seront inspirés par une passion vile ou honteuse ; cependant la pratique a enregistré, comme à toute règle générale quelques rares exceptions.

Toutefois deux choses sont à noter : 1° si la loi se désintéresse des mobiles, le juge peut les prendre en considération pour la fixation de la peine ; 2° dans certains cas exceptionnels la loi elle-même décide que le coupable en accomplissant l'acte criminel doit avoir voulu atteindre un but déterminé : on dit alors quelle exige un vol spécial.

L'intention ainsi définie, il n'est pas douteux qu'elle

constitue l'élément essentiel du crime d'incendie. « Quiconque aura volontairement mis le feu » dit l'article 434 et le Code de 1791 portait dans son article 32 : « Quiconque sera convaincu d'avoir par malice ou vengeance et à dessein de nuire à autrui mis le feu... » Ce texte contenait implicitement une confusion entre l'intention et le mobile, confusion qui aurait pu induire le jury en erreur. Aussi, en 1810, pour enlever au projet présenté par elle toute ambiguïté, la Commission proposa-t-elle d'insérer dans l'article relatif à l'incendie le mot « volontairement » écartant de la sorte du champ d'application de cette disposition le délit occasionné par imprudence ou par négligence (1).

La qualification du crime d'incendie est donc subordonnée à l'intention chez l'agent de produire un résultat auquel la loi attache un caractère délictueux. La jurisprudence a confirmé ce point en décidant « que le fait de la volonté est un élément constitutif du crime spécifié par l'article 434 et que l'auteur n'est passible des peines qu'autant qu'il est déclaré coupable d'avoir mis le feu volontairement (2) ».

Peu importe d'ailleurs que le résultat poursuivi n'ait pas été atteint : cette circonstance ne modifie pas en effet l'immoralité de l'acte. L'existence d'une

1. Loaré, t. 31, XI, 19.

2. Cas., 7 fév. 1896. D. 97.1.173.

relation directe de cause à effet contre la volonté et le résultat de l'incendie est donc absolument indifférente. C'est ainsi que la Cour de cassation a pu qualifier tentative d'incendie et non pas tentative d'évasion le fait de deux détenus qui avaient tenté d'incendier une porte de prison pour s'évader car « en substituant à la seule condition de la volonté expressément déterminée par la loi pour constituer le crime d'incendie la considération d'une intention ultérieure on méconnaîtrait les dispositions formelles de l'article 434 (1) ».

S'agit-il des crimes spécifiés aux paragraphes 1 et 2, l'intention sera réalisée lorsque le feu aura été mis volontairement soit à un édifice, soit à tout autre lieu habité ou servant à l'habitation soit à des wagons contenant des personnes. Vainement le coupable invoquera sa bonne foi ou son ignorance : sa bonne foi en prétendant qu'il avait tout lieu de croire que personne ne se trouvait dans l'immeuble détruit (2), son ignorance en soutenant qu'il était persuadé que l'édifice ne servait pas à l'habitation. S'agit-il des faits incriminés par le paragraphe 3 à 6, l'agent sera punissable s'il a mis le feu volontairement aux choses énumérées aux dits paragraphes sous la condition qu'il ait su que l'objet incendié appartenait à un tiers ou que son acte allait causer préjudice à autrui.

1. Cas., 21 août 1845. D. 45.5.502.

2. Cas., 17 déc. 1842. S. 44.1.92.

Quant au mobile, naturellement la loi s'en désintéresse : même s'il est louable il n'influe pas sur la criminalité légale du fait. Le législateur a vu dans la gravité sociale du crime d'incendie le motif de sa sévérité ; cette gravité ne varie pas quelque soit le mobile qui ait provoqué la manifestation délictuelle. La Cour de cassation a affirmé ce principe dans l'espèce suivante : un individu avait incendié une cabane occupée par un homme et une femme vivant maritalement dans l'intention de faire quitter la commune à ces personnes dont l'exemple pouvait avoir de fâcheuses conséquences pour la moralité des habitants. La Chambre des mises en accusation ayant déclaré qu'il n'y avait pas lieu à suivre, l'intention de nuire n'étant pas suffisamment établie, la Cour suprême a cassé cet arrêt, « attendu que l'intention de nuire exigée par la loi résultait implicitement du fait même de l'incendie volontaire reconnu par le juge et de la circonstance également constatée par l'arrêt que l'auteur de l'incendie avait voulu par ce moyen expulser de la commune les habitants de la cabane (1). »

Dans la plupart des cas il existe entre l'intention criminelle et le résultat obtenu un rapport étroit et concordant. Généralement en effet, l'auteur d'un fait délictueux prévoit et veut toutes les conséquences de son action : un assassin, par exemple, prévoit la mort de sa victime et il la désire ardemment. Il y a

1. Cas., 15 juin 1871. D. 71.1.363.

ici volonté précise d'atteindre le résultat puni par la loi : on dit qu'il y a dol direct. Mais il peut arriver que ce rapport de concordance étroite entre l'intention et le résultat n'existe pas, il peut arriver que le résultat ait dépassé l'intention : une personne en frappe une autre ; naturellement il n'est pas dans l'intention de l'agresseur de tuer son adversaire, mais il lui assène des coups tellement violents qu'il prévoit qu'il pourrait bien le faire mourir. Il le tue. Le résultat est préter intentionnel, puisque la conséquence fâcheuse qu'emporte le fait n'était pas voulue, mais simplement prévue : on dit dans cette hypothèse qu'il y a dol éventuel. Le caractère distinctif du dol éventuel est donc la prévision sans la volonté. Imaginée par les canonistes du Moyen Age, cette théorie a été reprise et développée avec un grand succès par la doctrine allemande dans le cours du dernier siècle.

Un problème délicat est celui de la sanction à attacher au dol éventuel. Doit-on punir le coupable comme s'il avait voulu les conséquences du fait qu'il a seulement prévues ?

Les anciens canonistes, envisageant surtout l'action au point de vue moral, étaient d'avis que celui qui accomplit un acte illicite, répond de toutes les suites que comporte cet acte : « Versante in se illicita imputantur omnia quæ sequuntur ex delicto (1). » Ils ren-

1. Bernard de Pavie. *Competatio extravagantium*, lib. II, titre X : de Homicidia voluntaris vel casuali.

daient donc le délinquant responsable des conséquences mêmes qu'il n'avait pas prévues. C'était aller un peu loin dans la voie de la rigueur. Aussi les légistes des siècles suivants atténuèrent-ils la théorie en s'attachant surtout à l'idée de connexion, à l'idée de cause à effet probable de telle sorte qu'on ne doive rechercher l'agent que pour les conséquences qu'il a pu vraisemblablement prévoir, pour celles qui sont dans l'ordre naturel et habituel des choses.

Le crime d'incendie par communication nous offre une hypothèse de dol éventuel. Nous avons vu que la loi exige, pour la qualification de ce fait, entre autres conditions, la volonté chez l'incendiaire de mettre le feu aux objets qui l'ont communiqué ; mais exige-t-elle chez lui la volonté de communiquer le feu ?

Historiquement le problème est simple : sous l'empire des Codes de 1791 et de 1810, l'incendiaire devait avoir l'intention de communiquer le feu. La jurisprudence était d'accord sur ce point avec la doctrine (1). Lors de la revision de 1832, la Commission de la Chambre des Députés abandonna ce système : il résulte en effet des discussions législatives et des modifications mêmes apportées au texte que l'intention de communiquer le feu n'est pas nécessaire. L'étude impartiale du paragraphe 7 de l'article 434

1. Toulouse, 10 novembre 1824 *Journal du Palais*.

conduit d'ailleurs à cette conclusion. La thèse contraire conserve cependant des partisans qui invoquent à son appui un passage du rapport à la Chambre des Pairs visant « l'incendie d'objets placés volontairement de manière à communiquer le feu ». N'est-ce pas là la preuve que la communication elle-même doit être voulue ? Non, car le texte dont il s'agit contient à n'en pas douter une transposition du mot « volontairement » : or sur une erreur de ce genre nous ne pouvons baser tout un système légal.

La Cour de cassation a affirmé sa jurisprudence dans ce débat en cassant un arrêt de la Cour de Rennes qui avait refusé de mettre une personne en accusation sous le prétexte qu'il n'était pas établi qu'elle avait eu la volonté de communiquer l'incendie en mettant volontairement le feu à l'objet qui devait le communiquer « attendu qu'en exigeant qu'il y eut non seulement volonté de mettre le feu, mais volonté de le communiquer, l'arrêt attaqué a ajouté aux caractères constitutifs du crime prévu par le paragraphe 7 de l'article 434 et en a ainsi violé les dispositions (1). »

Un arrêt plus récent du 5 août 1895 a cependant décidé qu'il devait y avoir non seulement volonté de mettre le feu mais volonté de le communiquer (2).

1. Cas., 1^{er} juillet 1852.S.52.1.479.

2. Cazaud. *Bulletin des Arrêts criminels*.

Cet arrêt consacre, à notre avis, une erreur certaine.

Le rapporteur de la loi devant la Chambre des Députés a expliqué ainsi la disposition dont il s'agit. « Par une présomption légale que votre commission a jugée indispensable, la possibilité de la communication d'incendie suivie d'une communication effective est considérée comme une preuve de l'intention. » Mais l'intention de quoi ? de communiquer le feu probablement. L'agent aurait donc voulu la communication ; du moins il y aurait une présomption légale en ce sens. Cette interprétation n'est peut-être pas très exacte : l'incendiaire est responsable des conséquences de son acte parce qu'on présume non pas qu'il a voulu la communication comme souhaitable, mais qu'il l'a prévue comme possible. C'est cette prévision des suites nuisibles de son acte qui fonde sa responsabilité, il connaissait la puissance de destruction de l'instrument qu'il employait, il savait qu'en réalité ses désirs nocifs pouvaient être dépassés. Cependant il a agi dans une insouciance absolue du résultat : une présomption de dol éventuel est relevée à sa charge (1).

Et cette théorie peut avoir de lourdes conséquences : une personne met le feu à un objet sans valeur lui appartenant ; cet objet est placé de telle manière

1. Comparer : Code pénal du canton de Berne, art. 193. « Le coupable d'incendie volontaire est responsable, comme les ayant voulues, de toutes les suites résultant de son crime et qu'il pouvait prévoir. »

que le feu se communique à la maison du voisin, lieu habité. Présomption de dol éventuel : c'est la peine de mort pour l'incendiaire. Mais celui n'a-t-il pas un moyen de défense, ne peut-il pas objecter : j'avais prévu que la communication ne se ferait pas ? Blanche lui accorde ce droit : « celui qui met le feu à des objets placés de manière à communiquer l'incendie est présumé jusqu'à preuve contraire avoir eu l'intention de le communiquer à l'objet qui a été atteint. Si cette preuve n'est pas faite, il suffit qu'il soit établi que le prévenu a mis volontairement le feu aux objets placés de manière à communiquer l'incendie pour qu'il soit mis en accusation (1). » La preuve administrée détruit la présomption légale et soustrait le prévenu à toute condamnation. Ce système a été sanctionné par un arrêt de la Cour de cassation (2).

Chauveau est Hélie, sans aller aussi loin que Blanche, ne réservent que l'événement imprévu et admettent que la présomption légale, comme toute présomption en matière criminelle, doit « céder à la vérité » (3).

M. Garraud rejette ces deux atténuations. Il n'existe pas là, dit-il, une présomption légale qui doive tom-

1. Blanche, t. VI, n° 531. Dans le même sens : Girot. De l'Incendie par communication. *Thèse Paris*, p. 29.

2. Cas., 14 juin 1849. D. 49.5.248.

3. Chauveau et Hélie, t. VI, n° 2555.

ber devant la preuve contraire, mais une disposition expresse qui assimile en cas d'incendie l'intention éventuelle à l'intention déterminée. « L'agent a prévu et voulu un mal direct : l'incendie des matières auxquelles il a mis le feu et il a prévu sans le vouloir mais en les acceptant cependant comme possibles d'autres conséquences qui dépassent son but direct. La pénalité sera donc encourue même dans le cas où l'incendiaire aurait pris toutes les dispositions possibles pour que le feu ne se transmette pas (1). »

A l'appui de cette thèse on peut citer un échange d'observations concluantes qui eut lieu, lors de la discussion de la loi de 1832, à la Chambre des Pairs entre un membre de cette Chambre, Cuvier, et le Garde des Sceaux. Cuvier disait : « D'après le projet de loi, c'est uniquement des vents que dépendra la gravité de la peine. Celui qui aura mis le feu par un temps calme encourra une peine moindre pour la même action que celui qui l'aura commise par un temps moins favorable. » Le Garde des Sceaux lui répondit : « Il est vrai que, malgré toutes les précautions prises, quoique l'incendiaire n'ait voulu atteindre que sa propre chose, il peut arriver que le vent communique l'incendie. Il en subira la responsabilité. Il y a déjà une peine très grave si l'incendie s'arrête à sa propriété. Si un accident porte le ravage un peu

1. Garraud, t. VI, n° 2626.

plus loin, quoique la volonté n'ait pas concouru à cette communication, comme déjà il y avait crime, perversité dans la volonté, il supportera la responsabilité nouvelle des dommages qu'il pourra avoir occasionnés (1). Il est hors de doute que ce passage ne réserve pas la preuve contraire.

M. Garçon, dans son *Code pénal annoté*, expose sur ce sujet une théorie très ingénieuse. A son avis, l'incendiaire serait responsable de toutes les conséquences pénales de son acte, sans qu'il y ait lieu de rechercher si la communication avait été voulue par lui, s'il était dans son intention d'allumer un incendie criminel, s'il avait sûrement commis un des crimes prévus par les six premiers paragraphes de l'article 434. Mais si l'agent avait mis le feu dans des conditions telles qu'aucun desdits paragraphes ne lui soit applicable, « il ne pourrait être responsable de l'incendie par communication que s'il avait eu la volonté de le commettre : une prévision plus ou moins vague de la possibilité de cette communication ne suffirait même pas » (2). Cette théorie est très équitable en son fond « car il est tout à fait injuste de punir un individu pour un acte qu'il avait le droit d'accomplir parce que cet acte, à son insu, a porté des conséquences délictueuses » (3). Malheureusement

1. *Moniteur*, 22 mars 1832, p. 841.

2. Garçon, n° 142.

3. Garçon, n° 134.

elle se heurte à un argument considérable, le texte même de l'article 434 qui n'établit pas la distinction proposée par M. Garçon.

Nous tenons donc pour exact en principe le système de M. Garraud: ses conséquences en sont peut-être rigides puisqu'il fonde une responsabilité sur une simple absence de prévision. Aussi pour en atténuer les effets, admettrons-nous, que la position des objets qui ont communiqué l'incendie doit être telle qu'un homme raisonnable eût dû prévoir la communication.

Parmi les législations étrangères, la législation belge consacre à l'incendie par communication deux dispositions très intéressantes; les articles 516 et 517. Ces articles sont ainsi conçus : Article 516 « Celui qui, dans l'intention de commettre l'un des faits prévus aux articles 510, 511 et 512 aura mis le feu à des objets quelconques placés de manière à le communiquer à la chose qu'il voulait détruire, sera puni comme s'il avait mis ou tenté de mettre le feu à cette dernière chose. » — Article 517: « Lorsque le feu se sera communiqué de l'objet que le coupable voulait brûler à un autre objet dont la destruction emporte une peine plus forte, cette dernière peine sera prononcée si les deux choses étaient placées de manière que l'incendie a dû nécessairement se communiquer de l'une à l'autre. »

Ces articles se réfèrent à deux hypothèses distinc-

tes. Le premier a trait au cas où l'incendiaire met le feu à des objets quelconques avec l'intention bien déterminée de le communiquer à l'une des choses énoncées aux articles précédents. La question d'intention est ici prépondérante, le délinquant n'utilise les premiers objets que comme moyens de transmission puisque leur destruction n'est pas son but immédiat. Le texte d'ailleurs n'exige pas que la communication du feu soit effective la volonté criminelle étant suffisamment établie. Si cette communication a lieu le crime sera consommé; si elle échoue, par suite de circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur, le crime ne sera que tenté.

Le deuxième article est plus complexe. Il vise le cas où l'agent a voulu brûler certaines choses et où le feu s'est communiqué à un objet dont la destruction est punie d'une peine plus forte. Dans cette hypothèse l'intention du délinquant semble indifférente. Cependant la loi le rend responsable de cet incendie immédiat parce qu'elle présume qu'il a voulu la communication qui, d'après la position des objets, apparaît comme une conséquence fatale de son fait. Le texte dit en effet : « si les choses étaient placées de manière que l'incendie a dû nécessairement se communiquer de l'une à l'autre. » Cette certitude de communication établit à la charge de l'agent une présomption d'intention. Simple présomption naturelle d'ailleurs qui tombe devant la preuve contraire.

De ce simple exposé ressortent les divergences profondes qui séparent la législation belge de la législation française. La comparaison n'est pas à l'avantage de notre Code dont l'imprécision a fait naître, nous l'avons vu, de grandes difficultés d'interprétation.

Rapprochons, en passant, de l'article 517 du Code belge l'article 465 du Code pénal portugais qui rend le délinquant responsable de l'incendie par communication lorsque les objets étaient placés de telle sorte que le feu devait se communiquer « nécessairement » sauf accident imprévu.

Le paragraphe 8 de l'article 434 contient-il lui aussi une application de la théorie du dol éventuel ? On l'a soutenu (1). L'incendiaire, a-t-on dit, en perpétrant son crime, en a accepté toutes les conséquences. Or, par son fait, un homicide a été occasionné : le coupable a pu prévoir ce résultat. En persévérant dans son dessein il a entendu supporter cette conséquence immédiate de son acte. C'est pousser un peu loin, nous semble-t-il, la théorie du dol éventuel car dans la plupart des cas la prévision normale de la mort d'une personne aura échappé à l'incendiaire. Voici, un individu qui met le feu à une meule de paille dans laquelle un vagabond est couché ; peut-

1. Notamment Grenier. *Thèse Paris*. « L'incendie au point de vue pénal », p. 143.

on dire que cet individu prévoyait la présence du malheureux dans le foyer d'incendie ? Evidemment non.

Pour expliquer la disposition du paragraphe 8, M. Garraud a exposé une théorie basée sur le concours du dol et de la faute, la faute venant aggraver la responsabilité qu'a d'abord fait naître le dol (1). Dans notre hypothèse le dol consiste dans le fait d'incendier la meule et la faute résulte de l'insouciance chez le coupable du danger que son acte pouvait faire courir à autrui. Certainement celui-ci ne prévoyait pas la présence du vagabond dans la meule, mais sa responsabilité se trouve accentuée du fait de n'avoir pas prévu toutes les conséquences que l'incendie pouvait avoir pour la personne qui en a été la victime. Au premier abord cette théorie paraît plus séduisante que la précédente parce qu'elle gradue en de plus équitables proportions la responsabilité du délinquant ; mais si elle est juste dans la majorité des cas, il en est d'autres où elle tombe complètement à faux. Elle repose en effet sur de pures suppositions car il peut arriver que l'incendiaire ait prévu la présence d'un étranger dans le lieu sinistré.

En définitive il nous paraît plus rationnel d'admettre qu'en notre matière le législateur n'accroît la peine qu'en considération de la gravité particulière

1. Garraud, t. VI, n° 2625.

du résultat préterintentionnel. Le législateur reste fidèle à l'esprit qui anime l'article 434 tout entier : c'est parce qu'une vie humaine a sombré dans la catastrophe que la répression est plus sévère. Dans certains cas il y aura dol éventuel, dans d'autres, si l'on veut, concours du dol et de la faute, mais dans tous, quel que soit le degré de prévision du coupable, il y aura un résultat qui sera puni plus ou moins fortement suivant sa gravité, l'importance du fait initial et le rapport plus ou moins probable existant entre le fait initial et le résultat, en considérant ce rapport plutôt objectivement (1).

1. M. Le Poittevin, *Cours de doctorat*.

CHAPITRE V

Place de l'Incendie dans le système pénal

A beaucoup de points de vue, le crime d'incendie apparaît comme un crime à part : certains de ses caractères lui impriment une physionomie toute spéciale qui rend difficile sa classification dans le système pénal.

Tout d'abord il est peu de délits où l'incertitude du résultat soit plus patente que pour l'incendie. Le délinquant emploie comme agent de destruction une force naturelle, le feu, dont la puissance de propagation est si grande qu'elle rend souvent toute lutte inutile. Les travaux préparatoires des lois de 1810 et de 1832 mettent en relief ce caractère qui légitimait aux yeux du législateur une sévère répression.

Si l'on ajoute que l'incendie présente, en tant qu'exécution, d'indéniables facilités on se rend aisément compte des dommages et des dangers que ce crime peut causer ou susciter. La propriété, la vie humaine sont exposées à ses atteintes : toutes deux il les menace, toutes deux il les peut compromettre irrémédiablement.

Le Code pénal considère certainement l'incendie comme un crime contre la propriété. La place qui lui est réservée dans le chapitre II consacré « aux crimes et délits contre les propriétés » est une preuve irréfutable de cette opinion qui se trouve confirmée par un passage de l'exposé des motifs au Corps législatif. « Le Code, y est-il dit, après s'être occupé des attentats à la propriété qui ont pour objet de s'enrichir aux dépens d'autrui, soit par fraude, soit par violence, s'occupe de ceux qui n'ont pour but que de satisfaire la vengeance ou la haine et qui, dès lors, dérivent uniquement de la méchanceté. Au premier rang de ces attentats est le crime d'incendie (1). »

Envisagée superficiellement cette assimilation paraît logique. Dans tous les cas le feu est mis ou communiqué à un objet approprié que l'agent veut détruire quel qu'il soit le mobile qui ait déterminé son acte. C'est évident, mais souvent aussi l'incendie dépasse le but que se proposait le délinquant. Celui-ci voulait anéantir la maison de son voisin et voilà que le voisin périt dans les flammes. Cette atteinte éventuelle à la sécurité des personnes s'oppose à la classification de ce crime dans les attentats commis contre la propriété. Ceux-ci d'ailleurs supposent généralement chez leurs auteurs un désir d'appropriation qui fait défaut chez l'incendiaire.

1. Loqué, 31, XIII, 35.

Mais alors l'incendie rentre dans la catégorie des crimes dirigés contre les personnes ? Pas davantage et ici le simple bon sens en témoigne. Ce n'est pas à un être humain directement qu'on met le feu, mais à un édifice, à une chose dans laquelle une personne peut avoir trouvé un refuge. Supposons que cette personne ait échappé à la mort et que l'abri qui la protégeait ait été détruit ; est-il logique de considérer en l'espèce, l'incendie comme un attentat dirigé contre elle ? Dans certaines hypothèses, il est vrai, l'incendie aura tel caractère ; il apparaît dès lors comme un véritable assassinat.

Pour résoudre cette difficulté de classification, l'école allemande a cherché un terrain de conciliation. Elle est partie de ce principe que certains actes peuvent avoir pour la collectivité des conséquences qu'il n'est pas toujours possible de prévoir et qui se matérialisent souvent en dommages beaucoup plus considérables qu'il n'était dans l'intention de l'auteur d'en causer. Elle a vu dans le danger indéterminé qui peut résulter de ces faits un élément de gravité particulier et elle a rangé ceux-ci dans une classe spéciale de délits qu'elle appelle « Gemein Gefährliche Verbrechen » crimes de péril commun, sorte de sous-groupe des crimes contre la sécurité publique. L'incendie rentrerait dans cette catégorie.

Le Code pénal allemand et le Code pénal italien ont adopté pratiquement cette conception.

Elle repose tout entière sur l'idée de danger. Or la question est de savoir si cette notion peut servir de base à une classification rationnelle des délits. L'assise serait à la vérité bien fragile. Le danger est en lui-même quelque chose de fort abstrait, voire de très variable : où commence le danger ? Tant qu'il n'y a pas lésion effective de droits, il n'y a pas dommage et le critérium reste bien incertain. En outre la notion de danger n'est pas restreinte au crime d'incendie : beaucoup d'autres actes délictueux peuvent menacer la sécurité des personnes ; inversement elle n'est pas la caractéristique constante de ce crime puisque certains incendies ne sont nullement dangereux.

L'idée de danger écartée, la doctrine contemporaine a vu dans la nature de l'élément employé une base plus solide de classification (1). L'incendie tire en effet son originalité non pas du danger qui peut en résulter, non pas de la nature de l'objet lésé, mais bien du procédé lui-même, c'est-à-dire du fait de s'être servi d'un élément sur lequel la volonté n'a plus d'action dès qu'il est déchaîné. Cette force de propagation irrésistible est typique. Elle est typique en ce sens qu'elle se retrouve précisément dans toutes les manifestations où les forces naturelles sont mises en jeu. Elle les caractérise proprement. Et c'est

1. Notamment Garraud, t. VI, n° 2575. Gauthier, *Thèse Genève*, p. 17.

ainsi que le Code pénal norvégien dans son article 148 et le Code pénal russe dans son article 562 assimilent, au point de vue de la répression, l'incendie, l'explosion et l'inondation, tous crimes qui supposent l'intervention d'une force naturelle. Ce caractère commun aux attentats de cette sorte justifie dès lors leur classement dans une catégorie spéciale qu'on dénommerait « crimes commis à l'aide des forces de la nature ».

Il faut reconnaître que ce critérium trouve dans la logique un sérieux fondement : stable et constant puisqu'il repose sur la nature même de l'instrument employé, il a cet avantage appréciable de se dégager clairement de toute nébuleuse abstraction.

CHAPITRE VI

Tentative d'Incendie

Généralement l'agent, auteur d'un délit, n'accomplit pas spontanément l'acte qui lui est reproché : entre le moment où il en conçoit l'idée et l'instant où il l'exécute s'écoule un temps variable durant lequel il s'achemine progressivement vers son but. Cette activité criminelle est caractérisée par une série d'actes que la science pénale a classés en trois catégories : la résolution, la préparation, l'exécution. Ce sont les trois stades normaux de l'iter criminis. Le délinquant élabore son projet, le mûrit, en suppute les chances de réussite. Puis il se consacre à la recherche des moyens dont la mise en action doit assurer le succès de son entreprise. Enfin le plan tracé, les instruments rassemblés, il commet le délit.

A quel moment la justice sociale doit-elle intervenir pour frapper le coupable ? Un point est certain : les faits purement psychologiques, ceux qui ont pour théâtre la conscience, échappent à toute sanction légale. Sans doute la résolution criminelle, même non

manifestée, peut constituer une atteinte à la sûreté d'autrui. Mais sa répression serait dangereuse en raison de la difficulté de preuve. L'acte interne, suivant l'expression de Rossi, « n'est pas du ressort de la justice humaine » (1). Ulpien a exprimé la même idée dans l'adage célèbre : « Cogitationis poenam nemo patitur » (2). » Les phénomènes intérieurs de la sorte relèvent exclusivement du domaine de la morale.

L'acte préparatoire se présente sous un aspect différent. C'est un fait matériel susceptible de constatation certaine. Evidemment il ne constitue pas le délit mais il tend à sa réalisation. Cependant il est équivoque car, en général, il ne décèle pas la volonté de mal faire et quand il la révèle, rien n'indique qu'il soit fait en vue de tel crime plutôt que de tel autre. Il doit à ce caractère spécial de ne pas être retenu par la loi à titre d'élément de la tentative. On concevrait d'ailleurs difficilement qu'il fût punissable : pour l'incriminer il faudrait en effet commencer par démontrer qu'il procède d'une volonté coupable et l'on retomberait ainsi dans la nécessité de prouver la résolution criminelle. Toutefois, dans certains cas, des textes le sanctionnent comme délit distinct.

L'acte préparatoire pouvait déceler une volonté encore hésitante, le premier acte d'exécution affirme

1. Rossi, *Droit pénal*, t. II, p. 254.

2. *Digeste*. Livre XLVIII, titre XIX. De poenis, XVIII.

une volonté irrévocable. Avec lui naît le trouble social qui justifie la répression, La tentative apparaît ainsi comme le commencement d'exécution d'un délit avec la volonté bien arrêtée de le commettre. Dès lors une grosse difficulté surgit : quand y aura-t-il commencement d'exécution. Le problème se ramène à la distinction de l'acte préparatoire et du commencement d'exécution et sa solution dépend du point de vue auquel on se place : objectif ou subjectif. Dans la doctrine objective le commencement d'exécution est caractérisé lorsque le délit lui-même est consommé dans ses éléments constitutifs. « L'acte préparatoire est en dehors de l'infraction, il n'en fait pas partie ; l'acte d'exécution est le commencement de l'infraction ; il en fait partie intégrante (1). » Ainsi l'acte d'exécution manifesterait par lui-même le crime que le délinquant se propose de commettre ; il échapperait à l'équivoque qui s'attache à l'acte préparatoire. Ce caractère de certitude accordé à l'acte d'exécution est exagéré car même en présence d'un fait clair une recherche de l'intention s'impose. Voici, par exemple, une personne qui est surprise alors qu'elle en frappe une autre. Elle la tue. Pour qu'il y ait meurtre il est nécessaire que le coupable ait eu l'intention de donner la mort : or peut-être n'avait-il pas cette intention ? D'ailleurs la formule de l'école ob-

1. Villey, *Précis*, p. 89.

jective est trop étroite : il y a des actes matériels qui ne rentrent pas dans les éléments constitutifs du délit mais qui en sont si proches qu'on ne peut plus les considérer comme des actes préparatoires. Cette idée s'accorde assez bien avec les expressions du Code « tentative manifestée par un commencement d'exécution » formule qui ne signifie pas nécessairement : commencement d'exécution d'un acte rentrant dans les éléments du délit, mais qui peut vouloir dire : commencement d'exécution du projet criminel.

C'est ainsi qu'apparaît l'importance du point de vue subjectif dans la détermination du critérium de la distinction de l'acte préparatoire et du commencement d'exécution. « L'exécution du délit est commencée, dit M. Garçon, lorsque l'agent fait les actes qui, par une conséquence directe et immédiate, doivent, dans sa pensée, consommer le délit. Dès ce moment apparaît le fait matériel qui cause un préjudice social. A ce stade de processus psychologique, le repentir devient improbable et l'intention est suffisamment réalisée pour que l'on aperçoive clairement que le criminel est dangereux (1). » Dans cette théorie, il y a commencement d'exécution, lorsque l'agent accomplit un acte qui dans son intention, tend directement et immédiatement au crime ; il y a acte préparatoire au contraire quand l'acte de l'agent ne tend au crime

1. Garçon. *Code pénal annoté*, art. 2, n° 49.

que médiatement et indirectement(1). Cette formule, malgré le caractère d'imprécision qu'elle révèle, nous semble plus satisfaisante que la précédente : elle est d'ailleurs conforme aux traditions historiques de notre ancien droit.

La loi ne punit le commencement d'exécution que s'il n'a été interrompu que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur. Dans ce cas il y a tentative simple. Il y a tentative achevée ou délit manqué lorsque l'agent a accompli tout ce qu'il avait à faire, lorsque le crime est complet du côté actif sans qu'aucun résultat ait cependant été produit. Toutefois la loi en raison de la générosité du mouvement, attache l'impunité au désistement volontaire de l'agent lorsque ce désistement se manifeste avant la consommation de l'infraction. Enfin il peut arriver que le but visé par le délinquant ne puisse pas être atteint, que la tentative soit fatalement vouée à l'insuccès : c'est l'hypothèse que la doctrine étudie sous le nom de crime impossible.

Mais comment punir la tentative ? Deux théories ou plutôt deux tendances se sont manifestées. La théorie objective considère le fait matériel comme l'élément essentiel de l'acte délictueux : c'est sa gravité qu'il y a lieu surtout d'envisager : « On ne punit pas, dit Carrara, la criminalité de l'agent révélé par ses actes

1. Dans ce sens : Garraud, t. I, p. 375.

extérieurs, ce que l'on punit c'est ce fait accompagné par la criminalité de l'agent(1)». L'importance accordée à l'ensemble des faits matériels se justifie par cette considération que ces faits seuls mettent la société en danger. Or comme le trouble social est moins grand en cas de tentative que dans l'hypothèse du crime consommé, il est juste de punir cette tentative d'une peine moins forte que celle qui est attachée au crime. Dans sa conception première, la doctrine objective exonère de toute peine la tentative impossible puisqu'aucun résultat ne peut-être produit.

C'est contre cette prédominance accordée à l'élément matériel du crime qu'a tenté de réagir la théorie subjective. Ces partisans relèguent le fait matériel au second plan pour faire passer la volonté au premier (2). Ce qu'il importe de punir, ce n'est pas tel ou tel fait, mais l'irrévocabilité d'une résolution criminelle alors que cette résolution serait destinée à échouer. L'adage latin « in delictis voluntas pro facto haberi » reste la base de cette doctrine. Partant de là, celle-ci se prononce pour l'identité de peine entre le fait accompli et la simple tentation, voire même la tentation impossible. Ce principe de l'identité de peine a d'ailleurs été consacré par le Code pénal

1. Carrara, t. II, p. 160. Dans le même sens: Rossi. *Traité de Droit pénal*, livre II, chap. XXXI. Ortolan et Déjardin, t. I. *Champ communal, Etude critique de législation comparée sur la tentative*.

2. Garraud, t. I. Saleilles, « Essai sur la tentative ». *Revue pénitentiaire*, 1902. Garçon. *C. P. annoté*, article 2.

adoptant ainsi les préférences de notre ancien droit pour la théorie subjective.

Revenons à la tentation d'incendie et étudions successivement les différentes phases du crime.

Et d'abord la résolution. Conformément au principe rappelé plus haut la simple résolution échappe à la répression. Dans une théorie subjective absolument pure, on pourrait concevoir que la divulgation par l'auteur de sa volonté criminelle fasse encourir à celui-ci les rigueurs de la loi puisqu'il a révélé d'une façon indéniable son caractère antisocial. Ce serait tomber dans un excès regrettable car l'intention même connue est encore trop éloignée de l'acte pour qu'on la puisse considérer comme irrévocable. Il est possible cependant que la manifestation de cette intention cause un trouble social qui justifie une sanction légale. L'incrimination, en l'espèce, aura lieu non pas à titre de tentative, mais de délit spécial. C'est l'hypothèse prévue par l'article 436 du Code pénal qui punit les menaces d'incendie.

Quant aux actes préparatoires, la loi les laisse également en dehors de ses prévisions. Ces actes se matérialisent en des faits que l'incendiaire coordonne en vue de la réalisation de son projet : achat d'allumettes, recherche de matières inflammables alors même qu'il serait démontré qu'elles étaient destinées à allumer un incendie, fait de se diriger vers le lieu du sinistre, tous actes équivoques, on le voit

qui ne peuvent justifier une répression quelconque.

A quel moment y aura-t-il donc tentative caractérisée ? Au premier acte d'exécution. Nous connaissons le critérium auquel se reconnaît l'acte d'exécution : l'agent sera coupable de tentative dès qu'il accomplira un acte qui sera dans un rapport direct de cause à effet avec l'incendie. Sera considéré comme acte d'exécution le fait pour un individu d'être surpris enflammant une allumette en se penchant vers le foyer préparé, le fait également d'avoir disposé des matériaux de telle façon que sans autre participation de sa part et par l'action inconsciente d'un tiers l'incendie éclate fatalement. C'est la solution qu'a adoptée la Cour de cassation dans l'espèce suivante : Une femme X..., dans l'intention de brûler une maison lui appartenant, mais louée à un tiers, avait pratiqué dans la cheminée du four de cette maison une ouverture dans laquelle elle avait mis une botte de paille dont une extrémité plongeait dans la cheminée tandis que l'autre se mélangeait au chaume de la couverture ; de la sorte le feu devait prendre à la toiture dès que le locataire chaufferait le four. La Cour de Dijon avait renvoyé la femme X..., des poursuites en se basant sur ce motif que les faits incriminés ne constituaient que de simples actes préparatoires. La Cour de cassation annula cet arrêt sur le pourvoi du Ministère public « attendu que l'individu qui a tout préparé et disposé pour qu'au moment donné le feu prenne né-

cessairement, soit de lui-même, soit par le concours innocent d'une main étrangère n'est pas moins coupable que celui qui allume personnellement et directement le feu... Attendu loin qu'un tel ensemble de circonstances ne présente pas les éléments constitutifs de la tentative soit le commencement d'exécution, il constitue l'exécution elle-même dans tout ce qui pouvait relever de la résolution et du fait de la prévenue ; attendu que cette résolution s'étant montrée persévérante jusqu'à la fin, la tentative ci-dessus n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur (1). » Cette décision nous paraît fondée : elle s'impose dans la théorie subjective ; dans la théorie objective elle peut se justifier étant donné que les partisans de ce système considèrent un acte comme élément matériel de la tentative à condition qu'il présente un rapport de causalité avec l'infraction et que ce rapport résulte de l'acte lui-même ; c'est le cas dans notre hypothèse puisqu'il est reconnu que le feu doit nécessairement se communiquer.

Cependant la solution adoptée par la Cour a été vivement critiquée. M. Lacointa écrit : « Comment la Cour de cassation dit-elle qu'il y a exécution dans l'espèce ? Il n'y a même pas, nous paraît-il, le commencement d'exécution exigé par la loi car si les cho-

1. Cass., 20 juillet 1861. D 61.1.405.

ses restaient en l'état, aucun mal ne serait à craindre et l'événement ne peut se produire que par un fait nouveau qui seul est de nature à constituer le commencement d'exécution, les dispositions prises par l'agent n'étant que des actes préparatoires (1). » Des actes préparatoires ! Mais le fait relevé à la charge de la prévenue constitue bien un acte qui tend directement au crime, acte non équivoque s'il en fût. Évidemment la délinquante n'a pas commencé le crime même, mais seulement l'exécution de celui-ci, c'est-à-dire la suite des actes en rapport immédiat avec le but qu'elle se proposait. D'ailleurs le crime simplement préparé ne suppose-t-il pas encore le concours du criminel : or, dans l'espèce qui nous occupe, il ne peut plus être question de préparation puisque, par suite de combinaisons prises par la coupable, la consommation de l'infraction, devenue inévitable, ne dépend plus d'elle.

Quand peut-on considérer le crime d'incendie comme commencé ? Nous venons de le voir. Quand peut-on dire qu'il est achevé ? La détermination du moment où l'on doit envisager la consommation du crime comme effectuée a donné lieu à des difficultés que nous avons précédemment exposées (2). Nous avons admis que le crime était complet du côté actif lorsque le feu avait été mis ; abstraction faite du résul-

1. Lacointa. *Revue critique de jurisprudence*, p. 465.

2. Voir p. 38.

tat obtenu. D'autres opinions se sont manifestées : l'une, subordonnant la consommation de l'incendie à l'apparition du danger, l'autre, la reculant jusqu'à l'instant où il n'est plus possible à l'agent de se rendre maître du feu. Ces interprétations dissidentes élargissent notablement le champ d'application de la tentative : alors que, dans l'opinion que nous avons adoptée, la tentative ne peut exister que lorsque l'incendiaire a été interrompu dans ses préparatifs, dans les systèmes opposés elle est caractérisée tant que le feu n'est pas devenu dangereux.

Toutefois la tentative ne serait pas punissable si l'agent en avait de lui-même suspendu l'exécution, si par exemple, dans les hypothèses que nous avons examinées plus haut, l'individu avait éteint l'allumette avant que le feu eut été communiqué aux matières inflammables, si la femme avait enlevé la botte de paille de la cheminée du four avant que le feu y eut été mis. Cette intervention volontaire qui apparaît, moins comme un désistement au sens étroit, que comme un désistement agissant, assure à son auteur l'impunité à condition qu'elle se produise avant la consommation du crime. La Cour de cassation a fait ressortir ce point dans son arrêt précité : « attendu que la tentative n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur. » Par conséquent, dans l'opinion que nous avons combattue, si l'agent pris de remords,

éteint le feu avant qu'un dommage sérieux ait été causé, son intervention l'exonère de toute poursuite. Cette théorie a été sanctionnée par la Cour suprême dans l'espèce suivante : des détenus, dans le but de s'enfuir, avaient pratiqué une excavation dans la maçonnerie de la porte d'une prison, y avaient placé des éclats de bois, puis mis le feu qu'ils avaient éteint presque aussitôt. La Cour a écarté la prévention de tentative d'incendie pour ne retenir que la tentative d'évasion (1).

Nous avons vu que certaines législations étrangères et en particulier la législation allemande, arrivent au même résultat que le système que nous exposons par la théorie du repentir actif après le crime complet (2).

Le crime d'incendie une fois consommé, il peut arriver qu'un événement fortuit fasse manquer son effet : la pluie par exemple, éteint le feu. Pour ceux qui admettent que l'incendie est consommé dès que le feu est mis, il ne peut y avoir de crime manqué. Pour les partisans de l'opinion contraire il y a, en l'espèce, une tentative qui a manqué son effet par suite de circonstances indépendantes de la volonté de l'agent, tentative punissable comme le crime complet.

1. Cas., 21 août 1845. D. 45.5.502.

2. Voir p. 41.

L'hypothèse de l'incendie impossible reste à peu près confinée dans le domaine théorique. Il faudrait supposer que l'agent a voulu mettre le feu à des matières ignifugées. Si, au point de vue subjectif l'incrimination de ce fait par la loi s'impose, au point de vue objectif elle semble plus difficile à justifier.

En ce qui concerne l'incendie par communication, la tentative sera caractérisée lorsque le feu ayant été mis aux objets qui doivent communiquer l'incendie, cette communication n'aura été empêchée que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur. La communication effectuée, le crime est consommé.

CONCLUSION 1

La législation française relative au crime d'incendie présente, à côté d'imperfections secondaires — confusion entre l'incendie et l'escroquerie dans l'hypothèse de la destruction par un propriétaire de sa chose assuré, erreur de classification du crime — trois défauts principaux : elle est imprécise, elle est incomplète, elle est trop rigoureuse. Représentative d'une époque disparue, elle évoque à notre curiosité des mœurs, des idées, des sentiments qui ont vieilli. Il se peut qu'au temps de sa triomphante jeunesse, « elle ait fait trop de bien pour en dire du mal » mais il faut convenir aujourd'hui « qu'elle n'est plus en harmonie avec l'état actuel des mœurs, les progrès de la civilisation contemporaine et les nécessités présentes de la répression (1) ».

Elle est imprécise. Qu'il s'agisse de la qualification même du crime d'incendie, du sens à attacher aux

1. Rapport du Garde des Sceaux au Président de la République sur la réforme de la législation pénale; *Journal officiel* du 27 mars 1887.

expressions « lieux habités ou servant à l'habitation » employées par le paragraphe 1 de l'article 434, de l'incendie par communication, nous avons vu, au cours de cette étude, les difficultés et souvent les divergences d'interprétation que le texte a suscitées. Or l'imprécision apparaît comme la pire faiblesse pour la loi pénale qui est le fondement de la liberté individuelle.

Elle est incomplète, laissant en dehors de ses prévisions expresses l'incendie des édifices servant à des réunions de citoyens, des bateaux transportant des voyageurs, des tramways, des omnibus, omettant de sanctionner l'atteinte partielle causée par l'incendie à l'intégrité corporelle.

Enfin elle est trop rigoureuse. On a qualifié de « féroce » la répression de l'incendie par le Code. Sous sa forme hyperbolique, cette critique décèle un grand fonds de vérité. Oui, les peines qui répriment l'incendie sont beaucoup trop fortes. Et il y a dans ce fait un sérieux danger car « l'exagération du châtiment est susceptible de devenir une garantie d'impunité pour les coupables que les juges hésiteront à frapper de peines hors de proportion avec leurs fautes » (1). Les Codes étrangers se sont largement inspirés de ce principe de bonne politique criminelle et leur comparaison sur ce point avec le Code français

1. Rapport précité.

donne à celui-ci un fâcheux caractère d'archaïsme. Débarrassé de l'obsession de tragiques souvenirs l'esprit public voudrait maintenant une répression plus humaine. Autant qu'en 1832 le crime d'incendie à besoin d'une appréciation nouvelle.

Vu : le Président de la thèse
LE POITTEVIN

Vu le Doyen.
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Histoire de la Législation.	7
CHAPITRE II. — Evolution du crime d'incendie	25
CHAPITRE III. — Elément matériel du crime d'incendie.	38
<i>Section I.</i> — Incendie des lieux habités en servant à l'habitation	42
<i>Section II.</i> — Incendie des lieux non habités ni servant à l'habitation, des forêts, bois-tail- lis et récoltes sur pied appartenant à autrui.	75
<i>Section III.</i> — Incendie des bois et récoltes abattus, des voitures ou wagons ne faisant pas par- tie d'un convoi contenant des personnes.	84
<i>Section IV.</i> — § 1. — Incendie de sa propre chose.	97
§ II. — Incendie par ordre du propriétaire.	112
<i>Section V.</i> — Incendie par communication	116
<i>Section VI.</i> — Incendie ayant occasionné la mort.	124
CHAPITRE IV. — Elément intentionnel du crime d'in- cendie.	132
CHAPITRE V. — Place de l'incendie dans le système pénal.	150
CHAPITRE VI. — Tentative d'incendie	155
CONCLUSION	168

